

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13405 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 5 MARS 1988

Les relations Est-Ouest et les débuts prometteurs des négociations de Genève

L'OTAN face à M. Gorbatchev

Le vrai héros du sommet de l'alliance atlantique, qui s'est terminé le jeudi 3 mars à Bruxelles, n'a été ni M^{me} Thatcher, pugnace comme à son habitude, ni le président Reagan, particulièrement discret, ni le « couple infernal » Mitterrand-Chirac. Non, celui qui était présent dans tous les esprits, c'est M. Gorbatchev.

En effet le secrétaire général du Parti communiste soviétique et sa nouvelle politique de désarmement posent problème à l'alliance. Finis les heureux temps où il était aisé d'anticiper les mouvements diplomatiques et stratégiques de Moscou. L'adversaire est devenu infiniment plus subtil dans l'art d'innover, de surprendre, d'enfoncer un coin dans une solidarité atlantique toujours vulnérable aux égoïsmes nationaux.

Subtil certes, mais M. Gorbatchev n'est-il pas sincère lorsqu'il affirme vouloir soulager son pays d'une surcharge militaire paralysante pour se consacrer à la remise en ordre d'une économie chaotique ? M. Mitterrand a raison, lorsqu'on lui pose la question, de refuser d'y répondre. Qui peut savoir ce qui est réellement dans la tête d'un homme qui n'est, de toute façon, pas arrivé au pouvoir par hasard ? Force est donc de le juger sur ses actes.

Deux tests seront cruciaux de ce point de vue pour l'avenir des relations Est-Ouest. Le premier ne concerne pas directement l'Occident, mais il devrait permettre de se faire une idée de la volonté de M. Gorbatchev de corriger les « erreurs du passé ». C'est de l'Afghanistan qu'il s'agit, dont l'évacuation par les troupes soviétiques ferait beaucoup pour convaincre l'opinion mondiale que de nouvelles analyses ont enfin cours à Moscou.

La seconde matière de l'examen de passage auquel il faut soumettre M. Gorbatchev, ce sont les négociations sur le désarmement conventionnel. Ce sont les armes classiques qui, en effet, rendent la guerre possible, et il serait dangereux d'encourager les rêves de dénucléarisation de l'Europe occidentale tant que ne sera pas effacée la supériorité du pacte de Varsovie dans le domaine de l'armement conventionnel. C'est l'idée-force du sommet de Bruxelles, et les Seize se doivent de mettre M. Gorbatchev au pied de ce mur-là.

Il n'y parviendront que s'ils réussissent à conjuguer ouverture d'esprit et fermeté. Les deux postures, illustrées ici par MM. Mitterrand et Chirac, et au niveau européen, par le chancelier Kohl et M^{me} Thatcher, ne sont pas forcément contradictoires. Elles devraient même être complémentaires, l'une ou l'autre prévalant en fonction du comportement de Moscou.

Au-delà d'arrière-pensées électorales, M. Mitterrand l'a compris qui a passablement gommé ses précédentes déclarations hostiles à la modernisation des forces nucléaires de l'OTAN pour insister sur la nécessité de définir une « stratégie pour le désarmement ». M. Chirac aussi, qui affirme aujourd'hui n'avoir plus aucune réserve à l'égard des positions du chef de l'Etat, qu'il soupçonnait d'accepter un peu vite l'argumentation de M. Gorbatchev.

(Lire page 5 les articles de PHILIPPE LEMAITRE et CLAIRE TRÉAN.)

M 0147 - 0305 0 - 4 50 F



3790147604500 03050

L'Union soviétique est prête à accélérer l'évacuation de ses troupes d'Afghanistan

Les négociations « indirectes » de Genève sur l'Afghanistan, entre représentants d'Islamabad et de Kaboul, devaient s'interrompre le vendredi 4 mars pour permettre au délégué pakistanais de se rendre dans sa capitale. Elles devraient reprendre au début de la semaine prochaine. La deuxième journée s'était achevée, jeudi, dans une

atmosphère relativement optimiste. Kaboul ayant annoncé que le retrait des troupes soviétiques pourrait s'effectuer en neuf mois, comme le réclamait le Pakistan, au lieu de dix. Islamabad continue toutefois de demander un début de règlement politique, avec la formation d'un gouvernement de transition à Kaboul.

GENÈVE
de notre envoyé spécial

Le ministre des affaires étrangères de Kaboul, M. Abdul Wakil, a annoncé que les troupes soviétiques pourraient évacuer son pays en l'espace de neuf mois, et non plus de dix mois ainsi que l'avait proposé, le 8 février, M. Gorbatchev. Au cours d'une conférence de presse, le jeudi 3 mars, à Genève, il a ajouté que 50 % des effectifs soviétiques seraient rapatriés dans les trois

premiers mois, le reste étant évacué dans les six mois qui suivent.

En d'autres termes, si un accord intervient à Genève à l'issue des négociations « indirectes » en cours entre Kaboul et Islamabad, la moitié du corps expéditionnaire soviétique aura quitté l'Afghanistan le 15 août. M. Gorbatchev ayant proposé, dans ce cas de figure, que le retrait soviétique s'amorce le 15 mai, la fin de l'intervention militaire soviétique aurait lieu le 15 février 1989.

M. Abdul Wakil a précisé que les deux premières journées des négociations de Genève, qui ont commencé mercredi après-midi, se sont déroulées d'une façon « positive et constructive ». Il a exprimé l'espoir d'aboutir à un accord après le retour à Genève de M. Zain Noorani, le délégué pakistanais, qui doit regagner la Suisse le dimanche 6 mars au soir après avoir été consulter son gouvernement à Islamabad pendant le week-end.

JEAN-CLAUDE POMONTI
(Lire la suite page 4.)

Entre l'empire et la tribu

par ANDRÉ FONTAINE

Le Congrès des Etats-Unis refuse de financer l'aide aux « contras » du Nicaragua. Le président pro-américain de Panama est destitué par le chef de l'armée qui n'est, selon la CIA, qu'un trafiquant de drogue. Moscou annonce le retrait de ses troupes d'Afghanistan. Des manifestations nationalistes se déroulent en Estonie, en Arménie et en Azerbaïdjan. La visite de George Shultz n'empêche pas la situation de se dégrader de plus en plus en Cisjordanie et à Gaza.

Les liens entre ces faits ont beau ne pas être évidents, ils soulignent tous la gravité de la crise qui secoue les deux hégémonies rivales.

Les Etats-Unis ne se sont pas seulement fait chasser d'Indochine, d'Iran, d'Éthiopie : ils ne parviennent plus à imposer leur loi à cette Amérique centrale où ils avaient pris l'habitude de voir leur arrière-cour (backyard) ; ils ne parviennent plus à jouer au

Proche-Orient le rôle de faiseurs de paix que Kissinger puis Carter avaient exercé dans leur temps avec efficacité.

Même jeu du côté de l'URSS. Après huit ans de guerre, l'Afghanistan est devenu son Vietnam. Elle a apparemment pris le parti — sage — de s'en retirer sans pratiquement poser de conditions. Si cette décision est bien appliquée, sa portée sera immense ; ce sera en effet la première fois que l'armée rouge se retire d'un pays qu'elle occupe sous la pression d'une insurrection populaire.

L'encouragement qu'en retireraient tous ceux qui, pour une raison ou une autre, supportent mal le fétu de la main soviétique, est considérable. Or il ne faut pas oublier que, dans le monde actuel, les guérillas anticomunistes sont plus nombreuses que les soviétiques.

(Lire la suite page 4.)

La pyramide du Louvre



RAUL
A l'occasion de l'inauguration de la Pyramide du Louvre, M. Mitterrand a déclaré à Antenne 2 que sa décision d'être ou non candidat était prise et qu'on n'attendrait « plus très longtemps pour l'apprendre ». (Lire page 21.)

Le procès des médecins de Poitiers

L'acquiescement et l'amertume

POITIERS
de notre envoyé spécial

En déclarant le docteur Bakari Diallo non coupable de violences et voies de fait sur la personne de Nicole Berneron, ce qui rendait sans objet la question de savoir si ces violences et voies de fait avaient entraîné la mort sans intention de la donner ; en répondant de la même manière négative à la question concernant la complicité de ce crime dont était accusé le docteur Denis Archambeau ; en refusant enfin de tenir le professeur Pierre Méritel pour coupable de délit d'homicide involontaire par maladresse, imprudence ou négligence, de la même Nicole Berneron, la cour d'assises de la Vienne, après une délibération de plus de cinq heures, a achevé, le jeudi 3 mars à 23 h 15, par un acquiescement général, l'affaire dite des médecins de Poitiers.

Judiciairement, c'est une décision satisfaisante. Elle laisse en même temps une impression d'amertume comme en ont témoigné dans l'instant où elle était rendue l'accablement de Claude Berneron, la révolte de ses enfants et le cri de sa belle-mère, tous incapables de comprendre qu'une juridiction puisse de cette manière laisser sans responsable la « mort

sur table » au centre hospitalier régional universitaire de Poitiers d'une jeune femme de trente-trois ans.

C'est bien ce que traduisait M^{me} Henri Leclerc, qui, en sa qualité de défenseur de Bakari Diallo, loin de se laisser aller à la légitime satisfaction qu'aurait pu éprouver tout autre dans l'ivresse immédiate du succès, laissait paraître des larmes qui exprimaient moins l'émotion de l'avocat que la compassion de l'homme envers un autre homme laissé à son chagrin et condamné à subir de surcroît, en cet instant, les applaudissements sans retenue des partisans de Bakari Diallo et de Denis Archambeau.

Sur les marches du palais de justice où se pressait, dans la nuit et la lumière des projecteurs de toutes les télévisions présentes, une foule passionnée, les opinions aussi étaient partagées. Certains, déjà, allaient dénonçant une « justice de classe », ce qui, en clair, entendait signifier qu'entre gens de robe noire ou rouge et blouse blanche on ne saurait se faire de peine, même légère, que l'institution judiciaire venait de voler au secours de l'institution médicale.

Ce n'est pourtant pas si sûr. La cour d'assises est une juridiction populaire, et si son président et les deux assesseurs qui l'entourent

sont des magistrats, neuf autres membres sont des jurés qui, en la circonstance, ne sauraient être catalogués de notables, s'agissant d'un maçon, d'une vendeuse, d'un comptable, d'un mécanicien, d'un agent du Trésor, d'une femme sans profession, d'un plombier, d'un gérant de société et d'un employé de banque.

La longueur de la délibération laisse supposer d'ailleurs l'existence d'un désaccord sur la manière d'apprécier le dossier et les arguments présentés depuis près de trois semaines. Or, pour acquiescer, il suffisait que cinq des douze membres de la cour d'assises soient déterminés à le faire.

D'autre part, ceux qui, en tant qu'observateurs, ont pu déplorer que la juridiction criminelle qu'est la cour d'assises n'acquiesce plus au bénéfice du doute, comme le commande la loi, ne sauraient s'offusquer de cette exception. Un principe ne se partage pas. Or, depuis le 15 février, en cette salle des comtes de Poitou et ducs d'Aquitaine, le débat ne débouchait à vrai dire sur aucune certitude. Les causes de décès de Nicole Berneron, le 30 octobre 1984, demeureraient bel et bien inconnues.

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.

(Lire la suite page 10.)

DU BON GOUVERNEMENT

Des vérités cachées de l'Histoire et de l'actualité.

JEAN-CLAUDE BARREAU

« Un livre étonnant... il marie sagesse et audace intellectuelle ». Gilles Perrault.



EDITIONS ODILE JACOB

Accident d'avion : 22 morts

Un appareil de la compagnie TAT s'est écrasé près de Fontainebleau
PAGE 32

Les élections au Bangladesh

Un climat de violence et d'intimidation
PAGE 2

Déficit budgétaire en 1987

Bonne nouvelle pour le gouvernement : il est inférieur aux prévisions
PAGE 27

Les catholiques conservateurs à Versailles

5 000 personnes attendues pour un congrès sans précédent
PAGE 26

Le Monde

SANS VISA

Canada : les châteaux de rail

Épopée du chemin de fer et naissance d'un style architectural

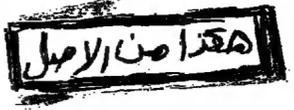
■ Gandhi dans le ciel de Barcelone. ■ Escalas. ■ Gastronomie. ■ Jeux.

Pages 13 à 19

Le sommaire complet se trouve en page 32

A. L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 156 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suisse, 12,50 cs. ; Suède, 1,00 L. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكزا من الأصل



Etranger

Au cours de sa nouvelle navette au Proche-Orient

M. Shultz ne prévoit pas de rencontre avec des Palestiniens

M. George Shultz a exprimé, le jeudi 3 mars, à Bruxelles, le souhait d'ouvrir un « meilleur et plus large dialogue » avec les Palestiniens, tout en réitérant son refus de tout contact avec l'OLP. Le secrétaire d'Etat américain, qui devait reprendre le même jour sa navette au Proche-Orient, a cependant indiqué qu'il ne s'attendait pas à rencontrer des représentants palestiniens pendant ce voyage. « Je ne vois aucun moyen de le faire, mais, bien sûr, je veux que cela arrive dès que possible », a-t-il déclaré sans autres explications.

Le chef de la diplomatie américaine a rappelé que la politique de Washington à l'égard de l'OLP demeurait inchangée. Les Américains se refusent à parler avec l'OLP tant que celle-ci ne reconnaît pas Israël et ne renoncera pas au terrorisme et à la violence, a-t-il précisé. « Telles sont les conditions, et quand ils les auront satisfaites, nous serons prêts à parler avec eux », a-t-il dit.

Quelques heures avant le retour en Israël du secrétaire d'Etat, un colon juif a été poignardé et trois Palestiniens ont été blessés par balles, jeudi, en Cisjordanie. Aharon Peretz, seize ans, a été légèrement blessé par un coup de couteau porté dans le dos alors qu'il sortait d'un magasin arabe de Hébron, où les colons juifs s'apprêtaient à défilier à

l'occasion de la fête de Pourim. Son agresseur a pu s'enfuir, mais des soldats israéliens ont arrêté quelque vingt-cinq Palestiniens et les ont emmenés en autobus militaire.

Dans le village d'Idna, l'armée a blessé aux jambes deux Palestiniens à l'occasion d'une vague de perquisitions lancée à l'aube pour arrêter des « fauteurs de troubles et incendiaires de bus ». A Beita, près de Naplouse, un autre Palestinien de dix-neuf ans, a été blessé à la tête dans des circonstances similaires.

A Hébron, plusieurs photographes de presse, dont Jim Hollander de l'agence Reuter, et sa femme, Rina Castelnuovo, du magazine Time, ont été attaqués et blessés, jeudi, par des colons juifs. Les photographes, qui s'étaient rendus sur les lieux à la suite de l'attaque au couteau du jeune juif de Hébron, ont été pris à partie par plusieurs colons. L'un d'entre eux a attaqué Jim Hollander. Rina Castelnuovo, qui essayait de protéger son mari, a été brutalement jetée à terre, puis frappée à la tête à l'aide de l'objectif de son appareil qu'un colon avait ramassé. Fortement contusionnée et perdant son sang, la jeune photographe a été transportée à l'hôpital Shure-Tsedek de Jérusalem. Une véritable bataille rangée s'est engagée entre les nombreux photographes présents et les colons, et une plainte a été déposée par les

victimes auprès de la police de Hébron.

Vendredi, l'armée a empêché des journalistes venant de Jérusalem de pénétrer en Cisjordanie où ils comptaient couvrir les manifestations prévues devant les mosquées à l'issue de la prière.

Les soldats israéliens ont commencé à recevoir de nouvelles matraques en plexiglas dur, en remplacement des matraques en bois utilisées jusqu'à présent, qui avaient tendance à se casser. Ces nouvelles matraques, de section triangulaire et non plus ronde, sont pourvues d'une gaine de cuir à la poignée. On précise que des sources militaires israéliennes que ce changement d'équipement a été décidé à la suite d'« accidents », au cours desquels des soldats israéliens se sont blessés à la main après que leur matraque se fut brisée au cours de la dispersion de manifestations. — (AFP, Reuter.)

● RECTIFICATIF. — Dans l'article intitulé « M. Shultz proposerait un scénario accablé » (le Monde du 2 mars, première édition, page 2), il fallait lire : « Il faut donner aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, selon M. Shultz, le droit, etc. » (bien « selon M. Shultz » et non pas « selon M. Shamir », comme indiqué).

La « guerre des villes » entre l'Iran et l'Irak

Téhéran met en cause l'Union soviétique

Au quatrième jour de la guerre des missiles entre l'Irak et l'Irak, le quotidien officiel irakien *Al Thaouar*, organe du parti Baas au pouvoir à Bagdad, a affirmé, le jeudi 3 mars, que les tirs de missiles contre les villes d'Irak se poursuivraient tant que ce pays n'aurait pas accepté la résolution 598 du Conseil de sécurité, qui prévoit un cessez-le-feu immédiat. Le quotidien *Al Qadissiya*, organe de l'armée irakienne, a affirmé, de son côté, que l'Irak possédait des missiles « en abondance » et que des « villes irakiennes entières seront effacées de la carte du monde ».

Ces menaces ne semblent pas effrayer Téhéran, qui estime que l'offensive irakienne actuelle relève surtout de la « guerre psychologique ». Selon la radio officielle iranienne, cette nouvelle « guerre des villes » a été « déclenchée avec des missiles russes sur ordre des Etats-Unis pour forcer l'Irak à accepter sans conditions la résolution 598 du Conseil de sécurité » de juillet dernier. « Son acceptation sans conditions signifierait la soumission de Téhéran aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne. L'Irak s'y refuse », a indiqué la radio.

ble de l'URSS ». Il a précisé que l'ambassadeur d'URSS en Iran, M. Vladimir Goudey, a été informé que l'Irak considère ces missiles comme des « armes stratégiques » et estime que Moscou est « capable d'empêcher l'utilisation de ces missiles » par l'Irak.

Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, a répondu au cours d'une conférence de presse que ces « allégations étaient totalement sans fondement ». « L'URSS, a-t-il dit, n'a fourni aucun des deux belligérants en armes de ce type. » Il a précisé que Moscou avait demandé aux deux parties de « faire preuve de mesure et de chercher des moyens pour un règlement du conflit autour d'une table de négociations plutôt que sur le champ de bataille ».

Il a conclu en estimant que l'escalade du conflit était la preuve de la nécessité d'une intensification des efforts pour mettre un terme au conflit sur la base de la résolution 598. Il n'a toutefois pas fait état des efforts actuels des Nations unies en vue de l'adoption d'une résolution prévoyant un embargo sur les ventes d'armes à l'Irak. — (AFP.)

● Bonn remercie Damas après la libération de Ralph Schray. — Le gouvernement ouest-allemand a exprimé ses « sincères remerciements » au gouvernement syrien pour les « efforts efficaces » faits par Damas au Liban pour la libération de l'otage Ralph Schray, enlevé à Beyrouth le 27 janvier dernier, indique un communiqué officiel qui ajoute que Bonn « espère fortement », « qu'il sera bientôt possible au gouvernement syrien d'obtenir la libération de Rudolf Cordeis », l'otage ouest-allemand détenu au Liban depuis le 17 janvier 1987. — (AFP.)

« Des armes stratégiques »

Le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Hossein Chekholeslam, a affirmé que l'URSS supportera les conséquences des tirs irakiens. Moscou, a-t-il dit, « n'a pas encore fourni d'explications sur la manière dont le régime irakien a pu obtenir les missiles de fabrication soviétique qui sont tirés sur Téhéran ». Il a ajouté que son pays est persuadé que « le régime irakien ne peut pas avoir utilisé ces missiles sans l'autorisation préalable

de l'URSS ». Il a précisé que l'ambassadeur d'URSS en Iran, M. Vladimir Goudey, a été informé que l'Irak considère ces missiles comme des « armes stratégiques » et estime que Moscou est « capable d'empêcher l'utilisation de ces missiles » par l'Irak.

Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, a répondu au cours d'une conférence de presse que ces « allégations étaient totalement sans fondement ». « L'URSS, a-t-il dit, n'a fourni aucun des deux belligérants en armes de ce type. » Il a précisé que Moscou avait demandé aux deux parties de « faire preuve de mesure et de chercher des moyens pour un règlement du conflit autour d'une table de négociations plutôt que sur le champ de bataille ».

A TRAVERS LE MONDE

Inde Des séparatistes sikhs ont tué trente-deux personnes au Pendjab

Un commando de séparatistes sikhs a tué trente-deux personnes et a blessé une quarantaine, au Pendjab, lors d'une fête religieuse, dans la nuit du jeudi 3 au vendredi 4 mars.

Six hommes armés se sont rendus dans le village de Kart-Sari, dans le district de Hoshiarpur, et ont tiré dans une foule réunie à l'occasion d'une cérémonie religieuse hindoue, tuant dix-neuf personnes. Treize blessés devaient décoller plus tard à l'hôpital. Selon la police, vingt-deux hindous et neuf sikhs figurent parmi les victimes.

Les forces de sécurité ont immédiatement été placées en état d'alerte pour empêcher toute tentative de représailles. Le chef de la police au Pendjab, M. Ribeiro, s'est rendu sur les lieux pour diriger les recherches concernant les tueurs.

Cette nouvelle tuerie porte à 398 le bilan des morts dans cette province depuis le début de l'année. En 1987, 1 234 personnes sont mortes au cours des violences dues aux séparatistes, qui s'en prennent presque quotidiennement aux hindous, minoritaires dans la province, aux sikhs modérés, aux officiels indiens, et à ceux qui sont soupçonnés d'être des informateurs. — (AFP, UPI.)

Panama L'opposition suspend son mot d'ordre de grève

L'opposition panaméenne a suspendu, le jeudi 3 mars, la grève générale qu'elle menait dans le pays

pour obtenir le départ du général Manuel Antonio Noriega après la destitution du président Eric Delvalle. L'un des chefs du mouvement de la Croisade civique (qui regroupe partis politiques, associations et syndicats autour de la chambre de commerce), M. José Raúl Molina, a indiqué que la suspension du mouvement était liée à la crise financière provoquée par le blocage des actifs panaméens aux Etats-Unis. Au cours d'une conférence de presse jeudi soir, l'opposition a ainsi indiqué que le pays était « en état de paralysie économique de fait ».

Le chef des forces armées panaméennes, lui, réaffirme qu'il restera à son poste autant que nécessaire. Lors d'un entretien accordé à la station de radio colombienne Caracol, Manuel Antonio Noriega a qualifié de normale la situation dans le pays, en dépit des trois jours de grève organisés par « les classes possédantes, qui se sentent menacées par la montée du peuple ».

Le secrétaire d'Etat américain George Shultz, lors de la conférence de presse à l'issue du sommet de l'OTAN à Genève, a, pour sa part, indiqué que Washington envisageait sérieusement d'autres sanctions contre le régime du général Noriega. Parlant de la limitation des rentrées de la trésorerie panaméenne, M. Shultz a affirmé : « C'est quelque chose que nous étudions soigneusement. Nous voulons le faire dans les règles, bien et efficacement. » — (AFP, Reuter, UPI.)

RDA M. Honecker a rencontré le chef de l'Eglise protestante

Pour la première fois depuis plus de trois ans, le numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, a rencontré, le jeudi 3 mars à Berlin-Est, le plus haut dirigeant de l'Eglise évangélique en RDA, Mgr Werner Leich, évêque de Thuringe.

Cet entretien intervient après les arrestations qui avaient été opérées, depuis le mois de janvier, par la police dans les milieux dissidents proches de l'Eglise évangélique de Berlin-Est. En février dernier, plusieurs de ces dissidents avaient été refoulés vers la RFA. L'Eglise a, dans une certaine mesure, servi de relais à l'expression de la dissidence, tout en évitant de s'identifier trop étroitement à des groupes d'opposition.

« Notre entente a été franc et réaliste. Nous avons discuté de tous les problèmes », a déclaré Mgr Leich à l'issue de sa rencontre avec M. Honecker, sans faire d'autres commentaires.

Dans une interview récente, Mgr Leich avait souligné la nécessité d'une rencontre avec le numéro un est-allemand. Cet entretien était très important, disait-il, « en raison des événements que l'Eglise n'a pu provoquer ». Il faisait allusion aux arrestations opérées dans les milieux proches de l'Eglise au début de l'année.

La dernière rencontre de M. Honecker avec un président de la Fédération des Eglises évangéliques en RDA remonte au 12 février 1985. A l'époque, son interlocuteur était l'évêque de Saxe, Mgr Johannes Hempel. — (AFP.)

BANGLADESH : boycottées par l'opposition

Les élections législatives ont eu lieu dans un climat de violence et d'intimidation

DACCA de notre envoyé spécial

Le décor, le scénario et les acteurs n'ont pas changé. Il y a, comme lors des troubles de novembre dernier, le général-président, retiré dans le cantonnement (une sorte de ville dans la ville, réservée aux militaires), devant presque serein à force de s'entendre demander d'abandonner le pouvoir; les deux seurs-enemies de l'opposition, Sheikh Hasina Wajed, chef de file de la ligue Awami, et le bégum Khaleda Zia, président; du Parti national du Bangladesh (BNP) et puis la population du Bangladesh, qui observe, pour la onzième fois un *hartal* (grève), au nom du « retour à la démocratie ».

Il y a pourtant quelques différences : d'abord, jeudi 3 mars était jour d'élections. Il s'agissait de remplacer deux cent quatre-vingt-neuf députés invalidés depuis le président, qui, en dissolvant le Parlement, cherchait à obtenir une nouvelle légitimité. Les élections se sont tenues sans la participation des principales formations de l'opposition, et à la surprise générale, il n'y avait eu « que » cinq morts (neuf selon la ligue Awami) et plusieurs centaines de blessés. Ces élections

n'ont pas été « couronnées de succès, impartiales et libres », comme s'est plu à l'affirmer, jeudi soir, le ministre de l'intérieur, le docteur M. A. Matin, mais elles ont eu lieu.

Pour M^{me} Hasina et la bégum Zia, le *hartal* fut un « grand succès ». Dès samedi, l'opposition appelle à une journée nationale de protestation, et le processus entamé le 10 novembre avec le « siège » de Dacca se poursuivra : défilés, rassemblements, jets de bombes artisanales, violences. Jusqu'à quand ? L'opposition, prisonnière de sa logique de lutte pour le pouvoir, ne le sait pas vraiment, et le chef de l'Etat feint de croire que, après cette journée électorale caricaturale, « la situation s'améliorera certainement ».

Des pierres et des « bombes »

La scène se passe, jeudi matin, dans le quartier de Lalbag, dans les rues étroites de la vieille ville, où les bombes éclatent au hasard, lancées des toits. Là, dans cette petite caserne de pompiers, deux inconnus ont lancé, il y a quinze minutes, un engin explosif. Un enfant a été gravement blessé aux jambes, une flaque de sang en témoigne. La suite va se dérouler assez vite : peu rassurés d'être coincés dans un quartier réputé chaud, une cinquantaine de policiers armés de fusils tourment en rond.

Aux deux extrémités de la rue, plusieurs centaines de jeunes gens jettent des pierres et des bombes, qui font plus de bruit que de dégâts. Les jets se rapprochent et les forces de l'ordre, au lieu de répliquer, décident d'abandonner le terrain. Les policiers en déroute escaladent deux camions qui attendaient et qui démarrent avec des trappes d'hommes sur le toit et le capot, les bras chargés d'urnes et de listes électorales. Les jeunes envahissent la place et détruisent totalement la caserne.

De nombreux bureaux ont fermé leurs portes vers midi (le scrutin devait se dérouler jusqu'à 17 heures), parfois les urnes avaient disparu, la plupart du temps on « oublie » de tracer une marque à l'encre indélébile sur les doigts de chaque électeur ayant voté. Bien souvent, à l'arrivée de journalistes, les scrutateurs improvisaient à la va vite un simulacre d'opérations électorales. En faisant le bilan de cette journée, le ministre de l'intérieur, comme à son habitude, exultait : « Tout s'est passé très pacifiquement. Le peuple du Bangladesh voulait que des élections aient lieu, elles ont eu lieu. » Certes, mais dans quelles conditions !

Les vrais contestataires (la ligue Awami, le BNP et le Jammato-Islami, le Parti islamique) sont demeurés à l'écart. Leurs partisans, en revanche, étaient là, avec leurs « bombes ». De façon assez efficace, un climat de terreur a été entretenu aux abords d'une bonne partie des quelques vingt-deux mille trois cents centres de vote du pays, dissuadant les partisans du pouvoir d'accomplir leur devoir électoral.

A Dacca, notamment dans la vieille ville, nous avons assisté au spectacle de scrutateurs apeurés, entourés de policiers et d'hommes de main du *Jatiya*, retranchés dans une école transformée en « fort Chabrol ». Le chef d'un bureau de vote, « craignant pour [sa] vie », nous demandera de le accompagner. D'autres représentants de l'administration, pris de panique, choisissent la fuite. Ailleurs, dans des quartiers plus calmes, les bureaux étaient gardés par des « gros bras » du parti présidentiel.

LAURENT ZECCHINI.

COMMENT RECONNAÎTRE LA DÉPRESSION ?

- COMMENT L'ANNONCE-T-ELLE ?
- COMMENT LA SOIGNER ?
- EN GUÉRIT-ON ?
- PEUT-ON L'ÉVITER ?
- QUE PEUT FAIRE L'ENTOURAGE ?
- LA FOI PEUT-ELLE EMPÊCHER D'ÊTRE DÉPRIMÉ ?

des spécialistes répondent...
tous, pour dire que l'espérance peut être au bout du tunnel.

BON DE COMMANDE

A retourner à PANORAMA 21, rue de la République 75001 PARIS CEDEX 11

Veuillez m'adresser... ex. du hors série N° 8 de PANORAMA au prix de 35 F l'ex.

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ BUREAU DISTRIBUTEUR : _____

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de PANORAMA. Conditions spéciales à partir de 10 ex. Tél. (1) 40.02.02.02.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 65072 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982), André Lacroix (1982-1985)

Statut de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.
Rédacteur en chef : Daniel Verdet.
Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-62 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-96-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	994 F	1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par airmail)			
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE			
594 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changement d'adresse définitif ou provisoire : nos abonnés sont invités à fournir leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'impression.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tout article sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an. 24 heures sur 24

Amériques

ÉTATS-UNIS : L'« église électronique » saisie par le démon des élections

La guerre sainte des « câblés » de Dieu et la course à la Maison Blanche...

Les « télévangélistes », après avoir conquis le petit écran, regardent vers la Maison Blanche. Et l'un des plus célèbres, Pat Robertson, a même endossé les couleurs républicaines pour y parvenir. La primaire de Caroline du Sud, qui a lieu samedi 5 mars, pourrait être, dans cette « bible belt », le meilleur test de l'influence réelle des « télévangélistes ». Une influence battue en brèche, parfois par de trop nombreuses rumeurs de scandales.

WASHINGTON correspondance

« Le Seigneur a été bon pour moi », avait dit Jimmy Swaggart il y a quelques semaines, avant de succomber à Satan... En 1986, son ministère télévisé lui aura rapporté 140 millions de dollars. Mais il n'est pas le seul à être favorisé par le Très Haut. Jim Bakker, qui avait lui aussi confessé ses turpitudes, a dû abandonner un empire de télévision assurant, bon an mal an, quelques 129 millions de dollars de revenus.

D'autres « télévangélistes », comme Jerry Falwell, directeur de la très conservatrice Moral Majority, ou le révérend Schuller, devaient se contenter plus modestement de revenus se situant entre 50 et 75 millions de dollars, juste assez pour que ce dernier fasse construire une cathédrale de cristal (18 millions de dollars).

Mais tous les « télévangélistes » vivent très confortablement, certains même dans un luxe ostentatoire qui ne choque pas leurs ouailles, des petites gens impressionnés par la richesse qui leur apparaît comme une récompense de Dieu.

Selon plusieurs statistiques, l'ensemble des « télévangélistes » recevraient plus de 1 milliard de dollars annuellement. Ainsi, le Gospel TV, l'« église électronique », comme on l'appelle familièrement, est devenu une lucrative entreprise qui doit sa réussite sans doute aux profonds sentiments religieux du pays. Mais, surtout, à la personnalité et au talent d'acteur des prédicateurs.

Dans le passé, des stations commerciales et de radio et télévision offraient gratuitement, mais à contre-cœur, des émissions religieuses. Elles étaient ennuyeuses. Aujourd'hui, grâce aux nouvelles technologies, à l'essor des stations locales, l'« église électronique » atteint des dizaines de millions de téléspectateurs qui, par leurs donations (exemptées d'impôt) permettent aux « télévangélistes » d'acheter des temps publicitaires. « Si Jésus vivait aujourd'hui, il serait à la TV, seul moyen pour lui d'atteindre ceux qu'il aime », disait Bakker. Mais le bon public des croyants est attiré par des vedettes comme Swaggart, sans doute le plus doué des comédiens, tonnant et tourmentant, chantant, grimasçant sur le petit écran, ou même faisant quelques pas de gigue pour pénétrer le Malin et ses associés catholiques, communistes et homosexuels... Dans un genre bonasse, Pat Robertson faisait toujours un tabac. Ainsi, les revenus de CBN sont tombés de 32,5 % lorsqu'il quitta le spectacle pour la

politique et la course à la Maison Blanche.

Néanmoins, l'« église électronique » connaît des difficultés. Le marché est légèrement en déclin, ce tout cas stagnant. Les généreux donateurs vieillissent, et les scandales des dernières années ont affecté les contributions. D'autre part, le nombre des stations de télé-

qui marche. Son ministère télévisé atteint plus de trois millions d'Américains et des centaines de millions de personnes dans quarante-cinq pays étrangers.

Au plan politique, les bons scores accomplis par Robertson dans la campagne électorale indiquent que les évangélistes intégristes (fondamentalistes) représentent une clien-



vision (259) et de radios (1 393) offrant des programmes religieux a augmenté considérablement. D'où une âpre compétition. Dans cette « guerre sainte », les combattants ne se ménagent pas. Apparemment, chez ces bonnes âmes, sans doute travaillées par le démon de la chair, l'amour des choses éternelles n'étouffe pas un certain attrait pour les plaisirs temporels. A ces tarifs, tous les coups bas sont permis. Ainsi, Swaggart, le grand inquisiteur, provoqua la chute de Bakker, qu'il dénonça comme « un cancer sur le corps du Christ ».

« J'ai péché en secret... »

L'ex-pasteur Gorman, aujourd'hui défrôqué, confessait avoir commis un « acte immoral » avec une femme. Un seul, pas deux, ni trois, ni plusieurs, comme l'assura Swaggart. Aujourd'hui, il prend sa revanche en rendant publiques des photos montrant Swaggart entrant dans un motel avec une prostituée qui, moyennant finances, a accepté d'accomplir un « acte pornographique » (Swaggart assure qu'il n'était pas allé plus loin).

A la différence de Bakker qui avait presque tout raconté sur son aventure d'un soir avec la pure Jessica Hahn (plus tard, il fut révélé que la pieuse jeune femme était une professionnelle), Swaggart est resté discret. « J'ai péché en secret, mais Dieu m'a demandé de me confesser en public ». Et c'est ainsi qu'il a démontré ses talents d'acteur, le visage ruisselant de larmes, la voix étranglée par les sanglots, demandant pardon à Dieu, à sa femme, son fils et tous les fidèles pour avoir péché. Les milliers de témoins de ses extraordinaires confessions publiques lui ont pardonné, ainsi que Gorman, son accusateur qui, depuis, prie pour lui. La hiérarchie lui imposera une sanction, mais bénigne, afin de ne pas compromettre une affaire

tielle à ne pas négliger. Ils ne se contentent plus d'être les simples fantasmes du Parti républicain, ils forment plutôt des troupes de choc de l'orthodoxie. Ils demandent la mise en quarantaine des homosexuels atteints du SIDA et attaquent les théories de Darwin. Ils se considèrent comme une minorité traitée par les élites protestantes et menacées par les mauvaises forces des sécularismes humanistes qui veulent « exclure Dieu de la vie publique américaine ». Hostiles à tout accord - « illusoire » - avec le Kremlin, ils estiment que les États-Unis doivent garder une large supériorité militaire en prévision d'une guerre. Ils ne craignent pas. Le monde pourrait-il être détruit par un cataclysme nucléaire ? « Théologiquement, c'est impossible », affirme un auteur fondamentaliste.

On en parle beaucoup, mais les fondamentalistes sont encore minoritaires au sein de l'ensemble de la communauté protestante. Au sein des Églises baptistes, ils sont subis des échecs. En Caroline du Sud notamment, les modérés les ont éliminés des postes de direction. Leur avenir politique reste incertain. Soucieux de ne pas perdre les électeurs du centre, les cadres républicains gardent leurs distances avec ces croisés, embarrassants par leur zèle et leurs outrances de langage. Certains parmi les évangélistes pensent qu'il serait préférable de revenir à leur mission pastorale plutôt que de s'aventurer dans un combat politique douteux, ce qui explique que Jerry Falwell préfère soutenir le favori républicain George Bush et son Robertson. Ainsi, la candidature de ce dernier pourrait marquer le zénith, mais aussi les limites, de l'influence des évangélistes dans la vie publique.

HENRI PIERRE.

Le sénateur Dole reçoit le soutien de M^{me} Kirpatrick. — M^{me} Jeanne Kirpatrick, ancien ambassadeur des États-Unis à l'ONU et l'une des figures de proue des conservateurs américains, a apporté, jeudi 3 mars, lors d'une conférence de presse à Washington, son soutien au sénateur du Kansas, Robert Dole. L'un des deux principaux candidats républicains à la Maison Blanche. — (AFP.)

Europe

GRANDE-BRETAGNE

Le nouveau Parti des démocrates-sociaux et libéraux n'a ni projet ni leader

LONDRES de notre correspondant

Le nouveau Parti des démocrates-sociaux et libéraux (SLD), qui a vu le jour, le jeudi 3 mars, ne devrait pas bouleverser la vie politique britannique — du moins dans un avenir prévisible. L'accouchement a été si laborieux que l'enthousiasme manquant un peu lorsque l'acte de naissance a été officiellement signé, sous les caméras de télévision, au Centre de conférences Elizabeth II, qui fait face à l'abbaye de Westminster.

Il aura fallu beaucoup de peine pour réaliser la fusion du Parti social-démocrate, créé le 26 mars 1981 par des transfuges travaillistes, et du vieux Parti libéral, illustré jadis par Gladstone et Lloyd George. L'image de la nouvelle formation dans l'opinion s'en ressent.

Allée lors des dernières élections législatives, libéraux et sociaux-démocrates avaient obtenu 22 % des suffrages. Un sondage ne leur accorde plus désormais que 15 % des intentions de vote.

Le Parti démocrate, pour le désigner à l'américaine, veut occuper le

centre de l'échiquier politique, mais il lui manque à la fois un projet et un leader. Nul ne sait quelle est sa doctrine exacte sur des questions clés telles que la défense et l'aide sociale. Le courant pacifiste est largement dominant chez les libéraux, alors que les sociaux-démocrates se sont toujours distingués de leurs anciens amis travaillistes par leur attachement à la discussion nucléaire indépendante britannique. M. David Steel, le dirigeant libéral, a professé tant d'opinions contradictoires sur tous ces sujets au cours des derniers mois que son éventuelle candidature à la direction du parti est aujourd'hui fortement contestée.

Cavalier seul

La question du choix d'un leader pour le SLD a été prudemment repoussée à l'automne, mais l'effet a été désastreux : les prétendants se sont aussitôt manifestés, au premier rang desquels M. Paddy Ashdown, un nouveau venu dans la vie politique, au mystérieux passé d'officier dans les commandos des forces spéciales.

Un homme aurait pu prétendre à la présidence du SLD, mais il a choisi de faire cavalier seul. Il s'agit de M. David Owen, l'un des fondateurs du Parti social-démocrate en 1981. Hostile à la fusion, il a décidé de maintenir coûte que coûte l'existence indépendante du SDP, ce qui promet une longue bataille juridique. M. Owen part dans l'aventure avec très peu de biscuits, mais un prestige intact. Le Parti social-démocrate « maintenu » revendique trente mille membres, mais n'a que trois députés aux Communes. Le nouveau Parti démocrate affiche plus de cent mille adhérents et compte dix-neuf députés.

Les élections locales du 5 mai seront un premier test politique pour la nouvelle formation. Les sondages ne sont favorables ni aux démocrates-sociaux et libéraux ni au mini-parti de M. David Owen. Les défenseurs de la tradition séculaire britannique du bipartisme, qui avaient paru un peu affaiblis au début des années 80, se sentent de nouveau revigorés.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

URSS

La liste des villes du Caucase touchées par les troubles s'allonge...

MOSCOU de notre correspondant

La liste des villes du Caucase touchées ces deux dernières semaines par des troubles s'allonge. Le jeudi 3 mars, le porte-parole du ministère des affaires étrangères soviétique, M. Guerassimov, a en effet reconnu qu'une des autres grandes villes de l'Azerbaïdjan, Kirovabad, avait, elle aussi, subi l'onde choc de la crise du Nagorny-Karabakh.

Elliptique, M. Guerassimov s'est contenté de déclarer, en réponse à une question, qu'il « avait pu se passer certaines choses (à-bas aussi) ». Même si la situation y est redevenue, comme il l'a affirmé, normale, il n'en apparaît pas moins manifestement que l'étendue géographique des troubles a été importante.

Une décision d'ici à la fin du mois

De Stepanakert, la capitale du Nagorny-Karabakh, au sud-ouest, à Sumgait, à l'est, en passant par Kirovabad, au nord-ouest, et Agdam, à l'est de Stepanakert, pratiquement toutes les grandes villes de l'Azerbaïdjan ont ainsi été le théâtre de manifestations ou de violences.

A mots voilés, M. Guerassimov a, d'autre part, confirmé que les troubles de l'Azerbaïdjan avaient été suscités par les récits et rumeurs de brutalités commises par des Arméniens contre des Azeris.

L'antagonisme qui s'est affirmé entre ces deux peuples du Caucase risque donc bel et bien d'être durable et de compliquer encore un peu plus la tâche de M. Gorbatchev, qui s'est engagé devant les Arméniens à prendre d'ici à la fin du mois une décision sur leur revendication de rattachement à leur

République du Nagorny-Karabakh, actuellement région de l'Azerbaïdjan.

La gravité de la situation et l'impossibilité surtout de prévoir son évolution et ses répercussions dans d'autres Républiques, expliquent sans doute que la direction du parti ait choisi la facilité de l'embargo sur l'information. Mais, outre que ce réflexe brejnevien n'a pas empêché un groupe de Tatars de Crimée d'aller manifester jeudi matin sur la place Rouge pour rappeler que leur cas n'est toujours pas résolu, M. Gorbatchev s'en trouve affaibli dans sa crédibilité.

Non seulement il est en effet privé du bénéfice politique d'un réel succès (la dispersion sans violence de l'énorme manifestation d'Erevan), mais l'affaire jette une ombre sur les initiatives nouvelles et les gestes d'ouverture.

Vendredi matin, par exemple, la Pravda a publié en « une » un énorme encadré appelant ses lecteurs à lui adresser toutes leurs propositions de démocratisation de la vie intérieure du pays.

« En un mot, écrit l'organe du comité central, écrivez-nous sur tout ce qui vous réjouit et vous préoccupe, à propos de cette question si illimitée... »

Le journal déborde d'articles sur la nécessité de changer, de bouger et de se restructurer, mais en page cinq le compte rendu de la déclaration à la presse de M. Guerassimov ne dit pas un mot du sujet qui l'a largement dominé : le Caucase.

BERNARD GUETTA.

Le réalisateur de Repentir proposé pour le prix Lénine. — Le réalisateur de Repentir, Tengiz Abouladze, a été proposé pour le prix Lénine, annoncé, le jeudi 3 mars, les Izvestia. Repentir est le film le plus sévère sur la période stalinienne, et le prix Lénine la plus haute des distinctions soviétiques. — (Corresp.)

Afrique

Alger et Tunis réaffirment leur « foi inaltérable » dans le Grand Maghreb

ALGER de notre correspondant

Alger a réservé un accueil particulièrement chaleureux au président tunisien pour son premier voyage officiel à l'étranger. La ville était pavée, les photos des deux chefs d'Etat placardées et les enfants des écoles mobilisés, malgré le temps maussade, pour saluer M. Zine El Abidine Ben Ali sur le passage de son cortège. Au terme de cette visite « de travail et d'amitié » de quarante-huit heures, le président Ben Ali a regagné Tunis jeudi 3 mars.

Un communiqué commun a été diffusé dans la soirée de jeudi par l'agence officielle algérienne APS après le départ de M. Ben Ali qui a eu plusieurs entretiens avec son homologue algérien. Ce texte met en relief les efforts déployés depuis de longs mois sur la scène régionale, principalement par l'Algérie, afin de « conduire dans les conditions les plus favorables la construction unitaire maghrébine ».

Le communiqué précise que les deux présidents ont souligné « la fonction historique unique remplie par le traité de fraternité et de concorde » et qu'ils ont renouvelé « leur foi inaltérable dans l'impératif de la construction du Grand Maghreb arabe ».

Les deux présidents ont affirmé « l'exigence de faire franchir à la coopération politique et à la coopération économique une nouvelle étape qualitative reposant sur l'élargissement et l'enrichissement du traité de fraternité et de concorde pour donner à celui-ci un impact de plus grande portée, conformément à sa vocation à rassembler toutes les forces de la région et à les mettre au service de l'idéal unitaire », ajoute le communiqué. Les deux présidents ont exprimé de nouveau « leur adhésion à la solution juste et définitive du conflit du Sahara occidental conformément au consensus international ».

F. F.

AGOTA KRISTOF



Après le succès international du "Grand cahier" (16 traductions)

La preuve ROMAN

79 F

Editions du Seuil

مقاومة لإسرائيل

هنا من الامم

Diplomatie

Les négociations « indirectes » de Genève, la crise des hégémonies

Entre l'empire et la tribu

(Suite de la première page.)

Une telle situation, il y a dix ans encore, eût été inimaginable. Déjà, l'on peut penser que la vieille question des nationalités ne rebondirait pas comme elle le fait en URSS si celle-ci n'était pas tenue en échec en Afghanistan par des hors-la-loi aux allures moyenâgeuses.

Sauf à croire que ce qui est durera toujours, cet état des lieux ne saurait surprendre. « L'Empire grand empire », écrit justement Montesquieu, suppose une autorité despotique. Staline l'avait parfaitement compris, qui avait fait de l'empire communiste, de Berlin à Pékin, un parfait monolithisme, se plus grande réussite, et peut-être la plus stupéfiante, étant d'avoir transformé des millions de communistes de la diaspora en supporters inconditionnels, et fiers de l'être, de la « patrie du socialisme ».

La répression, cependant, ne peut que reculer l'échéance : toute société porte en elle les germes de sa destruction. Marx l'avait constaté. Son erreur est de s'être laissé entraîner par sa vision prophétique, et d'avoir cru que le système socialiste ayant fait passer l'humanité « du stade de la préhistoire à celui de l'histoire » — il aurait mieux dit du purgatoire au paradis — cette constatation de bon sens ne s'appliquerait pas à lui.

L'erreur de Krouchtchev a été de briser le statu quo Moloch en qui la Russie avait fini par reconnaître au point que ses obèses, à la différence de celles de ses successeurs, se déroulaient au milieu des fermes de la foule, et qu'il y a encore aujourd'hui dans le peuple, pour incroyable que cela puisse paraître, bien des nostalgiques du stalinisme.

L'erreur de Brejnev qui a précipité la crise a été de s'imaginer qu'en aidant des partis légitimistes à prendre le pouvoir dans le tiers-monde il allait renforcer le « camp ». S'il avait appris un peu d'histoire, il aurait su que bien des empires sont morts d'un excèsif allongement de leurs lignes de communication. Et que prendra sous sa protection des pays qu'on n'appelle que par euphémisme « en voie de développement » coûte cher, sans rapporter de bénéfices immédiats. Avec son économie grippée, l'URSS ne peut supporter éternellement le fardeau de l'aide à une zone d'influence qui va de l'Indochine à l'Angola et à l'Amérique centrale. Dans ce domaine comme dans d'autres, il lui faut débénévoiser.

D'une transparence à l'autre

L'usure est encore plus visible du côté américain, pour cette bonne raison que la transparence n'y est pas seulement un programme, ou un slogan, mais une exigence de plus en plus impitoyable : une mise à nu permanente de toutes les faiblesses des hommes et du système qu'ils ont pris en charge.

La Zorro de la Maison Blanche, dont la droite française a longtemps célébré l'exemple, n'est plus que l'ombre de lui-même. Il avait voulu mettre l'exemple du mal dans les cordes. Il n'aspire plus qu'à faire la paix avec lui. De toute manière, le pays est pris pour l'année dans une folle électorale qui fait apparaître le nôtre, par contraste, comme une épreuve sportive entre gens de bonne compagnie, sans que personne puisse être sûr que les Etats-Unis auront l'an prochain à leur tête un président digne de ce nom.

Il faut dire qu'à toutes les vertus qu'on attend de l'éligible, y compris, depuis l'affaire Gary Hart, une vie sentimentale sans accroc, s'ajoute la nécessité absolue, en ces temps où tout se joue à la télé, de bien passer à l'écran. Ce n'est pas exactement ce qu'avaient en tête les « pères fondateurs » de la Constitution américaine, lesquels cherchaient surtout, par un système de « Checks and Balances », de contrôler et de contrepoiser, à limiter le pouvoir du numéro un.

Leurs descendants ne pourront pas éternellement ignorer le problème que pose l'adaptation à la plus grande puissance du monde d'un système conçu pour un phalanstère de quel-

ques millions de « Saints » décidés à vivre en conformité avec les desseins de la Providence. Ils ne pourront éviter de prendre la mesure de tout ce qui menace leur prospérité : leur déficit budgétaire et commercial, la diminution progressive de leurs parts de marché, l'accélération de l'investissement étranger qui a atteint de telles proportions que le Wall Street Journal parle d'une Amérique « à vendre » (America for sale), leur endettement et celui du tiers-monde, leur incapacité grandissante à tenir leur camp en main.

Vent d'Est vent d'Ouest

Qui recule le plus vite, de l'URSS ou des Etats-Unis ? Par moments, c'est le vent d'Est, comme l'avait cru Mao, par moments, celui de l'Ouest, qui paraît l'emporter : l'esprit humain est toujours porté à prolonger les courbes, alors qu'il suffit d'une pichenette du destin pour en modifier le sens. Constatons simplement l'existence d'une conjonction de situations passablement nouvelles dans les annales de l'espèce.

D'abord l'existence, abondamment prévue il y a plus d'un siècle par Grimm, Napoléon, Tocqueville et tutti quanti, de deux hégémonies dominantes, tantôt rivales, tantôt complètes, et le plus souvent les deux à la fois, sans qu'aucune réussisse à l'emporter durablement sur l'autre. Ensuite, le déclin parallèle de ces hégémonies, sous le poids des coups qu'elles ne cessent de se porter, et de la course aux armements insensée dans laquelle elles se sont engagées, sans que se dessine pour autant à l'horizon la jeune force qui pourrait un jour prendre leur relève.

Rudement douché dans sa fièvre impérialiste, le Japon n'a toujours pas donné d'expression politique à sa formidable ambition économique. La Chine a oublié Mao, qui rêvait de faire d'elle, l'URSS étant tombée aux mains des « nouveaux tsars » révisionnistes, la nouvelle Mecque de la révolution mondiale. L'Europe, à ce jour, n'a pas réussi à s'unir assez pour peser dans les affaires du monde de son poids véritable. Ni Nasser ni Kadhafi n'ont pu rassembler la nation arabe. La guerre du Golfe illustre les déchirements de l'islam.

Le résultat, c'est que se développe progressivement entre les deux camps une sorte de non man's land.

Il n'y a, à cela, à première vue, que des avantages. La neutralité a bien réussi à la Suisse, à l'Autriche, à la Yougoslavie, à la Finlande et à la Suède. Il est réconfortant de voir les ministères des affaires étrangères de la totalité des pays balkaniques, dont le nom jadis était synonyme de morallement et d'incessants combats, se réunir, y compris l'Albanais, enfin sorti de son exiguë île isolément, pour réfléchir tranquillement ensemble à l'avenir de la région. Malheureusement, si les Balkans ne sont plus dans les Balkans, ils se sont transportés ailleurs, et notamment au Proche-Orient et en Afrique, au point de faire regretter le temps où une autorité extérieure empêchait les tribus, les ethnies rivales, de s'entre-tuer.

La libération

Le malheureux Liban symbolise à lui seul le drame qui menace ces régions où se heurtent clans, races et religions, sans que quiconque soit en mesure de s'interposer efficacement. La Cjéordanie et Gaza connaissent depuis maintenant trois mois une situation à bien des égards comparable. L'hécatombe de la jeunesse irakienne et irakienne continue dans l'indifférence générale.

En Erythrie et au Tigré, la rébellion et la répression apportent chaque jour leur tribut de morts, comme s'il ne suffisait pas de ceux que fait en Ethiopie une famine toujours menaçante. Le sang ne cesse de couler en Afrique australe, au Sahara occidental, au Cambodge, à Sri-Lanka, en Amérique centrale, et ce n'est

pas parce que les Soviétiques s'en seront retirés qu'il cessera de la faire en Afghanistan. On prête même aux machéistes du Kremlin l'intention de laisser derrière eux une telle pagaille, aggravée par les dissensions entre les divers groupes de la résistance, qu'ils pourront ainsi continuer de tirer les ficelles, voire de créer au Pakistan de graves difficultés.

Il serait excessif de prétendre que l'humanité est en train de recourir au stade tribal. Mais il faut reconnaître que la tendance existe en plus d'un endroit, alors que le raccourcissement prodigieux des distances devrait apprendre à chacun la nécessité de vivre en paix avec son voisin dans le « village planétaire » cher à Marshall McLuhan. Le risque est grand d'une libération croissante de vastes régions de l'univers, quand ce ne serait que parce que la situation du tiers-monde, comme l'a si bien montré Jean-Paul II dans sa dernière encyclique, est marquée de trop d'injustices pour qu'il ne soit pas menacé d'explosion.

Nécessité d'un ordre

Puis on ira, plus on s'aperçoit que les nations ne peuvent faire l'économie d'un ordre qui leur soit supérieur. C'est la leçon que peuples et gouvernements ont eue de deux guerres mondiales. Et c'est bien pourqu'il, à Yalta, Roosevelt, Churchill et Staline ont voulu créer une organisation des Nations unies. Celle-ci a survécu à quarante ans de guerre froide, alors que la Société des Nations, qui n'a jamais été au complet, tant d'en fait, puisque les Etats-Unis s'en sont tirés le début tenu à l'écart, n'aura duré que vingt-six ans, dont six de totale inactivité. Les accords que l'ONU a remportés passent pas, certes, au regard des guerres qu'elle n'a pu ni empêcher ni arrêter. Mais elle a tout de même réussi à maintenir un minimum de contacts entre les camps, et à fournir à plusieurs reprises, avec ses « casques bleus », les moyens de séparer les combattants.

Les détonations en cours entre l'URSS et les Etats-Unis, conséquence heureuse autant qu'inévitable de la fatigue inhérente aux épreuves de force trop prolongées et trop coûteuses, ne devraient pas limiter au domaine des armements. Elle devrait prendre une dimension politique, comme ce fut le cas pour les deux grandes détonations précédentes, celles qui ont suivi la mort de Staline et la crise des fusées de Cuba. Au moins en Europe, il en reste des traces durables avec le traité d'Etat autrichien, la consolidation du statut de Berlin, la normalisation des rapports entre la RFA et les pays de l'Est.

Le moment n'est-il pas venu pour les deux superpuissances, maintenant qu'aucune d'elles n'a peut plus se croire en mesure de dicter à l'autre sa volonté, d'essayer de s'entendre sur le minimum de traiter les affaires du tiers-monde ? De reprendre, par exemple, ce qui avait été l'une des bonnes idées de l'époque de Yalta : la constitution de ces groupements régionaux qu'appellent de leurs vœux la mondialisation croissante des marchés et le coût de tout investissement un peu sérieux ? L'intérêt, tout à fait nouveau, montré depuis quelques mois par l'URSS pour les affaires de l'ONU ne pourrait-il faciliter une approche de cette nature ? L'Europe, au fur et à mesure que s'avance le rendez-vous de 1992, ne pourrait-elle donner l'exemple ?

Le tout est, bien entendu, de prendre un peu de distance. Si l'on garde le nez collé à la vitre, des questions comme celle des territoires occupés par Israël ou de l'Afghanistan paraissent insolubles. Ne serait-il pas plus facile de trouver des portes de sortie aux impasses présentes, si l'on essayait, par exemple, d'imaginer ce que pourrait être, à l'horizon de dix ans ou quinze ans, la coopération entre les divers Etats d'un Orient pacifié ? Après tout, il n'y a pas d'exemple de guerre qui n'ait fini un jour...

ANDRÉ FONTAINE.

La politique de réconciliation de Kaboul « n'a pas encore produit les résultats souhaités »

estime un rapport des Nations unies

GENÈVE de notre correspondante

M. Felix Ermacora (Autriche), rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme de l'ONU, a rendu public, le jeudi 3 mars, son rapport sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan. Après plusieurs refus, il a été finalement autorisé à séjourner dans le pays du 30 juillet au 9 août 1987, puis du 4 au 11 janvier 1988, et y a rencontré les principaux responsables politiques. En dehors de Kaboul, il s'est rendu à Hérat, à Kandahar et à Khost, où il a pu constater les séquelles des récents combats. Il a ensuite, au début de février, visité les camps de réfugiés et les hôpitaux du Pakistan, où il s'est entretenu avec les chefs de la résistance.

Dans un rapport intermédiaire remis l'autome dernier à l'Assemblée générale de l'ONU, le rapporteur spécial avait recommandé une amnistie générale des détenus, chacun d'eux devant recevoir un « certificat de libération », retrouver son travail et toucher une indemnité « s'il n'est pas reconnu coupable ». En attendant, tous les résistants capturés devraient être considérés comme prisonniers de guerre et pouvoir entrer en contact avec le Comité international de la Croix-Rouge (tout récemment réadmis en Afghanistan). Lors de sa deuxième mission, M. Ermacora a constaté que « la torture était moins utilisée pendant les interrogatoires », mais

que « les conditions pénitentiaires ne s'étaient pas encore améliorées ».

M. Ermacora reconnaît l'effort entrepris depuis peu dans le sens d'une « politique de réconciliation ». Il note cependant que celle-ci « n'a pas encore produit les résultats souhaités » et indique même que des prisonniers politiques auraient été massacrés aux environs de Kaboul en janvier. Son rapport relate, de source officielle, que 7 332 prisonniers ont été amnistiés, mais que, en janvier, 3 147 autres demeuraient détenus. Selon des prisonniers politiques libérés réfugiés au Pakistan, les détenus qui sortent de prison sont immédiatement enrôlés dans l'armée. Le rapport évoque encore les « excursions massives » d'étudiants de l'université de Jalalabad en décembre 1987.

Le rapporteur estime que, en dépit du cessez-le-feu annoncé par le gouvernement, « le conflit armé semble s'être intensifié ». Il regrette de n'avoir pu obtenir que des renseignements de seconde main pour ce qui est des zones contrôlées par la résistance.

Au 15 janvier, selon les chiffres officiels d'Islamabad, il y avait au Pakistan 3 179 328 réfugiés, sans compter l'afflux récent, après la bataille de Khost, de quelque 300 000 personnes non encore enregistrées. A Kaboul, on donne le chiffre de 110 303 réfugiés revenus en Afghanistan.

ISABELLE VICHNIAC.

Moscou est prêt à accélérer le retrait de ses troupes d'Afghanistan

(Suite de la première page.)

Ce nouveau développement, dans une négociation jugée « cruciale » et « très difficile » par M. Diego Cordovez, le médiateur de l'ONU, semble souligner la volonté de Kaboul et de Moscou de forcer le Pakistan à signer un accord à Genève, en dépit des réticences exprimées, jeudi encore, par M. Noorani à s'engager sur une voie qui ne garantisse pas le retour à la paix chez son voisin. « Aucun obstacle important à la conclusion d'un accord ne subsiste », a insisté M. Abdul Wakil.

Le délai de neuf mois pour l'évacuation des troupes soviétiques correspond en effet aux vœux des Pakistanais. En outre, Moscou s'engage également, par la voix de Kaboul, à retirer le gros de ses troupes dans un délai de quatre-vingt-dix jours. Avec ce calendrier, qui devrait recevoir l'approbation quasi générale, il ne

reste plus qu'à mettre au point un certain nombre de modalités — ce qui n'est pas insoluble — pour que l'intervention militaire soviétique en Afghanistan prenne fin.

Mais les Pakistanais, si l'on en croit M. Noorani, tiennent toujours à ce qu'un accord s'accompagne au moins d'une amorce de règlement intérieur, afin que « des circonstances propices à la paix et à la sécurité » persuadent « les cinq millions de réfugiés établis de par le monde, dont trois millions au Pakistan, de retourner en Afghanistan ».

M. Noorani, qui s'exprimait jeudi après-midi à la sortie d'une nouvelle session de travail, n'a pas fait état des nouvelles offres de Kaboul concernant le retrait soviétique. Il a de nouveau souligné un accord « global » — et non « partiel » — autrement dit la mise en place d'un gouvernement de transition largement représentatif en Afghanistan. Le Pakistan semble donc encore lier la signature d'un accord à Genève à l'amorce au moins d'un règlement politique intérieur.

Entre-temps, l'ONU semble se préparer à toutes les éventualités en prenant ses dispositions pour déployer sur le terrain — si un accord se fait — une équipe mobile de quarante ou cinquante observateurs militaires. L'idée de former un corps de « casques bleus » semble avoir été abandonnée, en raison de problèmes de logistique et de sécurité.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

ALGER ENTRE PARIS ET WASHINGTON. Quels sont les impératifs majeurs qui guident les choix de l'équipe Chadli, en matière de coopération ? Dans le numéro de mars d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

ABANO TERME (40 Km. de Venise-Italie) Hotel PRINCIPE TEL. 193949-659278-648278. VACANCES SANTÉ : Très confortables, piscines thermales, traitements thermaux, physiothérapeutiques, esthétiques, d'alimentation, régénérateurs, désintoxiquants. Tous soins en hôtel. Pension complète à partir de 225 F.

MONTEGROTTO TERME Hotel BELLAVISTA TEL. 193949/793333-793278. Le directeur de la Direction des relations économiques extérieures (DREE), rattachée au ministère des finances, a rencontré, le mardi 1er et le mercredi 2 mars à Canberra, le secrétaire-adjoint du ministère australien des affaires étrangères et du commerce extérieur, pour examiner la situation des échanges commerciaux et des investissements dans les deux pays.

Reprise des entretiens informels bilatéraux entre la France et l'Australie. — Les entretiens au niveau des hauts fonctionnaires, suspendus pendant un an en raison de la tension entre les deux pays, ont repris début mars, au lendemain de la visite de M. Giraud (le Monde des 24 et 27 février).

L'association islam et Occident (France) vient de réélire son président M. Francis Larnaud, et a élu son comité exécutif, qui comprend Mme Hélène Altweller, Eve de Vitry-Meyvroville, MM. J.-P. Bourdier, Henry Bonnier, Dominique Chatillon, Gilbert Cottreau, Abdoulaye Diéye, J.-P. Fourcade (ancien ministre et président d'honneur), Le R. P. Michel Lalong et le docteur A. Somia. Le conseil d'orientation de vingt-cinq membres comprend notamment M. Jean Matzeol, président du Conseil économique et social, et plusieurs anciens ministres, MM. Jean-Pierre Cot, Georges Gorse et Pierre-Christian Taftinger.

Prétoria veut les Nations unies aux gémonies. — L'Afrique du Sud a voté aux gémonies le Conseil de sécurité des Nations unies qui venait de rouvrir, le jeudi 3 mars, à la demande de l'assemblée de l'Afrique, le dossier de l'apartheid.

Les membres du Conseil par un langage particulièrement brutal. Après avoir qualifié le Conseil de « vendetta », il a déclaré : « Mon gouvernement tient à vous faire savoir clairement qu'il ne pliera pas devant vos menaces et vos séquestrations. Il rejettera vos accusations avec mépris et vous invite à aller au diable. » Jamais pareils propos n'avaient été tenus à la table du Conseil et nombre de diplomates en particulier africains se sont montrés choqués de l'intervention sud-africaine, à l'issue de cette première séance de travail. — (AFP).

Le Monde RADIO TELEVISION COMMUNICATION

Paris-Tokyo sans escale, JAL prend l'air 4 fois par semaine. A partir d'avril 88, mardi, mercredi, vendredi, samedi, 4 vols sans escale par semaine pour apprécier le service unique de la JAL. JAPAN AIR LINES Téléphone Réservations 42.25.85.05

Diplomatie

et les résultats du sommet de l'alliance atlantique

Un compromis qui n'efface pas les divergences

L'agence soviétique Tass a commenté, jeudi 3 mars, les résultats du sommet de l'OTAN à Bruxelles en critiquant le premier ministre britannique. Les pressions de M^{me} Thatcher ont amené l'OTAN à inclure dans sa déclaration sur les armes conventionnelles des « formules dignes des pires moments

de psychose militaire qui ont prévalu à l'OSCE », a estimé Tass. Soulignant que ce texte est le « résultat d'un compromis », un commentateur militaire a relevé que « les représentants, plus raisonnables de l'Europe de l'Ouest », ont « persuadé M^{me} Thatcher de ne pas mentionner dans le

document les « compensations » qu'elle demande à l'élimination des armes nucléaires prévues par l'accord sur les fusées intermédiaires. D'un côté, ce document de l'OTAN contient des « messages présumés » sur la « supériorité » supposée de l'URSS, qui pour-

rait amener des troupes sur la ligne de front en Europe plus vite que les États-Unis, écrit le commentateur. Mais, « à côté de ces inventions de propagande », ajoute-t-il, le texte comporte certains points qui « laissent entrevoir la possibilité d'une réduction de l'armement conventionnel en Europe ».

BRUXELLES de notre correspondant

« L'état de l'alliance est excellent. Nous sommes forts, nous sommes unis, nous sommes prospères et nous sommes libres. » Ces propos du président Reagan à l'issue du sommet atlantique qui s'est réuni les 2 et 3 mars à Bruxelles ne tenaient pas de la simple incantation. Le charme avait agi. Les chefs d'État et de gouvernement de l'alliance, oubliant ou refusant à une juste place leurs divergences, se séparèrent, ravis d'avoir réaffirmé avec fermeté et ouverture leur solidarité. « Nous avons réalisé tous nos objectifs. (...) Nous avons déjoué la tentative des Soviétiques de séparer les États-Unis de leurs alliés et de parvenir à la dénucléarisation de l'Europe », proclamait M^{me} Margaret Thatcher, hébraut d'une rencontre à laquelle elle semblait convaincue d'avoir donné la ton.

Français, n'est pas feinte. La déclaration, approuvée le jeudi 3 mars par les chefs d'État et de gouvernement, est un compromis qui tient le balance à peu près égale entre les positions en présence et où, chacun, par conséquent, peut trouver son compte. Les problèmes qui se posent depuis la signature, à Washington, du traité prévoyant l'élimination des armes nucléaires n'ont pourtant pas été réglés : le sommet a permis, cependant, de dénouer que leur existence, au moins à ce stade, n'affecte pas la volonté des États de rester unis et de laisser intacte leur capacité d'initiative puisqu'ils ont relancé de manière convaincante leur projet de conférence sur une réduction des forces conventionnelles de l'OTAN et du pacte de Varsovie (le Monde du 3 mars).

La controverse rebondira

Le chancelier Kohl comme M^{me} Thatcher ont marqué des points dans le débat qui les opposait sur la modernisation des armes nucléaires américaines stationnées en Europe.

Le mot « moderniser » ne figure pas dans la déclaration (il est remplacé par « maintenir à niveau »), et c'est déjà un succès du chacois. Simple enfumage ? Lord Carrington, le secrétaire général de l'OTAN, a donné une explication à peu près satisfaisante : pour des raisons de traduction, moderniser peut « signifier qu'on cherche à introduire des armes nouvelles plus destructrices, plus terribles, et être donc interprété comme autre chose que ce que nous souhaitons ». MM. Kohl et Genscher comme M. Mitterrand ont souligné qu'il n'y aurait pas d'échecance importante concernant la modernisation avant 1992, que rien ne pourrait être fait de manière automatique, que les décisions devraient être prises au cas par cas.

M^{me} Thatcher, de son côté, n'a pas manqué d'observer que la déclaration lui donnait raison en « étendant longuement sur la nécessité de maintenir la crédibilité de la dissuasion de l'alliance. « Il n'existe pas, à échéance prévisible, d'alternative à la stratégie adoptée par l'alliance pour prévenir la guerre », dit le texte.

Il s'agit d'une stratégie de dissuasion fondée sur une combinaison appropriée des forces nucléaires et conventionnelles adéquates qui seront maintenues à niveau là où c'est nécessaire. (...) Nous sommes résolus à soutenir les efforts requis pour que demeurent opérationnelles, crédibles et efficaces nos forces conventionnelles et nucléaires, y compris les forces nucléaires en Europe qui garantissent ensemble notre sécurité commune (...).

Les armes nucléaires tactiques

Le secrétaire d'État, M. George Shultz, qui partage le point de vue de M^{me} Thatcher, a expliqué à sa manière qu'on continuerait comme par le passé à rejeter l'idée que l'organisation militaire intégrée pourrait différer, pour des raisons politiques, des décisions concernant le nécessaire remplacement de certains matériels.

Bref, la controverse n'a pas été tranchée. On peut penser qu'elle rebondira dès la prochaine réunion

du comité des plans nucléaires de l'OTAN (les ministres de la défense de l'alliance moins la France), qui se tiendra en juin au Danemark.

Les armes nucléaires tactiques américaines et soviétiques stationnées en Europe sont au centre d'un second débat qui, lui aussi, a été laissé en l'état : l'alliance peut-elle annoncer qu'elle est favorable à l'ouverture de négociations entre les États-Unis et l'URSS visant à en réduire le nombre, voire à les éliminer ? Les pays membres sont partagés. Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France étant hostiles à cette nouvelle étape de la dénucléarisation, du moins tant que des progrès significatifs n'auront pas été obtenus en ce qui concerne la réduction des armes nucléaires stratégiques, des armes chimiques et conventionnelles.

En juin 1987 à Reykjavik, puis en décembre à Bruxelles, les Allemands étaient parvenus à imposer une formule qui traduisait leur volonté de voir incluses, aussi vite que possible, ces armes nucléaires

tactiques, qu'ils craignent par-dessus tout, dans le champ de la négociation. On lisait dans les deux déclarations publiées lors de ces réunions du Conseil atlantique : « Parallèlement à l'établissement d'un équilibre des forces conventionnelles et à l'élimination totale des armes chimiques, des réductions tangibles et vérifiables des systèmes américains et soviétique de missiles nucléaires à courte portée basés à terre devant conduire à des plafonds égaux ». La France, estimant qu'il était prématuré de s'engager de la sorte, n'avait pas souscrit à Reykjavik à ce paragraphe concernant le processus de désarmement qui, du coup, se trouve précédé de la formule d'usage « les quinze alliés concernés ».

L'idée, à la veille du sommet, était de trouver une formule acceptable à la fois par Bonn et par Paris. Dès mercredi, ce souci perfectionniste était abandonné, et, faute d'accord franco-allemand, la déclaration reprend, mot pour mot, le texte de Reykjavik.

PHILIPPE LEMAITRE.

MM. Mitterrand et Chirac à Bruxelles : Cohabitation « à l'exportation » ?

La cohabitation n'a pas failli, la France — soyons rassurés — n'a parlé que d'une seule voix à Bruxelles, et la mise en scène de la conférence de presse finale, où l'on a vu le président de la République offrir le micro au premier ministre, visait, s'il en était encore besoin, à enfoncer le clou et à bien faire comprendre qu'en terre étrangère il n'y a pas de différences d'opinion qui valent et que les intérêts du pays sont les mêmes, indépendamment, comme l'a souligné le président de la République, des personnes qui les représentent.

De fait, de part et d'autre on souscrit aux principes essentiels qui ont été affirmés par l'OTAN lors de ce sommet : l'urgence de rétablir un équilibre conventionnel en Europe, considéré maintenant comme la priorité, et l'idée que la dissuasion nucléaire demeure un élément indispensable de la sécurité du Vieux Continent.

Il reste que les nuances qui se sont exprimées à Bruxelles et avant ont de quoi susciter une certaine perplexité chez les alliés de la France et bien des soucis pour les journalistes de la presse étrangère qui s'essient, sur ces sujets déjà ardu en eux-mêmes, à comprendre quelque chose aux arcanes de la politique française.

Tirant à son tour la conclusion de ce sommet de Bruxelles, le premier ministre a souscrit « sans réserve » jeudi au bilan que venait d'en dresser juste avant lui le président de la République. L'un et l'autre se sont dits satisfaits. Cependant, alors que M. Mitterrand y voit « un pas de plus sur la voie du désarmement, d'un désarmement assumé avec toutes les précautions nécessaires », le premier enseignement qu'en tire M. Chirac c'est que « l'alliance a montré qu'elle est avant tout une alliance de défense », que « sa force repose sur la volonté de défendre le chacun des pays qui la composent » et que « si la France aujourd'hui est écoutée et respectée, c'est parce qu'elle a montré sa détermination à poursuivre un effort de défense courageux et à moderniser l'ensemble de ses forces, nucléaires et conventionnelles ».

Nuances encore, pour le moins, que les déclarations faites ces dernières semaines par M. Mitterrand contre les appels des « faucons »

de l'OTAN à la modernisation des armes nucléaires à courte portée, ses cohabitations à saisir toutes les chances inédites qui s'offrent aujourd'hui au désarmement, sa compréhension des préoccupations allemandes, et, d'autre part, les accents thatcheriens de M. Chirac pour recommander fermeté et vigilance face à l'URSS. Paradoxe, enfin, en apparence du moins, dans le fait que la France semble conciliante avec Bonn lorsqu'il est question de modernisation des armes nucléaires à courte portée, et se montre plus intransigente que Londres ou Washington lorsqu'un texte fait référence, en termes flous, à l'idée de négocier une réduction de ces mêmes armes.

Les déclarations du président de la République contre les appels à la modernisation ont provoqué, de fait, un effet de surprise non seulement chez nos partenaires étrangers, mais en France, où le premier ministre s'efforce en y mettant les formes, à s'en dissocier immédiatement. Il a fallu, pour recoller les morceaux d'une cohérence française mise à mal, que M. Mitterrand affine son propos et précise qu'il n'était pas « par principe » hostile à la modernisation, mais qu'il jugeait la question « inopportune » et que l'on devait en jouer comme d'un argument dans la négociation avec les Soviétiques.

Le programme Hades non contesté

Mais en dehors de cet épisode, qui révèle finalement des sensibilités différentes dans l'approche du désarmement plutôt que des divergences de fond, y a-t-il réellement matière à glose sur les incohérences françaises. Punit cohabitationniste n'est-elle, comme le prétend M. Barra, que de façade et destinée « à l'exportation » ? C'est peut-être trop demander à la France que de trancher aujourd'hui sur des questions que l'OTAN elle-même est incapable de résoudre — celles de la modernisation des armes nucléaires à courte portée et de leur réduction par la négociation — et qui, de surcroît, ne concernent pas directement la France, puisqu'il n'est question à ce stade que des armes américaines stationnées en Europe.

La seconde remarque que l'on peut faire est que les nuances fran-

çaises — et les deux acteurs de la cohabitation l'ont rappelé — n'ont pas entraîné à ce jour de débat conflictuel sur la politique de défense de la France. Le programme Hades, notamment, qui a pris forme sous le gouvernement socialiste, a été confirmé sans contestation dans la dernière loi de programmation militaire, cela quelles que soient les interrogations que semble nourrir rétrospectivement, et pour lui-même, M. Mitterrand.

Ce qui est nouveau, c'est en fait davantage le souci manifesté du président de la République de ne pas laisser M^{me} Thatcher parler pour l'Occident et se présenter comme la conscience vigilante de l'Europe. C'est aussi son attachement à faire entendre la voix de la France dans l'alliance et le profit qu'il paraît vouloir tirer de la situation particulière du pays dans l'OTAN. On a répété à l'envi que cette situation n'était pas modifiée et ne le serait pas, ce qui traduisait bien le caractère exceptionnellement actif de la participation française. Le président a à plusieurs reprises rappelé que le statut de la France dans l'alliance se définissait à la fois en termes d'appartenance et d'indépendance. Appartenance, par la contribution qu'apporte la France à la défense occidentale et par sa coopération avec les pays alliés (qui a même été saluée par M^{me} Thatcher). Mais indépendance au sens où la France conserve en tous points son autonomie de décision, et elle l'a encore montré à Bruxelles.

De ce statut particulier, le président de la République a souhaité tirer le meilleur profit, à la fois en se faisant entendre sur la question du désarmement et en esquissant une critique de la doctrine de l'OTAN, la « riposte graduée », qui est, il faut l'admettre tombée dans des oreilles de sourds. Le temps était compté à Bruxelles, et le moment peu propice à de plus longs développements sur ce thème. Mais sans doute y a-t-il là l'esquisse de ce que serait la politique de M. Mitterrand à l'égard de l'Organisation s'il voulait se représenter et si les électeurs lui confiaient un second mandat.

CLAIRE TRÉAN.

FOURRURES GEORGE V

du samedi 5 au 19 mars

RÉALISATION MASSIVE DES STOCKS

MANTEAUX					
Zorinos	3850*	2350*	Vison pastel	20750*	14875*
Ragondin	8250*	3850*	Renard blue silver	42750*	17850*
Vison pastel, morceaux	11850*	5850*	Vison Ko hi noir	55000*	26850*
Opossum d'Amérique	13850*	6250*	Vison blanc	66000*	27850*
Vison dark, morceaux	12750*	6450*	Lynx canadien	82750*	31850*
Rat d'Amérique	16850*	9450*	Pékan	85000*	38750*
Marmotte	28750*	13850*	Zibeline blonde	195000*	85000*
Vison dark	28750*	14350*			
VESTES					
Ragondin	5650*	2450*	Renard blue silver	19500*	10850*
Astrakan et tricot	7850*	3650*	Vison dark	22750*	11850*
Vison Kohi noir lustré	16750*	7350*	Vison saphir	35000*	18750*
Coyote	14750*	7850*	Pelisses inter. Lapin col opossum	3250*	1750*

MAGASIN OUVERT TOUS LES JOURS SANS INTERRUPTION DE 10 H A 19 H

ouverture exceptionnelle dimanche 6 MARS

FOURRURES GEORGE V

40, Av. George V, Paris 8^e

Paris-Tokyo sans escale, profitez de la nuit pour prendre l'air.

Depart 20h 10. l heure ideale pour prendre JAL. Après votre journée de travail. JAL vous offre 11h45 de sommeil non-stop.

JAPAN AIR LINES

Téléphone Réservations 42.25.85.05

مكتبة الامارات



Politique

La préparation de l'élection présidentielle dans la majorité

M. Chirac, ou comment passer de la morosité au « mouvement »...

Sept semaines après sa déclaration de candidature, le 16 janvier, sept semaines avant le premier tour de l'élection présidentielle, le 24 avril, M. Jacques Chirac compte sur son passage à l'émission « Questions à domicile », sur TF 1, le dimanche 6 mars, pour relancer une campagne

L'entourage du candidat du RPR laisse paraître une certaine morosité devant le fait que l'écart n'a pas été creusé, dans les sondages, avec M. Raymond Barre, et une certaine appréhension des effets de l'annonce - tenue pour probable - de la candidature de M. François Mitterrand, face auquel le premier ministre, malgré l'avance qu'il a prise en démantelant le premier, n'est pas parvenu à s'imposer comme l'adversaire principal. Encore le premier ministre a-t-il sensiblement amélioré sa position dans les anticipations du second tour, qui le confrontent au président sortant, alors que, au début de l'année, cette confrontation était largement favorable à M. Barre.

La campagne de M. Chirac, généralement créditée d'une indéfinissable qualité technique, a souffert de deux difficultés politiques : le désintérêt de l'opinion, faute du véritable débat droite-gauche attendu, et - ce qui est en partie lié - l'impossibilité de débattre l'imbricologie de la cohabitation. M. Chirac a, certes, démontré qu'il pouvait attaquer le président de la République sans être paralysé par deux années de coexistence institutionnelle. Le premier ministre peut, le lundi, accuser le chef de l'Etat de tromper son monde en s'avancant « masqué », et le mercredi, parler « d'une seule voix », avec lui, au sommet de l'OTAN à Bruxelles.

Il n'en reste pas moins que le piège de la cohabitation continue de gêner la perspective que M. Chirac s'efforce de tracer. Le premier ministre avait lui-même ouvert, le 29 février, la voie à des spéculations sur une éventuelle poursuite de la cohabitation en cas de réélection du président sortant, spéculations que son porte-parole, M. Alain Juppé, après en avoir parlé avec M. Chirac, a tenté de stopper, au cours de son point de presse du jeudi 3 mars.

« La cohabitation est derrière nous », a assuré M. Juppé, soit que M. Chirac, élu, gouverne avec l'actuelle majorité, soit que M. Mitterrand l'emporte et cherche, alors, une majorité socialiste (le porte-parole du candidat du RPR n'a pas évoqué l'hypothèse d'une victoire de M. Barre, mais le scénario, dans ce cas, est sans mystère).

Les valeurs de la droite

M. Juppé s'est refusé à envisager le maintien ou le retour d'une majorité parlementaire de droite face à M. Mitterrand, car ce serait admettre qu'une partie de l'électorat de droite puisse voter pour l'actuel chef de l'Etat, tout en souhaitant que le camp adverse continue à gouverner comme il l'a fait depuis mars 1986. Cette éventualité serait désastreuse, en effet, pour M. Chirac s'il paraissait l'avoir été, comme il a pu en donner l'impression à Toulouse.

Tout en faisant l'impression sur cette hypothèse, M. Juppé s'en est pris à

la dynamique s'est engourdie depuis une dizaine de jours. L'absence de candidat socialiste, d'une part, et, d'autre part, l'impératif unitaire qui s'impose aux deux candidats de droite expliquent la torpeur de l'opinion, que le premier ministre n'est pas vraiment parvenu à secouer.

M. Chirac s'affirmait résolu à ne pas changer d'avis. Cette dernière constatation est, néanmoins, ambiguë, car elle peut révéler que M. Chirac attire surtout un « nouveau dur » d'électeurs traditionnels du RPR ou de la droite, quand M. Barre disposerait, lui, de l'avantage d'attirer dans la catégorie « flottante », celle qui fera la décision. Pourtant, le premier ministre n'a guère lancé sa campagne en direction de ce nouveau dur. C'est plutôt, par le choix d'un look à la mode et le recours aux réunions-débats, plutôt qu'aux meetings habituels, à des catégories plus jeunes que M. Chirac s'est adressé. Les militants du RPR ont réagi, d'ailleurs, de façon mitigée, dans un premier temps, à ce style, avant de convenir, semble-t-il, quasi unanimement, de son efficacité.

Le candidat du RPR a réussi, d'ailleurs, avec la Fête de la musique, à la Défense, le 23 février, une opération qui n'était pas assurée du succès auprès des jeunes. Cette catégorie de l'électorat lui demeure défavorable, mais il a montré qu'il pouvait lui parler et s'en faire entendre. Des meetings comme celui de Lille, le lendemain, ont confirmé un certain réajustement du militantisme chiracien et, donc, la possible pertinence de l'argument sur lequel les amis du premier ministre comptent beaucoup pour parvenir à faire la différence avec M. Barre, puis avec M. Mitterrand : celui de l'avenir, du « dynamisme », de l'action, le « candidat du mouvement » face à ceux de la « permanence ». Une nouvelle version de l'âge du capitaine ?

L'âge du capitaine

A côté de ces éléments de doute, M. Chirac est parvenu, depuis sept semaines, à réunir plusieurs atouts. Sa campagne, servie par des choix publicitaires et d'image opportuns, a embayé sur un double mouvement qui l'avait précédé : modification de l'image du premier ministre, qui est parvenu à capitaliser sur la réélection de trajectoire opérée après le mouvement universitaire de la fin 1986 ; réévaluation du bilan gouvernemental, qui paraissait inexistant fin 1987, en partie sous l'effet du krach boursier, et que les chiffres du chômage et de l'inflation, en même temps que la dissipation des craintes provoquées, dans le public, par la crise financière, ont fait apparaître plus positif qu'il ne semblait.

Les progrès réalisés par M. Chirac, tels que les mesurent les enquêtes approfondies que ses conseillers commandent à un rythme soutenu à la SOFRES, ne sont certes pas encore traduits en intentions de vote, puisque le candidat du RPR et celui de l'UDF restent au coude à coude. Du moins la tendance de M. Chirac est-elle ascendante, tandis que celle de M. Barre est à la stagnation, voire au recul.

En outre, M. Chirac a amélioré ses performances face à M. Mitterrand et, corrélativement, dans les reports de voix, qui, venant de l'UDF ou du Front national, lui sont moins défavorables qu'ils ne l'étaient par rapport à ceux dont bénéficierait le député du Rhône. Enfin, l'électorat du candidat du RPR est plus solide que celui du candidat de l'UDF dans la mesure où une plus forte proportion d'électeurs disposés à voter pour

M. Raymond Barre accentue ses critiques contre la cohabitation

Invité le jeudi 4 mars du journal de TF 1, M. Raymond Barre a de nouveau dénoncé « la situation ambiguë de la cohabitation ». Commentant les résultats du sommet de l'OTAN, l'ancien premier ministre a estimé que « parler d'une seule voix à l'OTAN, c'est la cohabitation à l'exportation », mais « qu'il y a l'arrière et il faut que l'arrière tienne ».

M. Barre a, par ailleurs, dénoncé le comportement actuel de M. François Mitterrand : « Ce n'est pas critique d'être socialiste, a-t-il dit. On a bien le droit d'avoir ses propres opinions. Ce qui est critique, c'est d'être ambigu ou de

s'avancer masqué. Je demande simplement que dans les débats qui concernent l'avenir de la France, il n'y ait pas d'équivoque sur ce que sont les hommes et sur ce que veulent les hommes. »

A propos enfin de ses relations avec M. Jacques Chirac, s'inspirant toujours de la fable de La Fontaine, il a conclu : « Si le lièvre respecte la tortue, la tortue respecte le lièvre. On ne va pas se donner des coups de crosse. Il est tout à fait normal qu'on affirme ses positions et ses différences, mais lorsqu'il s'agit de décider, tout se fait persuadé qu'il n'y aura pas la répétition de ce qui s'est passé en 1981. »

Avec les jeunes...

Les tonitruantes déclarations de Raymond Barre ont été accueillies avec intérêt par les jeunes, les bébés vagissants aux vélopompistes et aux technologies de pointe.

Mieux qu'un cours magistral, les interventions rapides des huit auteurs font éclater une évidence : la jeune génération barrière - « qui fluctue autour de quarante ans, un peu plus ou un peu moins, comme diraient les spécialistes du serpent montataire » - a bien une vision forte et cohérente, faite d'être fermement enthousiasmée, de l'avenir et de la société.

Le bel âge

Constatant que « la recherche de la société parfaite ouvre la porte à toutes les oppressions », M. Charles Millon entonne joyeusement toutes les idéologies. Opposant les valeurs et les héros d'hier - le décret, le gigantisme, la hiérarchie - à ceux des radieux lendemains barrières - l'initiative, le « small is beautiful », la solidarité - M. Bruno Durieux, lui, se félicite : « La société de consommation est morte, vive la société d'initiative. » Exemple type de « nouvelle entreprise », selon M. François d'Aubert : la société qui produit le feuillet télévisé « Maguy » : « Les scénaristes écrivent à toute vitesse et les caméramen tournent presque en même temps. Des entreprises comme celle-là, il va y en avoir des dizaines de milliers dans les prochaines années. »

Délibérément tourné vers le grand large, M. Pierre-André Wilizer propose à ses auditeurs « d'ensemencer le monde », tandis que M. François Bayrou souhaite appliquer le « small is beautiful » à l'éducation nationale, en la décentralisant large-

ment. M^{me} Sylvie Dumaine et M. Bernard Bosson insistent respectivement sur deux thèmes barrières : « L'Europe ».

« La quarantaine, c'est un très bel âge », soupire le préfacier de l'ouvrage, qui n'est autre que le candidat lui-même : « Il y a un âge où l'on écrit les livres et un âge où l'on écrit les livres et de toute tentative de récupération. Les jeunes, on ne les récupère pas ». M. Raymond Barre, lui aussi, appelle de ses vœux le remplacement de la société de consommation par « la société des entrepreneurs ».

Le dialogue qui s'engage ensuite est à l'image de l'assistance, composée de jeunes apparemment avides de savoir à belles dents dans la « société des entrepreneurs » : sage, respectueux et technique. On parle boutique ; filières, débouchés, stages. Et M. Bayrou comment la galle : « Je ne sais pas qui a rajouté, dans ma partie de livre, un sous-titre digne du sapper Camembert : à bas l'ignorance, vive la culture. Cela doit être un résidu de maquette. »

Raté. « Ce n'est pas un résidu de maquette, rétorque M. de Villiers. La phrase exacte est : face à l'ignorance, vive la culture générale. Et c'est une citation de Raymond Barre ». Eclat de rire général. Le député des Pyrénées-Atlantiques voudrait disparaître dans son verre d'eau. Il est vrai que le livre a été fabriqué en un mois. Les « nouvelles entreprises » ne sont pas encore tout à fait au point.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(1) Lettres aux jeunes qui ont pour de l'avenir, éditions Jean-Claude Lattès.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Chirac

Foi

M. Jacques Chirac a affirmé, le jeudi 3 mars à Orléans, que, si M. François Mitterrand était candidat, « il sera le candidat socialiste, soutenu par le seul Parti socialiste, pour faire une politique socialiste, comme celle qui a été menée de 1981 à 1986 ». « Que M. Mitterrand soit candidat, cela ne m'étonnerait pas », a déclaré le premier ministre, qui s'exprimait devant sept mille personnes environ. Précédemment, M. Chirac avait prononcé un vibrant plaidoyer en faveur de l'union de la majorité qui, a-t-il dit, « a montré plus que tout autre sa foi, sa volonté, son ambition et son unité. »

M. Fiterman

Poisson

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du PCF, a déclaré, le jeudi 3 mars à Lyon, que M. Michel Noir lui « apparaît bien avoir joué le rôle du poisson-pilote ». La veille, le ministre (RPR) du commerce extérieur avait évoqué la poursuite de la cohabitation après l'élection présidentielle (le Monde du 4 mars). « Y aurait-il un ticket Mitterrand-Chirac d'un nouveau genre », s'est interrogé l'ancien ministre communiste, « selon lequel Chirac avait ouvert la porte à ce projet lors de son meeting à Toulouse », le lundi précédent.

M. Jospin

Tie-break

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a affirmé, le jeudi 3 mars, devant le groupe socialiste du Parlement européen réuni à Paris, qu'il ne serait « pas mauvais » que M. Chirac et Barre, avant d'affron-

M. Juquin

Paysan

M. Pierre Juquin, candidat renouvelé à l'élection présidentielle, a présenté, le jeudi 3 mars à Saint-Léger-en-Charnie (Mayenne), son programme agricole. « Maintenir un million de paysans à la terre avec un revenu minimum garanti égal au SMIC, des prestations et une couverture sociale égale à celles des autres Français », a préconisé M. Juquin, selon lequel, « il n'y a pas de société possible sans société agricole bien portante ».

M. Lajoinie

Repli

Dans une interview à Libération du 4 mars, M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, déclare, à propos de la future décision du comité central sur le second tour du scrutin : « Il faut d'abord éviter de créer des illusions, c'est pour ce que je dis que le second tour ne permet pas de battre la politique de la droite mais seulement ses candidats. D'un autre côté, il faut éviter à tout prix le repli sectaire. Parce que, demain encore plus qu'aujourd'hui, nous aurons besoin d'un parti vraiment lié au gens, capable d'entraîner les gens dans l'action. »

M. Le Pen

Chausse-trape

M. Jean-Marie Le Pen, qui précé-

dera le candidat socialiste « en finale » de l'élection présidentielle, s'explique suffisamment longtemps dans une demi-finale qui ira non seulement jusqu'au cinquième set mais jusqu'au tie-break. M. Jospin a estimé que « Chirac angule littéralement Barre dans les baisers ».

M. Mermaz

Clavecin

M. Louis Mermaz, ancien président socialiste de l'Assemblée nationale, a estimé, le jeudi 3 mars : « Chirac cogne fort et Barre gémit. Dans une déclaration écrite, il a ajouté : « MM. Chirac et Barre font du bruit chacun dans son style. M. Chirac parle haut et fort et distribue toutes sortes de promesses à jet continu. M. Barre fait entendre sa différence. Le premier joue du cor de chasse, le second est plutôt habitué au clavecin. »

M. Pasqua

Probabilité

M. Charles Pasqua « n'envisage pas la probabilité de voir un candidat de gauche élu à la présidence de la République » au vu des estimations du ministère de l'Intérieur qui, selon lui, « sont très proches de ce que nous constatons dans les discussions cantonales » partielles. Le ministre qui s'exprimait, le jeudi 3 mars à Rennes, à l'issue d'un voyage de deux jours en Bretagne, a affirmé : « La gauche n'a jamais été aussi minoritaire et représentée entre 43 et

44 % dans le pays contre 56 % à 57 % pour l'ensemble de la droite. » « Si le candidat de gauche est élu, il sera sur un programme de sept ans et, pour nous, il ne saurait être question de cohabiter à nouveau sans renier nos convictions, notre propre programme. »

M. Queyranne

Dérive

Le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne a écarté, le jeudi 3 mars à Paris sur Europe 1 « toute hypothèse de dérive communiste ou de troisième force », en commentant la possibilité envisagée le veille par le ministre (RPR) Michel Noir d'une éventuelle poursuite post-présidentielle de la cohabitation. « Je note qu'au sein du RPR, il y a, pour le moins, un trouble. M. Noir exprime un opinion. M. Juppé le contredit quelques jours après », a souligné M. Queyranne, en précisant que pour le PS « les choses sont très claires ».

M. Waechter

Conditions

M. Antoine Waechter, candidat des Verts à l'élection présidentielle, a défini, le jeudi 3 mars à Paris, les deux conditions qu'il retient pour que des écologistes acceptent de participer à un gouvernement : « Un rapport de forces qui leur soit favorable » et « un gouvernement qui puisse accepter un contrat de gouvernement avec les écologistes ». « Les écologistes ne refusent pas les responsabilités, fussent-elles gouvernementales, mais nous ne voulons pas non plus être des gens qui inaugurent les chrysanthèmes », a précisé M. Waechter.

M. Michel Noir se corrige : « la cohabitation ne pourrait pas marcher en 1988 »

Dans une déclaration récente au Progrès de Lyon, M. Michel Noir avait envisagé la poursuite de la cohabitation. Dans une déclaration au Monde, le ministre du commerce extérieur contredit par MM. Juppé et Pasqua, rectifie son propos.

« Que l'on ne s'y méprenne pas, précise M. Noir, si un candidat socialiste élu décide, contre toute vraisemblance, de ne pas appliquer la politique de gauche voulue par ceux qui l'auraient élu en cherchant à débaucher une partie de l'actuelle majorité, je ne vois pas comment, à l'UDF ou au RPR on pourrait s'y prêter. Cela, je le dis clairement. »

« Dès 1986, Jacques Chirac avait affirmé haut et clair que seul l'intérêt général importait et que l'intérêt de la France devait passer avant tout intérêt personnel. C'est dans cet esprit qu'il a accepté de gouverner, d'éviter tout désordre et toute crise. C'est dans cet esprit qu'il vient de s'exprimer à Toulouse. Les Français n'aiment pas plus les crises politiques que les crises de nerfs. Ils savent gré au premier ministre d'avoir été et d'être toujours celui qui réveille, qui ras-

semble et qui refuse les affrontements stériles. »

« La cohabitation, c'est comme un ticket de métro. Ça passe une fois dans la machine, ça ne passe pas deux fois. Ça devait passer en 1986 du fait de l'élection de la nouvelle majorité parlementaire, mais ça ne pourrait pas marcher en 1988, car un candidat socialiste élu à la présidence de la République provoquerait des élections législatives pour obtenir une majorité socialiste, constituer un gouvernement socialiste et appliquer une politique socialiste. C'est d'ailleurs ce qu'avait fait en 1981, François Mitterrand. »

« Jacques Chirac, comme en 1986, est le seul candidat anticrise, conclut M. Noir. S'il est élu, nous sommes assurés que le 9 mai au matin la France sera dirigée et n'entrera pas dans une période d'incertitude, d'instabilité, voire de crise. Car Jacques Chirac a une majorité, et il a annoncé clairement qu'il la garderait. Avec son élection, il n'y aura pas de temps mort ou de temps perdu pour la France. »

Propos recueillis par ANDRÉ PASSERON.

Politique

La campagne des socialistes

Un « plan d'urgence » pour l'éducation

Un système scolaire plus souple, mieux adapté aux rythmes des élèves, mais aussi aux besoins de l'économie; des universités plus autonomes et plus démocratiques, des enseignants plus mobiles et mieux considérés: les propositions socialistes pour l'école - dans le cadre de leurs « propositions pour la France » (1) - sont placées sous le signe de la synthèse et de l'adaptation aux réalités.

Le chapitre consacré à l'éducation, intitulé « Le pari de l'intelligence », figure en deuxième position, juste après celui sur la croissance et l'emploi, dans le document du PS qui annonce son intention d'en faire « une priorité essentielle » et de programmer l'effort.

Dès la rentrée 1988, un « plan d'urgence » serait mis en œuvre pour lutter contre l'illettrisme et l'échec scolaire. Des concours de prérecrutement d'enseignants seraient organisés, et créés au moins vingt départements d'IUT et des antennes universitaires du premier cycle. Une loi de programmation pour 1990-2000 prendrait, ensuite, le relais. Les principales propositions chiffrées ont trait aux lycées (ouvrir quatre cents lycées en quinze ans, soit en moyenne un par an et par académie), aux étudiants (doubler leur nombre d'ici à l'an 2000), aux bourses universitaires (doubler en cinq ans et tripler en quinze ans leur budget), et aux enseignants (trois cent cinquante mille à quatre cent mille seront recrutés d'ici à la fin du siècle), mais le budget nécessaire n'est pas évalué.

Les socialistes souhaitent lutter « pour la réussite scolaire » (formule chère à M. Chevènement, finalement préférée à la lutte « contre l'échec scolaire »), en renforçant les apprentissages fondamentaux à l'école, en redynamisant les zones d'éducation prioritaires créées par M. Savary, et en définissant « des procédures de suivi spécifiques »

pour les élèves qui échouent malgré tout. Ils veulent « adoucir les ruptures » entre les différents niveaux du système, réduire les redoublements par la mise en place de « cycles flexibles », et améliorer le calendrier scolaire.

Des échos de la FEN

Le PS prône la « généralisation des séquences éducatives en entreprise », l'interdisciplinarité et la réforme des procédures d'orientation: il envisage une « réévaluation des programmes » dans une perspective européenne, et l'assouplissement de la socialisation, mais reste abstrait sur l'enseignement privé.

La nécessité démographique d'un appel massif à du sang neuf dans l'éducation nationale est un « défi » mais aussi une « chance », estiment les socialistes, qui souhaitent mettre à profit cette situation pour engager « des réformes structurelles et sociales destinées à assurer la valorisation de la fonction enseignante et de son image dans la société ».

La version définitive des propositions du PS semble même intégrer les nouveaux mots d'ordre de la FEN: travail en équipe, rénovation de la fonction enseignante, réforme des méthodes de recrutement et des conditions de mutation et de rémunération. Les enseignants seraient incités à faire d'autres expériences professionnelles, tandis que des pro-

fessionnels extérieurs à l'éducation nationale pourraient y entrer. Pour accroître les capacités d'accueil et adapter l'université à la diversité des bacheliers, le PS propose de créer des antennes universitaires de premier cycle (« à terme une trentaine »), et d'utiliser les équipements pendant l'année civile entière. Le droit à la formation permanente est enfin réaffirmé avec la perspective de « crédit formation », une formule due à M. Rocard, qui garantirait à chacun la possibilité d'un retour en formation d'une durée d'autant plus longue que la formation initiale aura été plus courte. Mais les socialistes, se pliant à l'air du temps, développent une conception très « productiviste » de la formation permanente. Ils remarquent, en effet, que celle-ci est « souvent utilisée à des usages étrangers aux besoins de l'entreprise » et que « cette conception est dépassée ».

PHILIPPE BERNARD.

(1) Depuis le début de l'année 1988, le Monde a publié un article sur l'évolution des programmes socialistes depuis 1972 (8 janvier): une présentation générale des « Propositions pour la France » de 1988 et un commentaire économique (27 février); une analyse des propositions du PS en matière de protection sociale et d'emploi (2 mars), et enfin, en matière de recherche

M. Laurent Fabius à HEC

« Renard ou caméléon »

Télévision et radio sont décidément omniprésentes dans cette campagne électorale. Invité, le mercredi 2 mars, par les élèves d'HEC (Hautes études commerciales), M. Laurent Fabius a une fois de plus pu le constater. A ses dépens? Les animateurs des « Conférences d'HEC » se sont, en effet, inspirés de plusieurs émissions, y ajoutant la dose juste nécessaire d'irrespect. Dure épreuve pour l'ancien premier ministre, qui venait à Jouy-en-Josas sur un campus acquis à la droite (60% pour l'actuelle majorité, 40% pour la gauche d'après une simulation électorale effectuée par les étudiants).

Un portrait ravageur (style « O'reille en coin ») pour commencer. Les étudiants applaudissent à l'énoncé des diplômes du dirigeant socialiste! M. Laurent Fabius, bon joueur, n'apporte que deux rectificatifs. Présenté comme un « ascète », il avoue apprécier la bonne chère. Mais, surtout, il rappelle au portraitiste d'un jour que ce n'est pas lui, mais Paul Quilès que l'on avait qualifié de « Saint-Just du congrès de Valence ».

Les « questionneurs » (style « L'heure de vérité ») défilent derrière le micro, polis mais directs. L'indivisible sondage (style « Questions à domicile ») tombe. Très mauvais pour le dirigeant socialiste. « Intelligent, hautain et brillant, ce sont les adjectifs qui vous vont bien, selon l'échantillon d'étudiants interrogés sur le campus », indique l'animateur, qui ajoute: « Vous vous mal les termes proche des gens, original et courageux ». Pour la future élite de nos entreprises, « le nom de Laurent Fabius évoque d'abord le débat avec Chirac... et Greenpeace ». S'il

était un animal, il serait « un renard ou un caméléon! ». Seulement 10% des étudiants d'HEC espèrent qu'il jouera un rôle plus important dans l'avenir! Contestation timide dans l'amphithéâtre sur la validité du sondage. Laurent Fabius garde le sourire.

« Bonjour, je suis... » Les animateurs imitent le ton du journal des Nuls de Canal Plus. Le dirigeant socialiste l'a compris. Convoque avec le public. Comme dans toute émission radio ou télé, le responsable politique a soigneusement esquivé certaines questions. « La place de premier secrétaire du PS est libre, elle est pour vous? », il s'est en revanche efforcé de répondre à des questions qui ne lui étaient pas posées (l'éducation et la formation...)

Et naturellement, comme il se doit, il a pimenté son propos - sur le fond des problèmes - de quelques petites phrases. « Je suis contre une sortie du SME, car cela diminue les marges de manœuvre. Je suis en revanche favorable à un renforcement du SME », a-t-il expliqué à l'occasion de longs développements sur l'Europe. Michel Noir favorable à la poursuite de la cohabitation? « J'ai de l'estime pour M. Noir, a-t-il répondu, ajoutant, je sais aussi qu'il y a beaucoup de candidats au poste de premier ministre. » « Hostile » à l'OPA de Schneider sur la Télémeccanique, M. Fabius estime que, « si le gouvernement souhaite s'y opposer, il en a les moyens ». Le dirigeant socialiste a-t-il convaincu? Il manquait le sondage Minitel d'une fin d'émission pour le savoir!

ERIK IZRALEWICZ.

M. Mitterrand annoncera-t-il sa candidature de Strasbourg?

Les dernières spéculations sur l'annonce de la candidature de M. François Mitterrand inébranlable... Strasbourg. Scoop ou rumeur, les Dernières Nouvelles d'Alsace ont affirmé à la « une », le jeudi 3 mars, que le président de la République allait lever le suspense, le mardi 15 mars dans la capitale européenne, en se portant officiellement candidat à l'élection présidentielle. « Un président européen pour la France peut être un slogan », écrit le quotidien régional, qui indique que M. André Rossinot, maire (UDF-Rad.) de Nancy, ministre chargé des relations avec le Parlement, est revenu, mercredi, de Strasbourg avec la conviction que le chef de l'Etat avait choisi cette ville pour faire part de son intention de se représenter.

A Strasbourg, siège de l'Assemblée des Communautés européennes, les élus s'interrogent. « Strasbourg, billion d'essai? Pourquoi pas », répond l'un d'eux, proche de la majorité, qui rappelle que l'Europe est « l'enjeu du prochain mandat présidentiel en France ».

L'Elysée, pour sa part, s'est refusé jeudi à tout commentaire. Rumeur ou non, les Strasbourgeois seront bientôt fixés: M. Mitterrand n'a-t-il pas lui-même rappelé mercredi soir sur TF1 qu'il ne reste plus beaucoup de temps, plus ça va, plus on s'approche?

Selon un sondage SOFRES - « Figaro-Magazine »

M. Mitterrand bénéficie de la confiance de 61 % des Français

L'image de MM. Raymond Barre et Jacques Chirac se dégrade, tandis que celle de M. François Mitterrand demeure stable, selon les résultats du sondage réalisé par la SOFRES et publié, le samedi 5 mars, dans le Figaro-Magazine (1). 61 % des personnes interrogées (au lieu de 62 % en février) font confiance au président de la République pour résoudre les problèmes qui se posent à la France. Seuls 33 % (au lieu de 34 %) des interviewés demeurent sceptiques sur son action, M. Mitterrand atteignant là son plus bas niveau depuis le mois de juin 1982. La bonne image du chef de l'Etat bénéficie au Parti socialiste, qui, avec 59 % d'avis favorables (au lieu de 57 %), retrouve son résultat du mois de juillet 1982.

La cote de confiance du premier ministre subit, pour sa part, une légère détérioration: 51 % des sondés (au lieu de 50 %) lui refusent leur confiance pour gérer les affaires du pays, tandis que 43 %

(au lieu de 45 %) la lui accordent. En outre, 45 % des consultés (au lieu de 49 %) souhaitent voir M. Chirac jouer un rôle important à l'avenir. Le RPR souffre également d'une dégradation de sa perception dans l'opinion, puisque, avec 37 % de bonnes opinions (au lieu de 42 %), il atteint son plus bas niveau depuis le mois de janvier 1983.

Avec 48 % d'avis favorables, M. Barre perd, quant à lui, 4 points, et est devancé, à droite, par M^{me} Simone Veil, qui recueille 49 % de jugements positifs (au lieu de 51 %).

M. Jack Lang, qui est crédité de 54 % de bonnes opinions, se place en tête des personnalités de gauche, devant M. Michel Rocard, qui obtient 53 % d'avis favorables (au lieu de 56 %).

(1) Sondage effectué, du 23 au 26 février, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

EN BREF

● Bagarre entre colliers de MM. Lajoie et Juquin. - Trois colliers d'affiches de M. Pierre Juquin, candidat réformateur à l'élection présidentielle, dont un a été légèrement blessé, ont été agressés dans la nuit de mercredi 2 au jeudi 3 mars à Miramas (Bouches-du-Rhône) par trois hommes collant pour M. André Lajoie, candidat du PCF. Les deux groupes antagonistes semblent avoir eu d'abord une vive discussion avant de se bagarrer.

● Les élus « rénovateurs » créent l'URCOL. - Une soixantaine de maires « rénovateurs », démissionnaires ou exclus du PCF, d'employés

communaux et de militants associatifs se sont réunis, le vendredi 26 et le samedi 27 février à Toulouse, pour créer l'Union pour la rénovation des collectivités locales (URCOL). Ils ont élu une direction composée de neuf femmes et quinze hommes, parmi lesquels M. Maurice Kriegel-Vainmont, qui en est le président. Des représentants de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), du PSU et de la Fédération des élus autogestionnaires ont assisté aux travaux. Appelant « tous les élus et tous les acteurs de la vie locale à les rejoindre », les fondateurs de l'URCOL ont décidé de « soutenir le projet de transformation de la société proposé par Pierre Juquin ».

Les présidentielles sur la Une.



Chirac à domicile

DIMANCHE 6 MARS 19H00

SPECIAL QUESTIONS A DOMICILE.

AVEC ANNE SINCLAIR, J.M. COLOMBANI, A. TARTA.

Il n'y en a qu'une, c'est la Une.



CA CRÉDIT AGRICOLE

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel des Bouches-du-Rhône ayant son siège social en Arles - Esplanade des Lices - 13642 -, informe qu'elle cesse de se porter caution solidaire de l'association à but non lucratif appelée:

"Association pour la Renaissance du Tourisme Social"
8 rue du Fort du Sanctuaire - 13006 Marseille.

En application de l'article 20 du décret 77-363 du 28 Mars 1977, la garantie de la Caisse Régionale cessera dans un délai de trois jours francs suivant la publication dudit avis.

مقتدا من الامير

مقداد من العمل

8 Le Monde • Samedi 5 mars 1988 •••
(Publicité)

POUR LA MEDECINE, C'EST CHIRAC.

Plus de 500 professeurs de médecine et praticiens appellent à voter Jacques Chirac.

Doyen Gaston Meyniel:
Président d'Honneur de la
Conférence des Doyens de
Facultés de Médecine,
Président du Comité de Soutien
National Santé à la Candidature
de Jacques Chirac

Professeur Christian Cabrol:
Pitié Salpêtrière, Paris
Doyen Georges Cremer:
Cochin, Paris / Professeur
Pierre Godeau: Pitié
Salpêtrière, Paris / Professeur
Claude Griselli: Necker,
Paris / Professeur Lucien
Israël: Avicenne, Paris / Doyen
Guy Lazorthes: Membre de
l'Institut, Toulouse / Docteur
Charles Mérieux / Professeur
Bernard Pertuiset: Pitié
Salpêtrière, Paris / Professeur
Michel Postel: Cochin, Paris
Professeur Raymond Roy
Camille: Pitié Salpêtrière, Paris
Professeur Raymond Vilain:
Boucicaut, Paris / Professeur
Raymond Villey: Président
d'Honneur du Conseil National
de l'Ordre des Médecins, Caen

Docteur Jean-Luc Richard:
Secrétaire Général du Comité de
Soutien National Santé

Professeurs de médecine

Professeur Pierre Albarède:
Necker, Paris / Professeur
Bernard Antoine: Necker, Paris
Professeur Jean-Louis Arne:
Purpan, Toulouse / Professeur
Michel Arzac: Laënnec, Paris
Professeur Jacques Aubert:
Poitiers / Professeur Pierre
Aubrespy: Marseille / Professeur
Jean-Claude Baguet: Clermont-
Ferrand / Professeur Pierre
Banzet: St-Louis, Paris
Professeur François Barale:
Besançon / Professeur Jean
Bardet: Ambroise Paré, Paris
Professeur Pierre Bareiss:
Strasbourg / Professeur Robert
Barraine: Doyen de Faculté,
Poitiers / Professeur Pierre
Bastide: Faculté de Pharmacie,
Clermont-Ferrand / Professeur
Raymond Bastin: Membre
Académie de Médecine
Professeur Jacques Bauhieux:
Lyon 2 / Professeur Antoine
Beau: Nancy / Professeur André
Beaudoing: Grenoble
Professeur Claude Beauvillain:
Nantes / Professeur Pierre Bec:
Ranguel, Toulouse / Professeur
Edmond Benque: Faculté
dentaire, Toulouse / Professeur
Guy Bergeret: Brest / Professeur
Pierre Bernadet: Purpan,
Toulouse / Professeur Pierre
Bernard: Grenoble / Professeur
François Bertout: St-Etienne
Professeur Jean-Pierre Bethoux:
Hôtel Dieu, Paris / Professeur
Roland Bidet: Besançon
Professeur Jean-Paul Binet:
Marie-Lannelongue, Paris
Professeur Alain Bitoun:
St-Lazare, Paris / Professeur
Philippe Blondeau: Broussais,
Paris / Professeur Jean-Pierre
Bocquet: Nice / Professeur
Michel Boiron: St-Louis, Paris
Professeur Michel Boisseau:

Doyen de Faculté, Bordeaux
Professeur Mireille Bonnet: Lyon
Professeur Daniel Bontoux:
Poitiers / Professeur Jacques
Borde: Doyen de Faculté, Rouen
Professeur Jean-Pierre
Boudarias: Ambroise Paré, Paris
Professeur Jean-Paul Bounhoure:
Ranguel, Toulouse / Professeur
Jean-José Bouquier: Limoges
Professeur Pierre Bourbon:
Toulouse / Professeur Jacques
Bourchalat: Grenoble
Professeur Julien Bourdinière:
Rennes / Professeur Maurice
Bouvier: Lyon 2 / Professeur
Roger Brenot: Dijon / Professeur
Jean-Philippe Brettes: Brest
Professeur Claudette Briand:
Faculté de Pharmacie, Marseille
Professeur Henri Bricaire:
Cochin, Paris / Professeur Mireille
Brochier: Tours / Professeur Jean-
Marcel Brun: Dijon / Professeur
Suzanne Brun: Montpellier
Professeur CONSTANT Burg: ex-
Directeur INSERM / Professeur
Christian Cabal: St-Etienne
Professeur Christian Cabrol: Pitié
Salpêtrière, Paris / Professeur
Jean-Paul Cachera: Créteil, Paris
Professeur Henri Cadenat:
Ranguel, Toulouse / Professeur
Michel Caix: Doyen de Faculté,
Limoges / Professeur Pierre
Canlorbe: St-Vincent de Paul,
Paris / Professeur Pierre
Carabalona: Montpellier
Professeur Pierre Carayon:
Besançon / Professeur Yves
Carcassonne: Marseille
Professeur Christian Caron:
Angers / Professeur Jean
Cauchois: Professeur Honoraire
Faculté de Médecine, Paris
Professeur Toussaint Caulet:
Reims / Professeur Jacques
Chabanne: Clermont-Ferrand
Professeur Guy Chantegrèl: École
Vétérinaire, Lyon / Professeur
Robert Charachon: Grenoble
Professeur Jean-François Charles:
Brest / Professeur Jean-François
Chassignole: Lyon 2 / Professeur
Denise Chatonnier: Doyen de
Faculté de Pharmacie, Clermont-
Ferrand / Professeur Christian
Chavrier: Odontologie, Lyon 1
Professeur Henri Choisy: Reims
Professeur Philippe Chollet:
Clermont-Ferrand / Professeur
Claude-Henri Chouard: St-
Antoine, Paris / Professeur
Joseph Comiti: Marseille
Professeur Charles Conbesco:
Tours / Professeur André-Julien
Couderc: Clermont-Ferrand
Professeur Pierre Coulaud:
Claude-Bernard, Paris
Professeur Max Coulomb:
Grenoble / Professeur Jacques
Couquelet: Faculté de Pharmacie,
Clermont-Ferrand / Professeur
Gilbert Courti: Bordeaux
Professeur Jacques Couvreur:
St-Antoine, Paris / Professeur
Georges Cremer: Doyen de
Faculté, Cochin, Paris
Professeur Aimé Crevat:
Marseille / Professeur Pierre
Cubertafond: Limoges
Professeur Paul-Henri Cugnenc:
Laënnec, Paris / Professeur
François Darnis: St-Antoine,
Paris / Professeur Michel David:
Dijon / Professeur Bernard
Debré: Cochin, Paris / Professeur

Alex Degrez: Bicêtre, Paris
Professeur Jean-Pierre Delmont:
Nice / Professeur Henri Delonca:
Montpellier / Professeur Alain
Demaille: Lille / Professeur
Pierre Deniker: St-Anne, Paris
Professeur Louis Descos: Lyon 1
Professeur Bernard Descotte:
Limoges / Professeur Jean
Deville: Reims / Professeur
Robert Devin: Marseille
Professeur Jean-Pierre Didier:
Doyen de Faculté, Dijon
Professeur Jacques Doury:
Odontologie / Professeur Jean
Dry: Rothschild, Paris
Professeur Jean-Michel
Dubernard: Lyon / Professeur
Henri Dupon: Nantes
Professeur André Emonot:
St-Etienne / Professeur Suzanne
Estanove: Lyon / Professeur J.-P.
Étienne: Reims / Professeur
Clément Faure: Trouseau, Paris
Professeur Jean-Pierre Favre:
Dijon / Professeur Jean-Pierre
Feldman: Dijon / Professeur
Hervé Fleury: Bordeaux
Professeur Hervé Floch: Doyen
de Faculté, Brest / Professeur
Francis Fontan: Bordeaux
Professeur Jean-Pierre Fontanel:
Poitiers / Professeur Jacques
Fournet: Grenoble / Professeur
André Fourrier: Doyen de
Faculté, Lille / Professeur Robert
Frank: Strasbourg / Professeur
Charles Frèche: Foch, Paris
Professeur Jean Frezal: Necker,
Paris / Professeur Daniel Fries:
Paul Brousse, Paris / Professeur
Didier Fritel: Ambroise Paré,
Paris / Professeur Ginette
Gaillard: Faculté de Pharmacie,
Clermont-Ferrand / Professeur
Jean-Paul Garin: Lyon 1
Professeur Paul Gillet: Besançon
Professeur Jean-Yves Gillet: Nice
Professeur Robert Gilly: Lyon 2
Professeur Jean Ginet: Faculté
de Médecine, Nantes / Professeur
Jean Goussien: Rennes
Professeur Pierre Godeau:
Salpêtrière, Paris / Professeur
Andrée Goullier-Fleuret:
Grenoble / Professeur Maurice
Goulon: Garches / Professeur
Hugues Gounel de Pontanel: Val
de Grâce, Paris / Professeur
Daniel Grasset: Montpellier
Professeur Claude Griselli:
Necker, Paris / Professeur
Maurice Grivaux: Broussais, Paris
Professeur J.-P. Grosbens: Pitié,
Salpêtrière, Paris / Professeur
Jacques Guerrin: Dijon
Professeur Henri Guidicelli:
Grenoble / Professeur Daniel
Guilmet: Foch, Paris / Professeur
Daniel Hantoine: Nancy
Professeur Philippe
Hecketsweiler: Rouen
Professeur Roger Henrion: Port
Royal, Paris / Professeur Emile
Hervé: Paris / Professeur Daniel
Hoeffel: Nancy / Professeur Paul
Houlne: Nantes / Professeur
Jean-Claude Imbert: Doyen de
Faculté, St-Antoine, Paris
Professeur Jean Inglesakis: Nice
Professeur Lucien Israël:
Avicenne, Paris / Professeur
Daniel Jaek: Strasbourg
Professeur Claude Jaffiol:
Montpellier / Professeur Jean
Jahier: Dijon / Professeur Henri
Jahn: Strasbourg / Professeur

Claude Jaquillat: Pitié,
Salpêtrière, Paris / Professeur
Jean-Claude Job: St-Vincent de
Paul, Paris / Professeur Francis
Joubaud: Angers / Professeur
Jean Judet: Académie de
Médecine, Paris / Professeur
Claude Junien-Lavillauray:
Grenoble / Professeur Georges
Kerbrat: Brest / Professeur René
Kieny: Strasbourg / Professeur
André Kim: Strasbourg
Professeur Serge Kochman:
Doyen de Faculté, Reims
Professeur René Kuss: Pitié-
Salpêtrière, Paris / Professeur
Daniel Lambert: Dijon
Professeur Jean Langlois: Bichat,
Paris / Professeur Claude Lapras:
Lyon 2 / Professeur Alain Larcant:
Nancy / Professeur Luc Larget-
Pie: Angers / Professeur Claude
Laroche: Professeur Honoraire de
la Faculté Médecine, Paris
Professeur Gérard Lasfargues:
St-Antoine, Paris / Professeur
Jean Laugier: Tours / Professeur
Frank Lazorthes: Toulouse
Professeur Guy Lazorthes: Doyen
de Faculté, Purpan, Toulouse
Professeur Yves Lazorthes:
Ranguel, Toulouse / Professeur
Francis Legent: Nantes
Professeur Michel Legros: Reims
Professeur Serge Lehmann:
Paris 5 / Professeur Gabriel
Le Menn: Brest / Professeur
Jacques Lemounier: Faculté
dentaire, Nantes / Professeur
Émile Letournel: Paris
Professeur Jean-Marie Limial:
Angers / Professeur Philippe
Lodter: Doyen de Faculté
d'Odontologie, Toulouse
Professeur Jean-Louis Lortat
Jacob: Ambroise Paré, Paris
Professeur Roger Luccioni: Nord,
Paris / Professeur Jean-Pierre
Luton: Cochin, Paris / Professeur
Jacques Marescaux: Strasbourg
Professeur Jean Marescaux:
Strasbourg / Professeur Christian
Martin: St-Etienne / Professeur
Maurice Masson: Beaujon, Paris
Professeur Pierre Maurice:
Broussais, Paris / Professeur
Didier Mélière: Créteil, Paris
Professeur Bernard Ménanteau:
Reims / Professeur Maurice
Mercadier: Pitié-Salpêtrière, Paris
Professeur Robert Mercier:
Clermont-Ferrand / Professeur
Charles Mérieux: Pharmacie,
Lyon / Professeur Robert
Mestres: Montpellier / Professeur
Christian Meyer: Strasbourg
Professeur Henri Michel:
Montpellier / Professeur François-
Xavier Michelet: Président de la
Commission Médicale
d'Établissement, Bordeaux
Professeur Francis Michot: Rouen
Professeur Paul Mileri: Angers
Professeur Gérard Milhaud:
St-Antoine, Paris / Professeur
Hervé Millart: Reims / Professeur
Pierre Miniconi: Nantes
Professeur Pierre Molard: Lyon 2
Professeur Pierre Monin: Nancy
Professeur François Monsallier:
Cochin, Paris / Professeur Jean-
Luc Moretti: Créteil / Professeur
Alain Morgon: Lyon 2
Professeur Robert Mouliax:
Charles Foix, Paris / Professeur
Albert Moulouquet: Bichat, Paris
Professeur Henri Mouray: Tours

Professeur Claude Mouriquan:
Grenoble / Professeur Jean-
Eugène Murat: Tours / Professeur
Gabriel Nahas: Fernand Vidal,
Paris / Professeur Jean Natali:
Pitié-Salpêtrière, Paris
Professeur Nathan Neimann:
Nancy / Professeur Jean-Louis
Nivelon: Dijon / Professeur
François Oberlin: Strasbourg
Professeur Michel Ollagnier:
St-Etienne / Professeur André
Opperman: Besançon
Professeur Pierre Ourbak:
Broussais / Professeur Oustrin:
Toulouse / Professeur Joseph
Paolaggi: Beaujon, Paris
Professeur Paul Parguel:
Montpellier / Professeur Michel
Patrice: Strasbourg / Professeur
C. Paulette: Besançon
Professeur Jean Paupe: Necker,
Paris / Professeur Jean Pecker:
Rennes / Professeur Claude
Pécourt: Limoges / Professeur
Denis Pellerin: Necker, Paris
Professeur Jean-Louis Pelletier:
Dijon / Professeur Georges
Pendrix: Odontologie, Lyon 1
Professeur Jacques Périssat:
Bordeaux / Professeur Claude
Pernot: Nancy / Professeur
Claude Perrin: Nancy / Professeur
Max Perrin Fayokle: Lyon 2
Professeur Henri Perrot: Lyon 2
Professeur Bernard Pertuiset:
Pitié-Salpêtrière, Paris
Professeur Michel Pierson: Nancy
Professeur Jean-Michel Pinon:
Reims / Professeur Marie-
Christine Plainfosse: Broussais,
Paris / Professeur Jean-Jacques
Pocidolo: Directeur de
Recherches, Paris / Professeur
Dominique Gilbert Poitou:
Marseille / Professeur Philippe
Poitout: Hôtel-Dieu, Paris
Professeur Alain Poupidou: St-
Vincent de Paul, Paris
Professeur Jean Ponsonaille:
Clermont-Ferrand / Professeur
Michel Postel: Cochin, Paris
Professeur Jean Prévot: Nancy
Professeur Antoine Puissant:
St-Denis, Paris / Professeur Roger
Putelat: Dijon / Professeur
Marius Rampal: Marseille
Professeur Patrick Rampal: Nice
Professeur Guy Raubert: Nancy
Professeur Jacques-Henri Ravina:
Bichat, Paris / Professeur Jean
Ritter: Strasbourg / Professeur
Jacques Rémy: Lille / Professeur
Jacques Reynier: Boucicaut, Paris
Toulouse / Professeur Henri
Richelme D.H.: Nice / Professeur
Georges Riffat: St-Etienne
Professeur Jean Rives: Reims
Professeur Philippe Romanet:
Dijon / Professeur Pierre
Rouleau: Necker, Paris
Professeur André Roussel:
Bichat, Paris / Professeur Paule
Roussé: Dentaire, Clermont-
Ferrand / Professeur Raymond
Roy-Camille: Salpêtrière, Paris
Professeur Pierre Royer: Necker,
Paris / Professeur François Ruff:
Boucicaut, Paris / Professeur
André Sacrez: Strasbourg
Professeur Gérard Saillant: Pitié-
Salpêtrière, Paris / Professeur
Serge Saingra: Marseille
Professeur Georges de Saint-
Florent: Avicenne, Paris
Professeur Jacques Salet:

Barroux: Tenon, Paris
 Professeur Bernard Salle: Lyon 2
 Professeur Henri Sarles: Marseille / Professeur Jean-Claude Sarles: Marseille
 Professeur Jean-Pierre Sarramon: Purpan, Toulouse / Professeur Jean-Pierre Sauvage: Limoges
 Professeur Benoît Savoye: Lyon 2
 Professeur François Schemberg: Reims / Professeur Daniel Schmitt: Nancy / Professeur Jean-Paul Sezeu: Doyen de Faculté, Toulouse / Professeur Jean Sénécal: Rennes / Professeur Abel Sibilly: Strasbourg
 Professeur Claude Simard: Angers / Professeur Jacques Sourdil: Reims / Professeur André Stahl: Marseille
 Professeur Pierre Stoeber: Grenoble / Professeur Roland Taurrelle: Boucaut, Paris
 Professeur Jean Tavernier: Bordeaux / Professeur Jean-Daniel Tempé: Strasbourg
 Professeur Hubert Termet: Lyon 2
 Professeur Pierre Testas: Bicêtre, Paris / Professeur Roger Tête: Lyon 2 / Professeur Jean Thivollet: Lyon 2 / Professeur Jean-Noël Tiengou: Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins, Rennes
 Professeur Pierre Toulais: Institut Pasteur, Paris / Professeur Étienne Tissot: Lyon 2
 Professeur Maurice Tosi: Doyen de Faculté, Marseille / Professeur Solange Troisier: Paris 7
 Professeur Pierre Tronche: Faculté Pharmacie, Clermont-Ferrand / Professeur Jean-Bernard Truc: Hôtel-Dieu, Paris
 Professeur Jude Turiaf: Professeur Jean-Claude Turpin: Reims / Professeur André Vacheron: Necker, Paris
 Professeur Dominique Vadrot: Hôtel-Dieu, Paris / Professeur Michel Valette: Rothschild, Paris
 Professeur Jacques Valéry: CHU, Reims / Professeur Guy Vanneville: Clermont-Ferrand
 Professeur Pierre de Vernejoul: Necker, Paris / Professeur Henri Viard: Dijon / Professeur Jacques Vidal: CHU Montpellier
 Professeur Jacques Vignal: Lyon 2 / Professeur Eric Vignon: Lyon 2 / Professeur Raymond Vilain: Boucaut, Paris
 Professeur Jacques Villamey: Henri-Mondor, Paris / Professeur Raymond Villey: Caen
 Professeur Pierre Vives: CHU Amiens / Professeur Pierre Warter: Strasbourg / Professeur Colette Wayoff: Nancy
 Professeur Michel Wayoff: Nancy
 Professeur Serge Weinmann: Rothschild, Paris / Professeur Yolande Yung: Lyon / Professeur Henri Zattam: Faculté Dentaire, Marseille.

Praticiens

Docteur Lise Agron: Médecin, Houllate / Docteur Henri Alligier: Médecin, Oyonnax
 Docteur Jacques Alliot: Stomatologiste, Paris / Docteur Patrick Amara: Stomatologiste, Paris / Madame Christiane Ameline: Ambulancière, St-Maur
 Docteur Michel Amiot: Médecin, Troann / Monsieur Gérard-Claude Arnal: Chirurgien dentiste, Condé S/Noiréal
 Docteur Claude Ballarin: Dentiste, Lannemezan / Docteur Jean Banoun: Mézidon / Docteur Jean Baron: Médecin, Vendée
 Docteur Pierre Bartholini: Gynécologue, Montluçon
 Monsieur André Bauge: Pharmacien, Lisieux / Docteur Henri Beaugan: Médecin, Guadeloupe / Docteur Gérard Bel: Médecin, Béziers / Docteur André Bellot-Doussat: Paris
 Docteur Léo Benassi: Infirmier, Montluçon / Docteur Pierre Alain Benhamou: Médecin, Sarcelles
 Docteur Roland Benichou:

Paris, Dijon / Madame Marie-Ange Bennehard: Aide-soignante, St-Pierre S/ Dives / Docteur Henri Bercoeur: Médecin, Corrèze
 Docteur Henri Berger: Médecin, Dijon / Docteur Daniel Berry: Chirurgien, Lure / Docteur Yves Bessières: Médecin, Saverdun
 Docteur Jean-Claude Beylot: Médecin, Menton / Monsieur Jean-François Bianchetti: Vétérinaire, Boulogne S/Loire
 Docteur Norman Bigot: Chirurgien, Rouen / Monsieur Jean-Claude Bireau: Kinésithérapeute, Sablons / Docteur Paul Blanc: Médecin, Prades
 Docteur Philippe Boisson: Médecin, Ville / Docteur Jean Bonbin: Chirurgien-Dentiste, Toulon / Monsieur Claude Bonneau, Chef de la CRAM Aquitaine: Kinésithérapeute, La Tour Grassies / Docteur Jean Bonneville: Othorino, Nancy
 Docteur Camille Bosson: Pharmacien, Isère / Docteur Hervé Borjes: Caen / Docteur Paul Bourdet: Gynécologue, Montluçon / Docteur Daniel Bourquard: Pharmacien, St-Martin de Belleville / Madame Marie-Thérèse Boutrais: Gardes-Malades, Douvres / Docteur Hervé Bouches du Rhône / Docteur Jacqueline Boyer: Médecin, Montluçon
 Madame Rosemarie Brie: Infirmière, Vallon en Sully
 Docteur Norman Briga: Médecin, Rouen / Docteur Camouin: Médecin, Arles / Monsieur Pierre Carrier: Vétérinaire, Paris
 Docteur Jacques Cerutti: Chirurgien, Figeac / Docteur Louis Chamorin: Médecin, Perpignan / Docteur Jean Charoppin: Pharmacien, Jura
 Mme Jacqueline Chiffet-Nailon: Pharmacien, Paris / Docteur Alain Coflignieux: Chirurgien-Dentiste, Caen / Docteur Jean Colson: Médecin, Paris / Docteur Roger Cornarie: Stomatologue, Créteil
 Docteur Bernard Cormier: Infirmier, St P. & Miquelon
 Docteur Francis Courcelles: Médecin, Paris / Docteur Guy-Marie Cousin: Gynécologue, Nantes / Docteur Jean-Michel Couve: Médecin, Var / Docteur Cubizolles: Médecin, Béziers
 Docteur Marie-Hélène Cury: Médecin, Nancy / Docteur Jean-Charles Dahlet: Pharmacien, Schiltigheim / Docteur Charles Daieff: Stomatologiste, Paris
 Docteur Jean-Claude Dalbos: Médecin, Bordeaux / Madame Simone Danguet: Pharmacien, Caen / Docteur Philippe David: Chirurgien-Dentiste, Paris
 Docteur Claude Debache: Gynécologue, Paris / Docteur Georges Delatre: Chirurgien, Seine Maritime / Docteur Pierre Delmar: Pharmacien, Haute-Provence / Docteur Jacques Delong: Pharmacien, Haute-Marne / Docteur Jean-Marie Demange: Médecin, Moselle
 Docteur Philippe Denis: Physiologiste, Rouen / Docteur Dominique Deryuyer: Biologiste, Condé S/Mer / Docteur Christian Derycher: Médecin, Caen
 Docteur Charles Descourt: Chirurgien, Grenoble / Docteur J.-François Desechalliers: Médecin, Caen / Docteur Jacques Desert: Chirurgien-Dentiste, Voie
 Docteur Jacques Desplanches: Médecin, Colombelles / Docteur René D'hotel: Médecin, Remiremont / Docteur Jacques Donat: Chirurgien-Dentiste, Paris
 Docteur Pierre Dous: Médecin, Breteuil / Docteur Gilles Drain: Chirurgien-Dent, Noireau
 Docteur Jean Dreano: Pharmacien, Paris / Docteur Bertrand Dubois: Médecin, Lille
 Docteur Joseph Dubois: Médecin, Lille / Docteur Christian Ducarouge: Médecin, Montluçon / Docteur Jean-Marie

Duchemin: Médecin, Caen
 Monsieur Jean-Pierre Duleau: Kinésithérapeute, Libourne
 Docteur Philippe Dupin: Chirurgien, Sarcelles / Docteur Robert Dupont: Ancien Président de l'Académie Nationale de Chirurgie dentaire, Paris
 Docteur Durand: Médecin, Nancy
 Docteur J.-P. Esquirol: Paris
 Docteur Henri Fabbres: Pharmacien, Perpignan / Monsieur Joël Faure: Kinésithérapeute, St-Laurent de Médoc / Docteur Pierre Favre: Vétérinaire, Falaise
 Madame Flabel-Pailhes: Surveillante, St-Vigor le Grand
 Docteur Thierry Flaisher: Chirurgien, Paris / Docteur Fortier: Médecin, Richelieu
 Monsieur Vincent Fournier: Médecin, Isigny / Docteur Denis François: Chirurgien-Dentiste, Montmorency / Docteur Marc Frayse: Prothésiste Dentaire, Rennes / Docteur Serge Fredon: Pharmacien, Crépy en Valois
 Docteur Jacques Frenot: Pharmacien, Paris / Docteur Henri Gaberel: Chirurgien-Dentiste, Troann / Docteur Ginette Gaillara: Pharmacien, Clermont-Ferrand / Docteur Jean-Pierre Garcin: Chirurgien, Sarcelles / Docteur Lyonel Garrelon: Chirurgien-Dentiste, St-Jean de Luz / Docteur Philippe Gateau: Chirurgien-Dentiste, Nevers / Docteur Patrick Gaubery: Dentiste, Paris
 Docteur Claude Germain: Médecin, Belleville / Madame Michèle Gervason: Pharmacien, Paris / Docteur Michel Ghysez: Médecin, Nord / Docteur Jean-Michel Gigon: Médecin, Montluçon / Docteur Armand Gilbert de Fallois: Médecin, Nantes / Docteur Joseph de Girves: Pharmacien, Perpignan
 Docteur Guy: Pharmacien, Nancy
 Docteur Jean Golin: Pharmacien, Calvados / Docteur Jean Goni: Médecin, Annonay / Docteur Dominique Grégoire: Médecin, Garges les Gonesses / Docteur Jean-François Guillemin: Chirurgien-Dentiste, Paris
 Docteur André Guillou: Vétérinaire, Ile-& Vilaine
 Monsieur Christian Guyonnet: Pharmacien, Caen / Docteur Jacques Hailtaire: Médecin, Nancy / Docteur Michel Hannour: Médecin, Grenoble
 Madame Madeleine Hardy: Assistante Médicale, Bayeux
 Monsieur Pierre Harel: Prothésiste-Dentaire, Caen
 Docteur Jean-Claude Haxaire: Médecin, Nancy / Docteur Bernadette Heckestwiller: Médecin, Rouen / Docteur Christiane Hedrich-Ameur: Médecin, Mulhouse / Docteur Jean-Frédéric Heiz: Médecin, Caen / Docteur François Henocq: Chirurgien-Dentiste, Vire
 Docteur Francis Henri: Chirurgien, Paris / Monsieur Michel Hourcade: Kinésithérapeute, Aquitaine
 Docteur Elisabeth Hubert: Médecin, Nantes / Docteur Michel Hubert: Médecin, Nantes
 Docteur Serge Huet: Médecin,



Morsang-S/Orge / Docteur Paul Houllne: Médecin, Nantes
 Docteur Jean-Louis Hussonis: Médecin, Fleury La Vallée
 Docteur Yves Gérard Ilouz: Chirurgien, Paris / Docteur Patrick Jacquet: Kinésithérapeute, Nantes / Docteur Alain Jacquot: Chirurgien, Vosges / Docteur Guillaume Jobin: Médecin, Paris
 Docteur André Khoravi: Médecin, Juan les Pins / Docteur Jean Kiffer: Médecin, Amneville
 Docteur Jean-Claude Kittler: Chirurgien-Dentiste, Paris
 Docteur Henri Klizowski: Chirurgien, Bayeux / Docteur André Knoerr: Chirurgien, Strasbourg / Docteur André Krenner: Médecin, Nancy
 Docteur Bertrand Labarre: Dentiste, Noyon / Docteur Jean Laens: Médecin, Barbazan
 Docteur Gérard Lagarde: Médecin, Argenteuil / Monsieur Gérard Lagoutte: Opticien, Caen
 Madame Geneviève Lahourguete: Infirmière, Gassies / Docteur Jean Lalande: Chirurgien, Potigny
 Docteur Michel Lantier: Médecin, Desrines / Docteur Gérard Larcher: Vétérinaire, Yvelines
 Docteur Gérard Laval: Médecin, Mulhouse / Docteur Claude Lavaste: Médecin, Versailles
 Madame Rachel Leconte: Préparatrice Pharmacie, Aunay
 Docteur J.-F. Le Grand: Vétérinaire, Manche / Docteur Philippe Legras: Médecin, Haute Savoie / Madame Catherine Lejoncour: Infirmière, Oustréham / Docteur Bernard Loquenne: Dentiste, Vallon en Sully / Docteur Alain Levy: Chirurgien-Dentiste, Paris
 Docteur Pierre Obry: Chirurgien, Caen / Docteur Michel Loiseau: Médecin, Paris / Docteur Claude Lorenzini: Chirurgien, Meuse
 Docteur Marc Louis: Médecin, Bourg en Bresse / Docteur Paul Malassagne: Dentiste, Cantal
 Monsieur Pierre Maleville: Kinésithérapeute, Gironde
 Monsieur Malthe: Anesthésiste, Montluçon / Monsieur Jean Manchon: Pharmacien, Crève Cœur en Auge / Monsieur Jacques Marchand: Pharmacien, Marly le Roi / Docteur Henri Marteret: Ophtalmologiste, Paris
 Monsieur Jean-Paul Martin: Pharmacien, Allier / Madame Danièle Martischang: Pharmacien, Drulingen / Docteur Loïc Marty: Chirurgien-Dentiste, Nantes
 Madame Michèle Masseguerra: Infirmière, Alençon / Docteur Dominique Maury: Chirurgien, Paris / Docteur Claude Meyer: Dermatologue, Montluçon
 Docteur Francis Michaud: Chirurgien, Rouen / Madame Anne-Marie Moltaire: Préparatrice en Pharmacie, Montluçon
 Docteur Bernard Moltaire: Vétérinaire, Montluçon / Docteur Paulette Monier: Médecin, Lyon
 Docteur Pierre Moraglia: Cardiologue, Montluçon
 Docteur Didier Morin: Chirurgien-Dentiste, Paris
 Madame Marie-Rose Moritz-Aman: Pharmacien, Lure
 Docteur Arthur Moulin: Vétérinaire, Nord / Docteur Jean Narquin: Dentiste, Maine et Loire
 Docteur Gilbert Nataf: Chirurgien, Paris / Docteur Jean Natali: Médecin, Oise
 Mademoiselle Isabelle Nemain: Pharmacien, Isère / Docteur Jean Noachovitch: Ophtalmologiste, Enghien / Docteur Luc Pandreau: Oto-rhino, Paris / Docteur Régis Parent: Médecin, Drôme
 Docteur Bernard Parmentier: Prothésiste-Dentaire, Beauvais
 Docteur Jacques Perret: Médecin, Bayeux / Monsieur Jean-Michel Petavy: Vétérinaire, Taverny
 Docteur Bernard Piquard: Chirurgien, Voie / Docteur Roland Planche: Psychanaliste, Clermont-Ferrand / Docteur

Jacques Plessier: Médecin, Paris
 Madame Annick Poilvet: Kinésithérapeute, Formerie / Docteur Jacques Porq: Médecin, Cabourg
 Madame Michèle Poussin: Secrétaire-Médicale, Falaise
 Docteur Claudine Prat: Anesthésiste, Sarcelles / Docteur Jacques Quéré: Infirmier, Balleroy
 Docteur Dino Radice: Chirurgien-Dentiste, Paris / Docteur Pierre Raynal: Médecin, Cantal
 Docteur François Reynouard: Médecin, Caumont l'Éventé
 Docteur Lucien Richard: Médecin, Loire Atlantique
 Madame Madeleine Richier: Pharmacien, Asnières / Madame Simone Rignault: Psycho-Conseiller Régional, Luzy
 Docteur Jean-Paul de Rocca-Serra: Médecin, Corse du Sud
 Docteur Dominique Rochet: Médecin, Oustréham / Madame Nelly Rodi: Sage-Femme, Yvelines / Monsieur Guy Roret: Biologiste, Montluçon / Madame Marie-Hélène Roret: Pharmacienne, Montluçon
 Docteur Claude Rouchon: Stomatologiste, Paris / Docteur Thierry Salignon: Kinésithérapeute, St Laurent
 Docteur Jacqueline Saitiel: Médecin, Paris / Docteur Marie-Hélène Sametzki: Dentiste, Jassans / Monsieur Christian Sanglier: Pharmacien, Paris
 Docteur Bernard-Claude Savy: Médecin, Nièvre / Docteur Lydia Scemama: Médecin, Boulogne
 Docteur Muriel Schor: Chirurgien-Dentiste, Paris / Docteur Schwartz: Médecin, Moselle
 Docteur Claude Semier: Médecin, Neuilly Plaisance
 Docteur Françoise Sentoul: Médecin, Paris / Docteur Louis Serfaty: Président de la Fédération Inter-Syndicale des Établissements d'hospitalisations Privées, Paris / Docteur Bernard Silam: Médecin, Paris / Docteur Philippe Siou: Médecin, Paris
 Docteur de Stadiou: Médecin, Nanterre / Docteur Sylvain Staub: Chirurgien, Paris / Docteur Claude Stouls: Chirurgien-Dentiste, Paris / Docteur Jackie Taieb: Médecin, Paris / Docteur J.-C. Talmant: Chirurgien, Nantes
 Docteur Martial Taugourdeau: Médecin, Eure & Loire / Madame Nicole Tichit: Infirmière, Damérat / Docteur Serge Tofaloni: Médecin, Paris / Docteur Patricia Tortolani: Médecin, Ville d'Avray
 Madame Paulette Touzot: Pharmacienne, Bretteville l'Orueilleuse / Docteur Gérard Trichereau: Médecin, Nantes
 Docteur Guy Trumeau: Médecin, Paris / Docteur Jean-Luc Tual: Médecin, Boulogne / Docteur Jean Überschlag: Dentiste, Haut-Rhin / Docteur Martine Valade: Médecin, Paris / Monsieur Bernard Valenski: Prothésiste-Dentaire, Pont l'Évêque
 Docteur Jean-Jacques Valenza: Médecin, Lisieux / Professeur François Vandenbussche: Chirurgien, Lille / Docteur Daniel Veisse: Médecin, Mulhouse
 Madame Pascale Veniard: Pharmacien, Caen / Docteur Jean Vilbecq: Chirurgien, Nantes
 Docteur Pierre Weisenhorn: Pharmacien, Haut-Rhin
 Madame Michèle Wojtkowiak: Infirmière, Montluçon / Docteur Bernard Ziegler: Médecin, Strasbourg / Docteur Daniel Zrouba: Pharmacien, St Genis Pouilly.

Industrie pharmaceutique

Monsieur René Boisseau
 Monsieur Pierre Fabre / Monsieur Henry Lanzerac / Monsieur Eric Logeais / Docteur Charles Mérieux / Monsieur Gérard Money / Monsieur Pierre Monin
 Monsieur René Sautier.

Comité de Soutien National Santé à la candidature de Jacques Chirac.



Société

Le procès des médecins de Poitiers

Une affaire aux effets dévastateurs sur l'opinion

POITIERS
de notre envoyé spécial

Le rideau est donc tombé sur l'affaire des médecins de Poitiers. Plus de trois ans après la mort de Nicole Berneron, l'heure est venue d'un premier bilan des conséquences de cette histoire médicale sans précédent. Conséquences sur l'institution hospitalière et sur la pratique de l'anesthésie-réanimation, mais aussi sur la perception de la médecine dans son ensemble et, en corollaire, sur l'image de ceux qui l'exercent.

La tragédie de Poitiers ne peut plus, aujourd'hui, se résumer à l'extraordinaire et incroyable hypothèse de la mort de Nicole Berneron, l'heure est venue d'un premier bilan des conséquences de cette histoire médicale sans précédent. Elle a surtout mis face à face des institutions — la médecine et la justice — dont les rapports se sont révélés, à cette occasion, pour le moins complexes et quelque peu ambigus.

La recherche de la vérité sur les causes de la mort d'une malade et sur les manquements des trois médecins hospitaliers a imposé à la justice de recourir à chaque instant à la médecine, à sa technique, à son savoir et à ses hommes. La cause, dès lors, était entendue. Toute judiciaire qu'elle fut, l'affaire restait médicale, et la vérité, si elle devait surgir pour accuser tel ou tel médecin, ne pouvait provenir que d'autres médecins.

Désorganisation

L'enquête policière, l'instruction rigoureuse menée par M. Pierre Hovarec, les travaux des experts et, finalement, le long procès ont fait naître des difficultés dans une très pénible plongée dans l'institution hospitalière. Une institution où la gestion quotidienne de la douleur et de la mort se double, presque toujours, d'un profond silence sur les haines, les perversités et les passions qui souvrent l'anéantissement.

C'est ainsi qu'après avoir, de manière privée d'abord, publique ensuite, accusé d'assassinat deux de ses confrères et collaborateurs, le professeur Pierre Mériel fut, parce qu'il renouait avec cette pratique du silence, tacitement exclu de la communauté professionnelle.

Nicole Berneron morte, et l'hypothèse du sabotage retenue puis défendue par le magistrat instructeur, il ne s'agissait plus d'une de ces affaires où l'on voit un médecin user de son art à des fins criminelles. On en était à plain-pied

dans une incroyable querelle entre médecins, querelle qui avait commencé avant la mort de la victime et qui se nourrissait de celle-ci. Constat accablant : la découverte de l'organisation, ou plutôt de la désorganisation, du département d'anesthésie-réanimation du CHRU de Poitiers. Un département que des médecins extérieurs à l'établissement puis que certains avocats prirent plaisir à qualifier d'« empire », alors qu'il s'agissait plus exactement d'un cas territorial dirigé par ceux que l'on dénomme « mandarins », qui jouissent, à vie, d'un pouvoir sans partage, et qui n'ont pas toujours la personnalité ni les compétences pour être considérés comme des « maîtres » par leurs collaborateurs.

La désorganisation du département du professeur Mériel ne pouvait pas ne pas avoir des conséquences directes sur la qualité des soins donnés aux malades des services de chirurgie. C'est ainsi que la visite pré-anesthésique de Nicole Berneron fut effectuée, comme c'était l'habitude, non pas par un médecin spécialiste, mais par un infirmier-anesthésiste. Une situation que le professeur Jean Lassner devait qualifier d'« exercice illégal de la médecine », cet expert allant jusqu'à accuser le professeur Mériel de « complicité d'exercice illégal de la médecine ». Désorganisation très grave aux effets incontrôlables encore avec, toujours avant la mort de la victime, le casale animé notamment par le docteur Bakari Diallo contre le professeur Mériel. Désorganisation toujours avec le manquement à la plus élémentaire déontologie, lorsqu'un médecin décida de s'absenter pour cause de maladie, protégé par un certificat rédigé par l'un de ses confrères, sans s'inquiéter de la situation de celle qui était sa malade. Conséquence ultime et dramatique de tout cela, l'anesthésie précipitée et chaotique de Nicole Berneron.

Une très lente et très pénible plongée dans l'institution hospitalière

Incappable de sauver cette malade, venue au CHRU de Poitiers pour une intervention bénigne, le corps médical ne saura pas mieux donner une explication des causes de cette mort. Alors que tout était possible — par un simple analyse des gaz du sang dans les minutes et les heures qui suivirent la mort et la découverte de l'inversion des tuyaux sur le respirateur — tout, au contraire, s'est passé comme si l'institution hospitalière ne voulait plus, à aucun prix, s'intéresser à ce

décès. Comme si elle présentait déjà confusément à quel point celui-ci pourrait lui nuire. C'est ainsi que le corps médical concerné s'interdit de pratiquer une autopsie scientifique.

Caractère de la médecine légale

Après la médecine hospitalière, qui n'avait pas réussi à comprendre cette mort, la médecine légale n'a pas mieux rempli la mission qui était la sienne. On découvrit ainsi que des médecins légistes, bien qu'ayant été informés de l'hypothèse officielle de l'asphyxie par protoxyde d'azote, avaient fait des prélèvements sanguins, qui devaient, par la suite, interdire toute conclusion définitive. On ne pouvait dès lors que déboucher sur une bataille d'experts.

Parallèlement aux travaux des différents experts officiels, d'autres experts, « officieux » cette fois,

L'utile expérience d'Amiens

Pour les experts officiels, Nicole Berneron était bien morte d'une asphyxie massive de protoxyde d'azote, conclusion qui conduisit inmanquablement à accuser le docteur Diallo. Pour les autres spécialistes, cette mort était à relier à une série d'accidents imputables à la conduite de l'anesthésie, une hypothèse qui condamnait doublement le professeur Mériel : à la fois pour n'avoir pas su prévenir l'imparable mais aussi pour avoir autorisé, voire maquillé, après la mort, une inversion des tuyaux d'arrivée de gaz sur le respirateur. Réuni en collège, et après avoir entendu leurs confrères, les experts officiels devaient maintenir et confirmer leurs premières conclusions.

Le succès de « Casto »

Tout cela donna pendant deux jours d'audience une bataille historique pour aboutir à des conclusions diamétralement opposées. Mais il était dit que l'institution médicale ne pourrait se résoudre à

un simple constat d'impuissance. C'est ainsi qu'au CHU d'Amiens le professeur Alain Milhaud décida de pratiquer l'expérience que des experts avaient déjà envisagé de réaliser pour leur propre compte. Ainsi, pour la première fois au monde, un organisme humain en coma dépassé devait être utilisé à des fins médico-légales, pour reproduire expérimentalement les circonstances qui avaient, selon les experts officiels, précipité la mort de Nicole Berneron.

Révisée à Poitiers par le professeur Jean Lassner, cette expérimentation apportait a priori un élément essentiel de discussion dans le conflit qui opposait les experts parce qu'elle semblait accorder la thèse de la mort par insufflation massive de protoxyde d'azote. Mais, réalisée dans des circonstances alors très mal connues et encore imparfaitement précisées (on indique de très bonne source que le certificat de décès du malade d'Amiens a été rédigé trois jours après la réalisation de cette expérience) et révisée de manière spectaculaire au beau milieu d'une bataille d'experts véritablement dramatique, cette première fut considérée comme un élément inacceptable par le président de la cour d'assises comme par les avocats des différentes parties.

L'enregistrement vidéo de cette expérimentation ne fut pas versé au dossier, et l'on n'entendit plus parler ou presque, à Poitiers, de ce qui aurait, peut-être, été de nature à faire basculer le cours des débats.

Après de ce moment-là, tout était possible, à l'exception de la découverte de la vérité par des voies médicales ou scientifiques.

Au terme de ce procès pour lequel le conseil de l'ordre des médecins avait cru préférable — par crainte, dit-on, d'être débouté — de ne pas se porter partie civile, il apparaît — et le triple acquittement ne change rien à l'affaire — que la médecine ne peut, sans risque que aux yeux de l'opinion publique, jouer comme elle l'a fait ici avec ce qui fait depuis toujours son honneur. Elle ne peut, sans risque, et difficilement acceptable, comme ce fut le cas ici, le prestige des praticiens hospitalo-universitaires. L'effet pourrait être d'autant plus dévastateur que cette affaire coïncide avec la poursuite, encore timide mais réelle en France, du consumérisme appliqué à la médecine. Une situation d'autant plus paradoxale, anachronique et difficilement acceptable que le corps médical hospitalier, qu'il faut bien savoir et répéter que, jamais dans l'histoire de la médecine, la technique de l'anesthésie-réanimation n'a été aussi sûre qu'un cette fin de siècle.

JEAN-YVES NAU.

L'acquiescement et l'amertume

(Suite de la première page.)

Un esprit non prévenu, en tous cas, ne pouvait que prendre acte des considérations opposées que développaient d'une part les experts dits officiels, de l'autre les témoins techniciens produits par la défense et non moins bardés de titres que leurs collègues.

Pour schématiser, les premiers considéraient que Nicole Berneron avait succombé aux effets d'une inhalation massive de protoxyde d'azote, la privant d'oxygène, alors que les autres refusaient cette conclusion en faisant valoir l'absence de cyanose et en incriminant, eux, une surcharge, lors de l'anesthésie, de gaz halogène double d'un éventuel syndrome de Mendelson, c'est-à-dire d'un passage dans les bronches de quelques gouttes de liquide gastrique.

Les certitudes affichées de part et d'autre ne pouvaient se concilier. Il n'est pas dit non plus que la manière dont l'un des experts officiels, le professeur Jean Lassner, fit connaître les résultats d'une expérience menée à Amiens sur un sujet en état de coma dépassé auquel fut administré du protoxyde d'azote — affaire qui, sans flâner, comme un énorme retentissement en même temps qu'elle entraînait une réprobation quasi unanime — n'ait pas produit, sur les jurés, un effet tout à fait contraire à celui qui en était attendu par le respectable savant, l'invoquant en sa faveur tout en condamnant le principe.

Épilogue logique et peu satisfaisant

Du coup, l'affaire de Poitiers connaît un épilogue tout à la fois logique et peu satisfaisant pour la morale. Dès lors que les causes de la mort de Nicole Berneron ne parvenaient pas à être définies, comment proclamer, sans risque d'erreur, quelle pouvait être leur origine.

S'agissait-il de cette asphyxie consécutive à l'administration de protoxyde d'azote résultant d'une inversion des tuyaux amenant au respirateur les gaz que sont l'oxygène et le protoxyde d'azote ? Pour les mêmes raisons, comment, en bonne logique, pouvait-on admettre la thèse d'une inversion des tuyaux non plus antérieure mais postérieure au décès, et cela dans le dessein de faire attribuer à une telle inversion les causes d'une mort due seulement à des négligences ou à des imprudences de celui qui avait conduit l'anesthésie, c'est-à-dire le professeur Mériel ?

Pourtant, ce sera bel et bien cette proclamation d'une innocence générale qui risque de laisser le plus de traces et d'amertume. Elle ne suffira pas à faire oublier les réalités dévoilées par ce débat judiciaire qui mit au jour, non sans mal et sans réticence, des pratiques hospitalières inquiétantes, des conflits entre anesthésistes et chirurgiens, des délégations de pouvoirs abusives de médecins à infirmières, révélant des querelles dont il ne suffisait pas d'affirmer, pour qu'on en soit convaincu, qu'elles n'avaient aucune conséquence pour les malades.

Elle ne fera pas oublier non plus les engagements contractés des spécialistes de générations diverses maintenant tout le poids de leur responsabilité dans ce combat médico-judiciaire, acceptant de livrer, et avec quelle ardeur ! leurs sentiments en sachant que cela se faisait publiquement et sous le contrôle de tout un aréopage international de scientifiques et de médecins.

Ce combat-là fut sans merci. Il aura finalement servi les accusés. Mais il n'est pas dit qu'il aura comblé ceux pour qui ces nouvelles querelles discréditaient plus qu'elles n'honoraient ceux qui en étaient les protagonistes. A un conflit médical donné, engendré par un drame, la médecine montrait son impuissance, son incapacité à fournir une explication sans faille. S'il est certain, maintenant, que le professeur Pierre Mériel ne fut jamais le « mandarin » que certains se sont complus à décrire, les vrais mandarins, eux, ceux qui, venus de Paris, de Bruxelles, de Montréal ou de Washington, mettaient à s'affronter tant de vigueur et de passion, suraient continué de le faire sans cette décision d'acquiescement.

L'arrêt de la cour d'assises de la Vienne fait disparaître ce risque. Il escompte habilement tout à la fois les docteurs Bakari Diallo et Denis Archambeau, mais aussi le professeur Mériel. Il refuse de privilégier les premiers aux dépens du troisième, ce qui est la conséquence de ce doute engendré par des confrontations sans issue. Il renvoie dos à dos non seulement Diallo et Mériel, mais avec eux leurs défenseurs, tellement appliqués depuis vingt jours à vouloir démontrer respectivement les innocences et faisant de l'autre le coupable.

D'ordinaire, de telles tactiques aboutissent à des échecs dont les antagonistes font les frais. En l'occurrence, il a été significatif qu'il ne devait y avoir ni vainqueurs ni vaincus. C'est ce que n'ont pas voulu comprendre les partisans de Bakari Diallo, et plus discrètement ceux de Denis Archambeau, au moment où s'achevait ce procès, où l'on attendait le retour de la cour dont on savait la délibération achevée.

Il y avait là, proche à le toucher, un Pierre Mériel méconnaissable, attendant, dans la même anxiété que ses concoussés, le moment qui allait sceller son destin. Il avait, depuis le matin, entendu successivement le bâtonnier Bernard Drouineau, M^e Pierre Chaîne et Henri Leclerc contraints, pour défendre leur client Diallo, à faire de lui, Mériel, l'unique responsable de la mort de Nicole Berneron. Il lui fallut recevoir des phrases comme celle-ci de M^e Drouineau : « Policiers et juges d'instruction vont poser, dès le départ, le postulat que l'inversion des tuyaux est antérieure à l'intervention chirurgicale, mais ce postulat ne peut résulter que de ce que leur a dit le professeur Mériel. »

M^e Chaîne avait déployé le même énergie pour assurer que, le 30 octobre 1984 à 16 h 30, pour le professeur Mériel comme pour les policiers, le dossier était pratiquement bouclé et que le compte ne pouvait être que Bakari Diallo.

Quant à M^e Henri Leclerc, il avait, lui, manifesté son étonnement devant l'obstination mise par le professeur Mériel à dissimuler aux enquêteurs, durant plusieurs mois, ses absences de la salle d'opération au moment de la phase la plus délicate du réveil de la malade. Pourtant, il n'avait pas voulu l'acabler. Comme il lui fallait, tout de même, soutenir que l'inversion des tuyaux n'avait pas été autre chose qu'un geste postérieur à la mort de la malade et dicté par la volonté de faire échapper l'anesthésiste à une responsabilité dont il avait conscience. Il était l'hypothèse que ce geste n'était pas forcément celui de M. Mériel lui-même mais de quelqu'un de son entourage puisqu'une de ses collaboratrices était allée jusqu'à dire : « Même si je le savais coupable, je le défendrais jusqu'au bout. »

« Ce pauvre diable de nègre »

M^e Leclerc avait dit aussi : « Nous voilà tous à un moment important de notre vie. Moi, parce que je plaide pour un homme que je sais injustement accusé. Vous, parce que, soit par métier soit par devoir d'un jour, vous avez à juger ce professeur qui fut à la tête d'un empire et qui, aujourd'hui, pleure et souffre, ce médecin qu'est Denis Archambeau, l'enfant de votre pays, qui vous bouleverse, et enfin ce pauvre diable de nègre dont il me faut démontrer qu'il n'est en rien l'artisan du malheur de M. Claude Berneron. »

Du dossier et de ses faiblesses, il lui restait à redire ce qui avait été si cruellement mis en lumière depuis quasiment trois semaines : des expertises contradictoires des aveux subtils rétractés et dont le commissaire qui les avait lus et refusait d'admettre qu'il doutait de leur valeur et de leur sincérité. Comme s'il convenait de se faire aussi imprudent, en réponse à l'avocat général, M^e Leclerc avait lancé cette adresse à Diallo : « Vous espérez, parce que vous avez fait en la justice, que vous seriez à l'origine de savoir avec d'autres, au raison de vos efforts et de vos mérites, et qu'on vous admettrait parmi nous. Vous espérez, pauvre Diallo, qu'on vous tiendrait pour quelqu'un à notre égal. Eh bien, vous vous trompez ; vous êtes resté le sorcier capable de tout. Il fallait, dans cette affaire, un Bakari Diallo que l'on puisse immoler pour exorciser. »

Cinq heures plus tard, ces mots paraissent bien lointains. La cour d'assises de la Vienne, par sa décision, venait de rassurer une renommée. Elle signifie, en somme, qu'il n'y eut pas d'affaire de Poitiers. Elle désavoue ceux qui ont cru le contraire, à commencer par un commissaire de la sûreté urbaine, un juge d'instruction et une chambre d'accusation.

Il est vrai, c'est M^e Pierre Chaîne qui l'avait révélé, ce que le juge d'instruction, M. Hovarec, avait dit à l'avocat qui sollicitait de lui un non-lieu : « Mieux vaut un acquiescement solennel qu'un non-lieu rendu en catimini. » Pour être solennel, l'acquiescement l'a été. Il ne fera pas oublier à tout le monde qu'il y eut pourtant bel et bien une affaire de Poitiers et, à son propos, cette déchirure entre grands patrons sur la manière de la considérer, comme il ne fera pas oublier la détresse de M. Berneron et de ses deux filles.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

L'affaire des fausses factures de Nancy

Un mandat d'amener a été délivré à l'encontre d'un responsable de la chaîne de magasins Castorama

Dans l'affaire dite « des fausses factures de Nancy », un mandat d'amener a été délivré, le jeudi 3 mars, à l'encontre de M. François Régis Motte, responsable de l'extension de groupe Castorama de la région de Metz (Nord), par M. Gilbert Thiel, premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Nancy, chargé du dossier (Le Monde du 21 janvier).

M. Motte serait impliqué dans cette affaire pour des faits similaires à ceux qui ont entraîné l'inculpation, le 12 janvier, de M. Michel Bouriez, directeur de l'extension dans le groupe des hypermarchés Cora et président de la Chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, pour abus de biens sociaux, faux et usage de faux en écritures commerciales. M. Bouriez est toujours détenu à la prison de Metz.

Quatre autres personnes ont été inculpées : MM. Jean-Marie Maire, ancien gérant d'un établissement de nuit, Richard Zanier, directeur technique de BG-Service, filiale de Cora, Pierre Vilmont, chef de travaux dans l'entreprise de bâtiment Gussat, et André Gussat, PDG de cette même société.

C'est précisément pour avoir signé avec cette entreprise de Toul un contrat d'assistance technique suspect que M. Motte est l'objet d'un mandat d'amener. Ce contrat, passé en 1987, a donné lieu à l'établissement de trois factures successives, entre juin et septembre, réglées à M. Gussat pour un total de 2.549.075 F. Mais, selon les éléments

établis par l'enquête, l'entrepreneur du bâtiment n'aurait, en fait, réalisé aucun travail en contre-partie : tel est le mécanisme de la fausse facturation mis en œuvre dans cette affaire qui porterait sur un total évalué à ce jour à 10 millions de francs.

Depuis quelques semaines, la rumeur circulait à Nancy : le trafic mettait en cause le groupe Cora s'étendant, découvrait-on au fil de l'enquête, à d'autres régions — dont le Nord-Pas-de-Calais — et impliquait d'autres grandes surfaces, tel Castorama.

Voilà deux semaines, M. Michel-Édouard Leclerc, dirigeant d'hypermarchés, avait lui aussi été entendu par le magistrat instructeur. Il s'était expliqué sur ses déclarations précédentes à la presse, reprochant

aux commissions départementales d'urbanisme et de commerce (CDCU) de monnayer leurs accords en faveur de l'implantation et du développement de grandes surfaces. Par le biais des CDCU, certains élus alimenteraient ainsi les caisses de leurs partis.

Les faits reprochés à M. Motte permettent-il d'éclaircir cet aspect politique de l'enquête en cours ? Jusqu'à présent, de sérieuses présomptions existent. Le financement du RPR a notamment été évoqué, en raison des engagements connus de M. Gussat, l'entrepreneur en bâtiment écroulé. Mais, sur ce terrain politique, cette vaste affaire de Nancy ne dépasse pas officiellement pour le moment le jeu des hypothèses.

DANIELLE ROUARD.

EN BREF

● **Pourvoi en cassation de deux otages de Nantes.** — Deux otages de l'attentat de Nantes, ont décidé de se pourvoir en cassation. Il s'agit de Georges Courtois et de Abdelkarim Khalki, condamnés le 27 février par la cour d'assises de la Loire-Atlantique à vingt ans de réclusion criminelle (Le Monde des 28 et 29 février). Leurs avocats n'ont pas précisé les motifs du pourvoi.

● **Le troisième auteur de la prise d'otages de décembre 1986.** Patrick Thibault, condamné à quatre ans de réclusion criminelle, a de son côté « accepté la décision » du jury.

● **Naissance d'un volcan indonésien.** — L'Indonésie a découvert sur son sol 109 volcans actifs, c'est ce qu'a affirmé le journal Jakarta Kompas en saluant la naissance de l'Anak Renaka (Enfant de Renaka) dans l'ouest de l'île de Flores.

● **RECTIFICATIF :** le télescope européen au Chili. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 2 mars, le site qui accueillera le futur télescope géant européen (VLT) n'a pas encore été choisi. Le gouvernement chilien vient certes de donner aux Européens de l'European Southern Observatory (ESO), pour son usage scientifique, un terrain de quelques centaines de kilomètres carrés sur le mont Cerro Paranal. Mais les huit pays du Vieux Continent impliqués dans le projet du VLT ne décident du choix définitif du site qu'en 1990. Ce pourra être le Cerro Paranal ou celui, toujours au Chili, de la Silla, où sont déjà installés plusieurs télescopes de l'ESO. A moins que le choix ne se porte sur un troisième lieu, qui se serait révélé plus approprié.

كسوا من الأصل

Société

MÉDECINE

Les suites de l'affaire Milhaud

L'expérimentation d'Amiens est « une profanation de corps » estime M^{me} Barzach

L'expérimentation menée par le professeur Alain Milhaud sur un jeune homme de vingt-quatre ans en état de coma dépassé au CHR d'Amiens est « une profanation de corps », a affirmé le jeudi 3 mars, à Tourcoing (Nord), M^{me} Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé, qui redoute que « ce dérapage ne jette le discrédit sur l'hôpital, sur les médecins et sur les transplantations d'organes ».

« On est en train de faire venir aux malades que dans tous les hôpitaux on peut se livrer à de telles choses et qu'une anesthésie constitue un danger », a regretté le ministre délégué à la santé au cours d'une conférence de presse.

M^{me} Barzach a également craint que l'affaire du CHR d'Amiens ne jette un trouble sur les transplantations d'organes, qui se font pourtant dans un contexte défini par la loi.

par des règles du Comité national d'éthique et des comités d'éthique des hôpitaux.

Le ministre de la santé a affirmé que l'expérimentation du professeur Alain Milhaud avait été conduite « ni à des fins scientifiques ni de recherche, mais à des fins médicales et personnelles, pour venir en aide à quelqu'un ». M^{me} Barzach a estimé que « ce n'était pas parce qu'on avançait dans la recherche qu'on (devait) oublier les règles élémentaires d'éthique ».

Évoquant enfin la solidarité exprimée par le Syndicat des professeurs hospitalo-universitaires envers le professeur Alain Milhaud (le Monde du 3 mars), M^{me} Barzach a affirmé « comprendre l'énosé de tout le monde devant les problèmes essentiels » posés par l'affaire d'Amiens.

Manifestation nationale à Paris

La colère des « kinés »

Regroupés autour d'une maigre banderole aux couleurs de la Corse, ils étaient huit à pénétrer dans le froid en maudissant l'agglomération de Paris. Huit kinésithérapeutes en colère venus représenter leurs soixante-huit confrères libéraux de Corse-du-Sud à la première manifestation nationale de la profession qui a regroupé huit à dix mille personnes, le jeudi 3 mars à Paris. « Notre métier est de plus en plus difficile à exercer, exploités dans un épais manteau noir ; les tarifs de l'acte de massage médical, la base de nos honoraires, stagne et les caisses de maladie font tout pour freiner les prescriptions. Du coup, nous travaillons souvent plus de dix heures par jour pour des salaires de plus en plus faibles. »

A quelques mètres de là, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi chargé de la Sécurité sociale, recevait une délégation venue lui apporter un mémoire résumant les difficultés de la profession.

Les douze associations et syndicats à l'origine de cet appel

ENVIRONNEMENT

M. Carignon demande l'ouverture d'une enquête après l'explosion meurtrière d'Ablon (Calvados)

Après l'explosion à l'usine d'Ablon (Calvados), le jeudi 3 mars, dont le bilan est de cinq morts et huit blessés, le ministre de l'environnement, M. Alain Carignon a demandé que l'inspection des poudres et explosifs du ministère de la défense procède à une enquête. « Il semble, déclare M. Carignon, dans un communiqué, qu'un incident ait eu lieu lors de la mise en marche de la nouvelle machine d'ensachage » ce qui « expliquerait la présence d'un nombre anormal d'employés dans cet atelier ».

Après chacun des accidents, les mesures de sécurité avaient été renforcées. L'association écologique Robin des Bois dénonce dans un communiqué « le laxisme de la réglementation » en regrettant que « les usines de fabrication d'explosifs, de poudre et de munitions, bien que extrêmement dangereuses, ne rentrent pas dans le champ d'application de la directive Seveso ».

Cette directive, qui date de 1983, fait obligation aux entreprises françaises dont l'exploitation présente des risques industriels graves d'informer les travailleurs et le public afin d'améliorer la prévention et de réaliser une étude de danger tenue à la disposition du public. Elle demande aux autorités d'exercer un contrôle sur ces entreprises.

L'explosion qui s'est produite dans un atelier d'encartouchage de dynamique est la troisième en trois ans à l'usine d'Ablon. L'an dernier, il n'y avait pas eu de victimes, mais le 12 mars 1985, une explosion avait fait trois morts. L'usine emploie cent trente-cinq personnes. Elle appartient à la société Nobel explosif France, filiale de la Société nationale des poudres et explosifs et du

EDUCATION

L'instruction civique en action

Une semaine contre le racisme

En organisant, à Paris et en province, une Semaine d'éducation contre le racisme, l'association SOS-Racisme entend rappeler que la bataille pour la tolérance passe aussi par l'école. Cette opération, qui a débuté le 29 février et prend fin le samedi 5 mars, est coordonnée par des jeunes et des enseignants soucieux de mettre « l'égalité des droits » à l'ordre du jour dans les écoles, les collèges, les lycées et les universités.

De nombreux établissements se sont associés par des expositions, des films et des débats, à ce mouvement, qui précède le rassemblement prévu le 12 mars à Paris par SOS-Racisme sur le thème de l'intégration. A Paris, Harlem Désir, président de SOS-Racisme, a animé un débat au lycée Paul-Valéry, et un film sur l'apartheid a été projeté au lycée Montaigne. Ailleurs, étudiants et lycéens ont débattu du code de la nationalité ou d'aspects historiques de l'immigration.

Dans plusieurs établissements, les enseignants ont consacré en partie leurs cours d'histoire, de philosophie ou d'instruction civique à une réflexion sur le racisme. Les plus petits n'ont pas été oubliés, puisque certaines classes de maternelles ont réalisé des dessins ou des poèmes sur le thème du racisme.

Au lycée Guillaume-Budé de Limeil-Brevannes (Val-de-Marne),

le mouvement revêt une importance particulière, la section locale de SOS-Racisme a organisé des séances de réflexion. « Nous sommes très sensibles à ces problèmes, commente un élève, et nous pouvons compter sur l'appui de nombreux professeurs, qui nous ont donné des documents et qui participent aux animations ». Le professeur, M. Bernard Dokhelar, explique que son établissement doit être « un royaume de tolérance et de compréhension ». Les lycées se montrent souvent favorables à cette opération, estimant, par exemple, qu'ils font partie de la deuxième génération de l'immigration et que le racisme doit être mis hors la loi.

Mardi 1^{er} mars, des élèves ont assisté à la projection du film d'Alain Resnais, *Nuit et Brouillard*, avant de participer à un débat sur les camps de concentration, animé par trois anciens déportés. « Merci d'être venus, il faut que les gens sachent ! », s'est exclamé avec conviction un élève de terminale, s'adressant aux animateurs du débat. « Pendant longtemps, nous n'avons pas beaucoup parlé, mais maintenant, nous devons sortir de notre silence, car certains font planer un doute sur ce que nous avons vécu », a expliqué l'un des anciens déportés. « Ce que font ces jeunes est utile et formidable ».

RAPHAËLE RÉROLLE.

BIBLIOGRAPHIE

Charles Mérieux ou l'épopée de la santé

Le nom de Charles Mérieux restera lié, indissolublement, à l'histoire de la biologie et de la virologie industrielles, autrement dit de la médecine préventive, à laquelle il a voué, sa vie durant, une passion sans limite.

A quatre-vingts ans, ce jeune homme fougueux rêve de victoire sur le SIDA, multiplie les colloques et les rencontres, crée et soutient la « Bioforce internationale », prête à intervenir partout dans le monde où se déclenchent des épidémies et ne quitte le train que pour sauter dans un avion qui le conduira en Afrique ou ailleurs.

Son père, Marcel Mérieux, avait travaillé avec Louis Pasteur, et Charles Mérieux rêva sa vie durant du grand rapprochement, aujourd'hui largement réalisé, qui unit le temple ultraraisé et créatif du célèbre Institut et le bouillonnement industriel qu'il avait su créer dans la région lyonnaise pour les applications à la santé de tous, des découvertes des savants.

« Mais, écrit-il, je ne me suis pas borné à fabriquer et à vendre des vaccins, j'ai contribué à former des hommes capables de mener une politique de santé et d'hygiène et j'ai mis en place des structures à même de perpétuer cette politique. »

Du Brésil, où sévit une grave épidémie de méningite, au Botswana, où le cheptel est dévasté par la fièvre aphteuse, Mérieux fonce avec son personnel et son matériel dans des avions qu'il affrète, au besoin

assez vastes pour contenir un laboratoire entier.

Il est responsable de la section de médecine préventive à l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et dirige le centre qu'il a créé entre Lyon et Genève, Les Pensières, où se multiplient les rencontres fertiles entre tous ceux qui ont le même rêve : « La santé pour tous en l'an 2000 ». Puis il imagine et anime sa fameuse « Bioforce » qui forme, en deux ans, des jeunes gens capables de partir sur l'heure comme auxiliaires médicaux et techniques dans tous les pays en détresse.

En 1975, quatre-vingt-dix millions de Brésiliens sont vaccinés (dont dix millions en cinq jours) par les équipes de Mérieux qui ont su, en un temps record, fabriquer en masse le vaccin inexistant ailleurs...

Une usine avait été créée à Moscou, à la demande de Kossyguine, dix ans auparavant. « Chaque frontière qui tombe est une petite victoire », écrit le fougueux utopiste, et son rêve aujourd'hui est de ramener les Instituts Pasteur du monde entier, de faire bénéficier de ses techniques la Chine, la Corée, le Pacifique sud, bref de mener à bien les dizaines de projets qui, dès l'aube, chaque matin, lui permettent toujours de considérer sa vie et son métier « comme une aventure fabuleuse ».

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

« Le Virus de la découverte, par Charles Mérieux, Edit. Robert Laffont, 251 pages, 92 francs.

JOURNAL D'UN AMATEUR par Philippe Boucher

QUE les journalistes n'aient jamais rien de plus pressé que d'employer le dernier tic de langage, le dernier néologisme, le dernier anglicisme venu d'Amérique, c'est après tout pour eux une manière de faire leur métier. Ne devraient-ils pas réfléchir leur temps jusque dans ses tréfonds ?

Que le commentateur d'une rencontre de football (c'était à la radio, à l'occasion de l'Amers-quelque chose) hurle qu'un joueur avait « scoré » (pour « marqué », probablement), il ne fait que se conformer à la densité culturelle de l'événement.

C'est l'habitudes de la Vie française impériale les chaînes par voie d'affiches pour leur apprendre « comment pleurer votre cash », c'est sans doute que l'emploi du mot « économiste » ou « économiste » ne sonnerait pas assez riche pour attirer l'attention.

Mais qu'un écrivain, qui fulminerait qu'on pût douter qu'il fût classique, succombe lui aussi à ces sottises, ah non ! Que Paul Guimard ose écrire, dans l'ouvrage qu'il vient de consacrer à cet auteur, que « Giraudoux a généré une quantité impressionnante d'études », voilà qui mériterait la Haute Cour, si elle n'était pour l'instant occupée de quelconque d'autre, en un sens également poursuivi pour des raisons de goût.

Et si Giraudoux n'avait pas « généré », aurait-il « décliné » ? Des verbes aussi répandus et compréhensibles, que « engendrer », « provoquer », « susciter », « produire », auraient-ils d'un coup déserté la mémoire de Paul Guimard ? La nouveauté de « générer » lui donnerait-elle un supplément de savoir au détriment de verbes qui, pour avoir fait leurs preuves, en sont dès lors sans attrait ?

Et encore ! Il faut s'estimer heureux de n'avoir pas dû lire que Giraudoux avait « initié » ou « implémenté » ces « études », qui le font immortel bien qu'il n'ait pas été de l'Académie.

C'est n'est pas que le néologisme (sous réserve qu'il soit convenablement construit : il y a aussi des règles pour cela) ou le vocable étranger soient à proscrire absolument du vocabulaire français. Mais à la condition que nul mot ne préexiste en français qui comporte la même signification que le cherabie qui prétend combler une lacune.

C'est ainsi que, il y a longtemps, on a vu naître « émotionné », qui n'ajoutait pas un iota à « ému », mais a étonnamment suscité « émotionnant », et, dans la foulée, « solutionner », qui ne surpassait pas « résoudre » mais tardé à nous faire cadeau de « solutionnement ».

Au contraire, lorsque l'Académie française accueille dandy en 1878, elle avale l'usage d'un mot que nul équivalent français ne peut traduire. Le dandy est, dans la dynastie des élégants, un chamois qui se distingue autant de l'incroyable que du lion. De même, combien, pour le snob.

Les candidats ont beau être entourés d'une armée de conseillers en communication, en image, en look, en ceci et en cela, il n'en est manifestement pas un pour trouver, à l'intention de leur poulailler, une attitude qui serait du juste milieu. Si cela était, on aurait pour une fois envie de trouver des vertus au cent.

Mais non, rien de tel. Ou bien, pour ne rien dire que lui et sans le désigner particulièrement à la vindicte, M. Barre campe dans son personnage d'économiste, où il est, révérence parler, des plus rasoirs ; ou bien il se laisse aller à d'affligeantes gaucheries de fin de banquet.

Ou bien il tente « de vulgariser les vérités dont il se juge dépositaire à l'intention du commun des mortels », comme l'écrit Paul Guimard à un détour de son livre sur Giraudoux ; ou bien il devient un avatar de Tino Rossi.

pas se plaindre qu'il soit venu d'ailleurs, puisque c'est celui de son. Nigaud sonne mieux et il est d'un maniement plus facile dans la conversation, quel que soit l'interlocuteur... Mais son est plus dans les mœurs.

S'il faut en croire le *Canard enchaîné* de cette semaine, c'est ainsi que M. Barre aurait qualifié sa participation au duo qu'il a composé avec M. Léotard, lors de son tour de Corse, afin d'entourer, entre autres joyaux de la chanson française, le *Plus Beau Tango du monde* et *Catzenrinette*, bella, tchi, tchi. Ah ! ma foi, quand on se fait accompagner du ministre de la culture, il faut s'attendre à devoir payer son tribut à la culture.

Mépris de misère, quand on n'est pas doué pour faire peuple, eh bien, on ne fait pas peuple et voilà tout. S'il s'agit de montrer, ou de faire croire, que l'on n'est pas fier, il est des moyens moins risqués que celui du ridicule.

Faudra-t-il, à partir d'un tel exemple, hisser M. Mitterrand sur un canot pour flatter les touristes, jucher le couple Barre sur un canot pour faire risette aux cyclistes et planter M. Chirac sur une trinitaire pour qu'il achève de séduire les jeunes ?

Mots

En se livrant à des singerie de cet ordre, ces hommes qui aspirent à conduire le pays se font les héritiers de Louis XVI arborant une fleur de pomme de terre dont il ne pressait sans doute pas le tubercule ou coiffant un bonnet phrygien qui symbolisait sa part. M. Barre n'est pas plus convaincant avec ses chaussonnettes que ne l'était Louis avec son bonnet.

Les Français sont appelés à désigner le prochain président de la République, et non pas le successeur de Fregoli, cet acteur italien qui incarnait à lui seul des dizaines de rôles dans chacune des pièces qu'il inventait. C'est tout de même curieux, la rage que mettent et vont mettre les candidats à procéder à un étalage de capacités, la plupart simulées, rigoureusement inutiles à la fonction qu'ils visent.

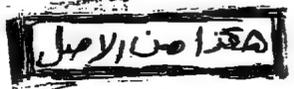
Que veulent-ils démontrer ? On le sait bien : qu'ils sont humains. Ce n'est pas être humain que d'être grotesque ou de le feindre. Qu'ils sont comme tout le monde ! Mais bien sûr que non ! S'ils sont comme tout le monde, ils n'ont aucun titre à prendre la tête du pays. Si c'est cela, faisons choix de notre voisin de palier.

Jack Lang est plus malin que cela. Au moment où s'éteint le cinquantenaire de la Bibliothèque de la Sorbonne, il a écrit un livre sur la délimitation du plateau continental de la mer du Nord, telle qu'elle a été définie par un arrêt de la Cour internationale de justice, en date du 20 février 1989. Histoire de rappeler que le barboteur est aussi agrégé des facultés de droit.

Jack Lang s'avouait austère quand d'autres se parent des paillettes qu'il a décollées, voilà bien le dandy, le vrai, le dandy de l'esprit.

SPECIAL-COPAINS. Estimé confrère, Alain Jaubert lance, comme on dit, un cri d'alarme. L'auteur du *Commissionnaire aux archives*, ouvrage décrivant la félicitation politique des photographies (1986, Bernard Béraud), s'inquiète d'un projet immobilier qui devrait amputer de 700 mètres carrés le parc de l'ancien Centre culturel américain, 281, boulevard Raspail, devenu la propriété du Groupe des assurances nationales (GAN).

Une pétition circule suggérant que cet espace vert devienne plutôt un jardin public en soulignant que « le quatorzième arrondissement est particulièrement défavorisé sur ce plan ». Le Comité de défense du quartier de l'Observatoire a son siège au 3 de la rue Boissonnade, 75014 Paris.



هفتاد و نه سال

12 Le Monde • Samedi 5 mars 1988 •••

**TURBO
SUR LA ROUTE,
DIESEL
A LA POMPE.**



405 DIESEL TURBO

Esthétique, confort, technique, sécurité: la Peugeot 405 réunit les plus hautes valeurs de l'automobile. C'est la grande berline de référence. Aujourd'hui, la 405 élargit encore la gamme de ses talents avec 4 nouvelles versions Diesel. 4 grandes routières, véritables modèles d'économie, d'autonomie, de performances. Pour couronner cette gamme, la 405 Diesel Turbo. Elle atteint 180 km/h sur circuit et couvre les 1000 m - départ arrêté - en 34 secondes. De plus, avec 4,6 litres de gazole à 90 km/h* et un réservoir de 70 litres, elle donne toute la mesure de son autonomie. Élu "Voiture de l'année 88", la Peugeot 405, avec ses 4 nouvelles versions Diesel et Diesel Turbo, révèle une fois encore un talent fou!

* Consommations UTAC: 6,2 / à 120 km/h; 7,5 / en parcours urbain.
Modèle présenté: 405 SRDT AM 88. Jantes alliage léger en option.



VOITURE DE
L'ANNÉE 1988

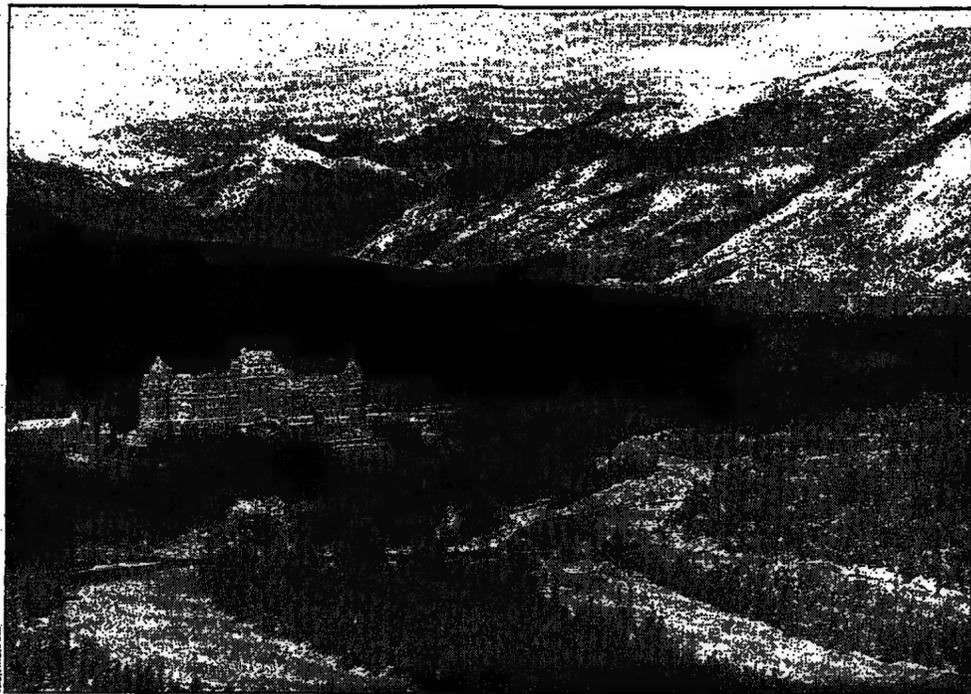
PEUGEOT 405
UN TALENT FOU!



PEUGEOT. UN CONSTRUCTEUR SORT SES GRIFFES.

Le Monde SANS VISA

En construisant le chemin de fer canadien, William Cornelius Van Horne invente pour les hôtels de la ligne un style à l'échelle du paysage : le château.



Au Canada, les châteaux de Van Horne le conquérant

par Alain Verholes

AUX sommets qui ont pu servir de décor aux Jeux olympiques d'hiver à Calgary, le Canada aura livré l'un de ses secrets les plus surprenants : l'existence

en pleine montagne, à 1 400 et 1 500 mètres d'altitude, de deux châteaux. Constructions si insolites par leur situation et leur magnificence qu'on les croirait surgies — comme en Bavière — des rêves d'un roi fou. Surprise d'autant plus grande que ces châteaux, en réalité hôtels, ont pu

accueillir par centaines les visiteurs des Jeux : le Banff Springs Hotel comme le Château Lake Louise, à deux heures environ de Calgary par la route (132 et 188 kilomètres), se trouvent dans les Rocheuses au cœur même des zones de compétition.

Rêves de roi fou ? Rien ne manque à Banff pour croire. Ni, à l'extérieur, l'ampleur, l'ambition d'une construction en calcaire sombre, multipliant les tours, les tourelles, les arches, les pignons, les fenêtres mansardées ou cintrées, les arcades ; ni, à l'intérieur, les dimensions inusitées des entrées, des halls, des salles de réception — se mesurant en dizaines de mètres — additionnant les étages (quatorze dans le tour central), les balcons intimes, les mezzanines, les corridors immenses. Rien n'y manque vraiment, pas même la présence de lacs, trop immobiles, silencieux, haut perchés, pour qu'ils ne soient pas inquiétants.

La proximité immédiate des châteaux, le vert émeraude des

eaux peuvent dissiper l'illusion, aider à oublier le lac de Starnberg, où Louis II de Bavière se noya. Mais c'est à coup sûr la découverte de l'histoire de ces monuments impressionnants, de leur raison d'être et du rôle important qu'ils jouèrent dans la définition de l'identité canadienne, qui, tout à la fois, chasse l'inquiétude du rêve et ramène à la réalité.

Peu d'hommes furent aussi raisonnables, puissamment intelligents, froidement calculateurs que William Cornelius Van Horne qui imagina ces châteaux-hôtels, et bien d'autres encore répartis sur tout le territoire canadien, depuis Québec jusqu'à Vancouver. William Van Horne — un nom qu'il faut connaître quand on s'intéresse à l'histoire du Canada — avait d'abord été chargé par le Canadian Pacific Railway de livrer les côtes atlantique et pacifique par chemin de fer. Une œuvre qui devait permettre au pays d'achever, puis de consolider une unité menacée par le dynamisme du grand voisin américain.

Van Horne se tira si bien de cette tâche gigantesque qu'il devint en 1888 président de la société. Mais l'homme n'était pas seulement un formidable bâtisseur de chemin de fer. Son esprit d'entreprise était à la mesure de ses dons, de ses colères, de ses exigences. Après avoir imaginé pour ses trains des wagons-restaurants et des wagons-couchettes plus confortables encore que ceux fournis à l'époque par George M. Pullman, de Chicago, qui ne passait pourtant pas pour un amateur, Van Horne décida de faire construire des hôtels le long de la voie ferrée. Pour accueillir ceux que les prix des super-wagons Barney and Smith intimidait, mais aussi pour permettre aux convois de se débarrasser de leurs lourds wagons-restaurants sur les trajets montagneux où les pentes devenaient trop fortes.

C'est ainsi que furent construits dans des paysages grandioses — qui devinrent peu à peu points de départ d'excursions et de courses sur les glaciers environnants — de

grands chalets suisses dessinés par Van Horne lui-même.

Ces « dining stations » comme on les appelait alors (Mount Stephen House, Glacier House, Fraser Canyon House) situés au cœur même des Rocheuses, parfois ébranlés par la trépidation des trains, ont reçu des dizaines de milliers de voyageurs avant d'être abandonnés au cours des années 1920. Les raisons de leur succès ont été à l'origine de l'idée canadienne de château-hôtel : proximité des voies ferrées, sites exceptionnels, constructions de plus en plus audacieuses.

Si l'on oublie le premier grand hôtel de la CPR ouvert en 1887 à Vancouver comme terminus de la ligne — un bâtiment fonctionnel et sans beauté abandonné en 1939 — presque tout ce qui fut réalisé jusque vers les années 30 au Canada le fut dans le style château. Un style monumental qu'on doit — même s'il a beaucoup évolué au fil des années — à l'architecte Bruce Price.

(Lire la suite page 14.)



par Martine Jacot.

POUR bâtir un pays grand comme dix-neuf fois la France, un Écossais, devenu le premier chef de gouvernement d'une toute nouvelle nation, fit un jour une promesse de Gascon. Lorsque John Alexander Mac Donald s'engagea, en 1871, à construire en dix ans un chemin de fer pour relier Montréal à Vancouver, il n'avait qu'une vague idée de la distance à couvrir. Rares étaient ses contemporains qui pouvaient se vanter d'avoir fait le trajet en ligne à peu près droite sur quelque 4 700 kilomètres. Seuls les Indiens, accompagnés de temps à autre par quelques explorateurs, avaient parcouru en canot les rives de ces territoires.

John Alexander Mac Donald n'avait en fait qu'une seule préoccupation : s'approprier l'Ouest, avant que les Américains ne s'en emparent, quitte à laisser à ses successeurs le soin de remplir sa promesse.

La Confédération canadienne, créée en 1867, comptait alors environ 4 millions d'âmes regroupées à l'est dans les provinces du Québec, de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. Au centre, quelques milliers d'Indiens et de francophones métis formaient la province du Manitoba, entourée de contrées

sauvages et inconnues. À l'ouest, enfin, trente-cinq mille colons britanniques, isolés par les montagnes Rocheuses, vivaient le long de l'océan Pacifique. C'est à ces assésés que Mac Donald avait promis la mise en chantier du chemin de fer pour les convaincre d'entrer dans le dominion.

Relier il y a cent ans Montréal à Vancouver, traverser d'immenses marécages, franchir les Rocheuses : l'unification du pays était à ce prix.

En 1871, la Colombie-Britannique devenait une province canadienne, mais dix ans plus tard les travaux n'avaient toujours pas commencé... À Ottawa, les parlementaires s'emportaient dès qu'on évoquait l'engagement de Mac Donald. Le Transcanadien restait, à leurs yeux, « une proposition absurde », « un acte d'une insouciance folle », « un projet insensé qui mènerait le pays à la ruine ».

Sur les bords du Pacifique, cependant, les colons étaient à bout de patience. Leurs représentants brandissaient la menace de la sécession si le rail ne venait pas jusqu'à eux. Au même moment,

s'appuyait sur trois firmes de placement de New-York, Londres et Paris (le syndicat franco-allemand Kohn, Reinach et compagnie). Sa mission : aménager et exploiter l'immense ligne, en échange d'une subvention gouvernementale de 25 millions de dollars et d'un octroi de 10 millions d'hectares à vendre ou à exploiter le long de la voie.

Le Transcanadien partit en flèche. À la fin de 1882, près de 1 200 kilomètres de rail avaient déjà été posés. Il dut toutefois modérer sa progression l'année suivante.

D'abord, la compagnie avait épuisé son capital, et ses actions ne se vendaient plus très bien. « S'il

est un jour terminé, le chemin de fer traversera un pays enfermé dans les glaces pendant sept mois de l'année », disaient les investisseurs britanniques devenus sceptiques.

L'entreprise s'avérait beaucoup plus risquée que celle que les Américains venaient de mener à bien entre New-York et San Francisco (4 246 kilomètres). La ligne transcanadienne devait relier non pas des villes déjà fondées comme aux États-Unis mais des zones pas même cartographiées. Surtout, le climat et la nature étaient bien plus inhospitaliers. Or, en 1883, le chemin de fer se heurta au plus impressionnant désert de roc du Bouclier canadien, qui bordait la rive abrupte du lac Supérieur.

« Trois cent vingt-deux kilomètres de difficultés techniques insurmontables », notait William Van Horne, directeur des travaux et véritable artisan du Transcanadien. Sur ce tronçon, il dut mettre à contribution environ douze mille hommes, cinq mille chevaux, trois cents attelages de chiens pour poser à coup de dynamite en moyenne 610 mètres de voie par jour. Au gré des succès et des échecs, les marécages apparemment sans fond, qui engloutirent des tonnes de remblais et quelques locomotives, dans les brumes de petits matins gris pour les pionniers du rail.

Les travaux n'avançaient guère plus au milieu des vastes prairies plates du centre. Des centaines de guerriers indiens des tribus Sarsis, Gens-du-Sang, Piégnanes et surtout Pieds-Noirs avaient arrêté le chemin de fer. Ils étaient au bord de la famine. Les locomotives, ces effrayants « chevaux de feu », dis-

persaient leur seule pitance, des troupeaux de bisons déjà décimés. Il fallut toute la diplomatie du père francophone Albert Lacombe pour dissuader le chef Crowfoot de livrer bataille. De traité en traité, le chemin de fer obtint droit de passage, mais, entre-temps, les caisses de Canadian Pacific s'étaient complètement vidées.

Mac Donald, usant de tout son poids politique, réussit à convaincre le Parlement de verser de nouveaux subsides à la compagnie en difficulté. Le chemin de fer put

continuer à s'étirer jusqu'aux montagnes Rocheuses, triple chaîne de sommets aigus culminant à près de 3 000 mètres. A travers les cols à peine découverts, en dépit de la neige et du froid, les arpenteurs-géomètres ne précédaient parfois que de quelques heures les poseurs de rails, eux-mêmes suivis par les équipes du télégraphe.

(Lire la suite page 15.)

(1) Un ouvrier gagnait à l'époque 1,5 dollar par jour.

هنا من الامير

LA TRANSATLANTIQUE LÉGENDAIRE AVEC QUEEN ELIZABETH 2

Montez à bord de Queen Elizabeth 2 à Cherbourg le 1^{er} juillet. Profitez de l'escale normande pour bénéficier :

- du transport gratuit Paris/Cherbourg
- de la présence durant la traversée du Commandant Croisile, premier Commandant de "France" qui vous livrera ses souvenirs.
- d'un accompagnateur parlant français.

Et vivez 5 jours inoubliables avant l'arrivée spectaculaire au cœur de New York.

Pour en savoir plus, retournez ce coupon-réponse ci-dessous :

Cunard, 22, rue Royale - 75008 Paris - Tél. 42.60.36.63

Faites-moi parvenir, sans engagement de ma part, la brochure Cunard.

Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Tél. domicile : _____ Bureau : _____

VOYAGE

Les châteaux de Van Horne le conquérant

(Suite de la page 13.)
Né en Angleterre, dans le Cumberland — un détail à retenir — Price était un autodidacte qui avait beaucoup voyagé en Europe et appréciait tout particulièrement le style français. Après avoir travaillé à Baltimore et à New-York, il fut choisi par Van Horne pour réaliser le Banff Springs Hotel (1888), près de sources d'eau chaude découvertes trois ans auparavant, et la gare Windsor de Montréal (1889-1889). C'est encore Price qu'on retrouve dans l'extraordinaire château Frontenac (1893) à Québec, ainsi que dans l'hôtel de la Place Viger (1898) à Montréal.

Le Banff Springs Hotel qui a brûlé a été presque complètement reconstruit entre 1926 et 1928, alors même qu'il avait déjà été largement modifié à la veille de la première guerre mondiale. De même château Frontenac a-t-il été agrandi d'abord entre 1908 et 1909 puis de nouveau entre 1920 et 1924. L'aspect extérieur de ces œuvres est donc maintenant très différent de ce qu'il était à l'origine. Mais le choix des sites, l'idée « château », la volonté de monumental furent bien ceux de Price. Et de Van Horne bien sûr, qui, après avoir commandé et choisi, ne pouvait s'empêcher d'intervenir, de corriger, de rectifier, d'imaginer. On assure même qu'un jour il fit refaire le tableau d'un peintre et le conseilla.

Les deux hommes et leurs réalisations firent école. Beaucoup d'autres châteaux furent édifiés par la suite dans des styles différents mais toujours avec le même souci du beau et du grand, peut-être aussi avec le secret espoir d'imposer une manière nationale de construire. Toujours est-il que le château devint à ce point architecture canadienne que les sociétés concurrentes du CPR l'adoptèrent et d'abord le Grand Trunk Railway, qui allait être absorbé par Canadian National Railways en 1921. Cette concurrence donna le très beau château Laurier d'Ottawa, le Fort Garry Hotel de Winnipeg, le Macdonald Hotel d'Edmonton.

Après la première guerre mondiale, ce furent les bâtiments officiels qui, à leur tour, subirent l'influence des idées et des goûts de Van Horne et de Price: poste centrale d'Ottawa (1938-1939). Parlemment après sa destruction par le feu en 1916, immeuble de la Confédération à côté du Parlement (1928-1931), Cour suprême de justice (1938-1939). On voit à quel point ceux qui concurent Banff jouèrent un rôle important dans la définition de l'identité culturelle canadienne et contribuèrent — les chemins de fer aidant — à renforcer l'unité du pays. Mais il serait injuste de parler de la seule influence de Price et de Van Horne. D'autres construc-

tions ont marqué l'architecture canadienne et ont pour ainsi dire parachové leur œuvre.

Van Horne disait en plaisantant que, comme il était impossible d'exporter la beauté des paysages canadiens, il fallait importer les touristes. C'est probablement cette idée très terre à terre — on avait beau être bâtisseur d'empire, on n'en était pas moins tenu par les soucis d'argent — qui explique le style chalet suisse accueillant du Banff première manière, celui de la fin du dix-neuvième siècle. Un chalet suisse, qui, très loin des premiers *dining stations* de Van Horne, avait en la dimension d'une vaste gentilhommière Tudor.

Gothique contre classique

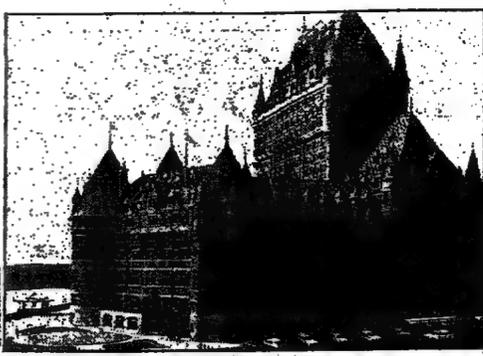
Ce sont W.S. Painter puis J.W. Orrock, un ingénieur du CPR, qui, en 1912-1913 d'abord, puis à la veille de la grande dépression mondiale, ont donné à Banff l'aspect que les visiteurs des Jeux de Calgary ont découvert: un véritable château écossais, imposant et à la limite de la sévérité. C'est également Painter, qui, après F.M. Rattenbury (1904-1908) et avant les toutes finales de J.W. Orrock, construisit pour la grande société des chemins de fer, l'imposant Empress Hotel de Victoria en Colombie britannique,

face à Vancouver. Avec l'Empress, l'architecture des châteaux atteint sa maturité (1), intégrant à peu près parfaitement les styles gothique, Tudor et Second Empire. C'est toujours Painter qui œuvre en 1908-1909 pour agrandir le château Frontenac conçu à l'origine par Price comme un château français du quatorzième-quinzième siècle. Painter lui donna son allé du mont Carmel avant qu'Edward et W.S. Maxwell n'y ajoutent entre 1920 et 1924 les touches finales: l'aile de Saint-Louis, l'aile de service et l'immense tour de dix-sept étages.

Avec le château Lake Louise reconstruit en 1924 dans un style italien assez rare au Canada (grands toits plats, façades lisses) on est très loin aussi des premières idées de Van Horne et de Price. Comme on en est très loin avec le Château Laurier (Ottawa) réalisé par Ross et Mac Farlane de 1908 à 1912, agrandi par Archibald et Schofield entre 1927 et 1929: une belle construction qui traduit la même maturité que l'Empress de Victoria même si elle opte plus nettement pour le gothique.

Voilà donc l'explication des mystérieux châteaux canadiens perdus dans les Rocheuses, au bord de lacs émeraude. Et comme l'actualité rattrape l'histoire, cet article est publié au moment même où — privatisation aidant —

هكذا من الإجمال



Château Frontenac à Québec.

Canadian Pacific achète à l'Etat l'ensemble des châteaux-hôtels du secteur public, ceux de Canadian National: château Laurier mais aussi l'énorme hôtel Vancouver qui date des années 30, le Macdonald Hôtel d'Edmonton, le Reine Elizabeth de Montréal.

L'œuvre de Van Horne prend à travers cette décision de politique ordinaire toute une valeur symbolique. C'est à l'endroit où le général américain Richard Montgomery fut tué à la fin de décembre 1775 en pleine tempête de neige devant Québec, et où ses troupes durent renoncer à prendre la ville aux Anglais — perdant du même coup tout espoir de conquérir le Canada — que fut bâti le château Frontenac (2). C'est aussi le moment (1776) de la naissance de treize Etats-Unis d'Amérique, une naissance arrachée à l'Angleterre. L'architecture canadienne traduit tout cela, à travers la recherche d'un style qui se fixe rapidement: influence française (le château de Jaligay dans l'Allier qu'aimait

tant Price), influence anglaise et finalement européenne. C'est peu à peu mais de plus en plus nettement le choix du gothique contre le classique washingtonien, celui de l'architecture sombre et massive contre l'architecture blanche et légère. Il fallait creuser la différence...

Ceux qui avec le chemin de fer perchaient d'est en ouest le grand continent récupèrent maintenant avec la presque totalité des châteaux-hôtels canadiens comme le symbole d'une unité nationale qu'ils contribuèrent tant à réaliser.

ALAIN VERNHOLE

(1) On lira sur le sujet l'étude de Harold D. Kalman, *The Railway Hotels and the Development of the Chateau Style in Canada*, (University of Victoria Press) 111 pp., \$12.95. *The Selling of Canada*, de L.I. Hart (Aldine Publishing Ltd à Banff).

(2) C'est aussi la prise de Québec par les Anglais le 13 septembre 1759 qui scella le sort de la France en Amérique du Nord. Le traité de Paris suivra en 1763.

Où y a-t-il?..

5000 VARIETES D'ORCHIDÉES

Jersey

UNE FERME AUX PAPILLONS

Jersey

UNE RESERVE ZOOLOGIQUE

Jersey

2000 HEURES DE SOLEIL/AN

Jersey

DES PLAGES DES PETITS PORTS

Jersey
LA BELLE ANGLO-NORMANDE!

Four en savoir beaucoup beaucoup plus sur notre ILE FLEUR, et pour recevoir une documentation en couleur, avec le programme de retour en crociera à l'île de Jersey, 18, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. (1) 47 42 55 86. Ouvert du lundi au vendredi de 10h à 17h30. Jersey Code: 36 16 • JERSEY.

NON PAYER DE RIEN!
ADRESSE: _____
CODE POSTAL: _____

Carnet de route

En plus de ses « châteaux », Canadian Pacific possède à Montebello (à 130 kilomètres) et Ottawa (à 70 kilomètres) un hôtel qui ne ressemble à aucun autre parce qu'entièrement construit en bois.

L'aspect extérieur — de large rampe horizontalement — évoque d'abord la rusticité des forts de la police montée, comme il en existait au dix-neuvième siècle. En fait le château Montebello, qui a accueilli à plusieurs reprises des chefs d'Etat et de gouvernement, a été construit en 1930 pour les besoins sportifs de riches aristocrates, adossés sur le confort.

Situé à l'entrée de la réserve de la petite Nation (270 kilomètres carrés, 70 lacs), on peut y pêcher et y chasser, mais aussi camper dans sept chalets complètement équipés et isolés au bord de lacs ou de petites rivières. L'arrivée à l'hôtel peut se faire en bateau, Montebello étant situé sur la rivière des Outaouais, qui passe à Ottawa.

Les tarifs jusqu'en mai varient entre 125 et 150 dollars canadiens par jour pour une personne, 190 et 210 dollars pour deux personnes (570 F à 1 000 F).

A deux cents mètres de Montebello, le Manoir Papineau, classé monument historique, est une élégante demeure qui évoque Montebello et Mount Vernon, résidences campagnardes des premiers présidents des Etats-Unis.

Alors que les voyages de groupes en se développant ont un peu trop tendance à gêner le service, le château Montebello (210 chambres) a gardé une qualité d'accueil irréprochable. En contrepartie de quoi, la direction demande une certaine discipline vestimentaire.

(Renseignements: 19-1-819) 423-6341.

Pour les hôtels de style « château », il faut compter au moins 90 dollars canadiens par jour pour une chambre simple (400 F) au Banff Springs Hôtel, 100 dollars pour deux personnes (450 F); 70 à 90 dollars à Lake Louise (320 à 350 F); 85 à un peu plus de 100 dollars au château Frontenac (400 à 500 F); 125 et 165 dollars au château Laurier (600 à 750 F).

J'AVAIS QU'À DIRE UN MOT ET LE CAR, M'ATTENDAIT!

POUR VOYAGER, IL FAUT DE LA MÉTHODE!

ASSIMIL
Le don des langues

ASSIMIL B.P. 25 - 94431 CHENNEVIERES-sur-M. Cedex - Tél. : 45768859

CHEZ VOUS - PAR VOUS-MÊME - 23 LANGUES SUR LE BOUT DES DOIGTS.

POUR LES BLASES DES COCOTIERS: LE RHIN AVEC KD!

Il y a encore des choses à découvrir dans la vie!

Pour apprécier le charme et la majesté des sites, pour vous détacher sans parti aux antipodes, pour vous détendre dans une atmosphère privilégiée, embarquez-vous sur le KD!

Dès aujourd'hui, mettez le cap sur votre agence de voyage.

Pour recevoir gratuitement notre brochure 1988, merci de nous adresser votre carte de visite en précisant le nom du journal et la date de parution: CROISIERE-KD 8, rue du Fbg Saint-Honoré 75008 PARIS - Tél. : (1) 47 42 52 27

MONTAGNES & DÉSERTS

VOYAGES A PIED EXPEDITIONS NOMADE AVENTURE

Canada, la compagnie propose des tarifs « visits-Amériques du Nord » dont les prix varient en fonction du nombre d'escalades correspondant à des coupons (4, 6, 8, 10, 12). Un voyageur désireux de découvrir Chateau Frontenac (Québec), Château Laurier et Château Montebello (Ottawa), le Banff Springs hôtel et Lake Louise (s'entend à Calgary et prendre la route), l'Empress de Victoria et Vancouver prendra un tarif de quatre coupons. Prix: 537 dollars avec réservation (2 600 F environ), 429 dollars sans réservation (1 950 F).

Pour d'autres renseignements, s'adresser à l'Office canadien du tourisme, 35, avenue Montaigne à Paris (8^e). Tél. : 47-23-01-01, poste 361 et 362.

On peut aussi se renseigner auprès de Tourisme-Québec, 11 bis, rue de Presbourg, Paris (9^e). Tél. : 45-00-95-55. A Montréal, le bureau d'accueil pour la province de Québec est installé 2, place Ville-Marie, à Montréal.

Air Canada propose des vols Paris-Montreal-Paris à des prix variant selon la saison entre 3 650 F et 3 850 F. Une fois au

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

ITALIE
45 km DE ROME
VILLA à louer
40 km de la mer, sur colline, 4 ch., 2 s. de bain, cuisine, salon, jardin.
Juillet/août: 10 000 F
Tél. (4) 80-04-30, 7 h-8 h 30/20 h-23 h

GRÈCE
Vous recherchez de vraies vacances. Découvrez les îles Ioniennes: une nature préservée, des gens hospitaliers. Villas et appartements sélectionnés à louer.
Tél. 43-25-28-38.

L'AMÉRIQUE c'est uniclam

VOLS à partir de:

PEROU	5680 F
BRESIL	5780 F
ARGENTINE	6720 F
MEXIQUE	4700 F
EQUATEUR	5995 F

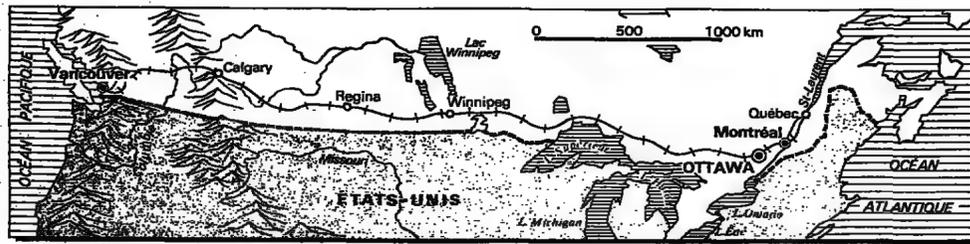
Uniclam voyages

63, rue Monsieur le Prince
75006 PARIS. Tél. 43.29.12.36
11, rue du Quatre-Septembre
75002 PARIS. Tél. 15.07.01

uniclam voyages

63, rue Monsieur le Prince
75006 PARIS. Tél. 43.29.12.36
11, rue du Quatre-Septembre
75002 PARIS. Tél. 15.07.01

Une nation sur les rails



(Suite de la page 13.)

Le temps pressait. L'argent de nouveau commençait à manquer. A la construction d'un tunnel qui



avanches engouffraient des camps entiers de travailleurs, avec parmi eux des milliers de Chinois de Canton et de Hong-Kong que Canadian Pacific avait fait venir par bateau pour combler le manque de bras. Au printemps 1885 toutefois, la compagnie était au bord de la faillite.

Dix jours pour mater les insurgés

A l'ouest et à l'est, les ouvriers, que la compagnie ne pouvait plus payer, déclenchèrent des mouvements de grève. C'est alors qu'éclata dans les prairies la seconde révolte des Métis, à qui le gouvernement canadien disputait la propriété des terres qu'ils occupaient.

Alors qu'en 1870 les troupes d'Ottawa avaient mis quatre-

vingt-dix jours pour atteindre le Manitoba, il ne leur fallut — grâce au chemin de fer partiellement achevé — que dix jours pour mater les insurgés conduits par Louis Riel. Toutes les objections sur le coût exorbitant des travaux dans les Rocheuses étaient levées et le Parlement accepta de financer le reste des travaux. Le 7 novembre 1885, le dernier rail était posé en Colombie-Britannique.

On inaugura en juin 1886 le premier service régulier de voyageurs du Transcanadien. Parti de Montréal, le Pacific Express mit 139 heures pour traverser le continent. Tout au long de ce lien de fer de 4 660 km, Canadian Pacific put enfin envisager d'essimer des colons.

Contrairement aux attentes, la ruée vers l'Ouest canadien ne fut pas immédiate. La société dut

réduire le prix de ses terres et offrir d'avantageuses conditions de paiement pour attirer les agriculteurs immigrants. De plus, les premières récoltes étaient fort décevantes. Canadian Pacific engagea des agronomes, aménagea des fermes-modèles, lança un vaste programme d'irrigation des sols près de Calgary et proposa même des bâtiments agricoles « clés en main » pour décider les plus récalcitrants.

Une bonne longueur d'avance

Ces efforts finirent par porter fruit. A partir de 1896, on se bousculait dans les trains en partance vers Regina, Moose-Jaw, Brandon, Swift-Current, Medicine-Hat, des villes dont les plans avaient été conçus par les architectes de Canadian Pacific.

Parallèlement, la compagnie construisit des hôtels pour inciter les voyageurs à utiliser ses trains et ses navires. Pendant la construction du chemin de fer, la compagnie avait hâtivement bâti dans les Rocheuses des salles communes pour permettre à ses ouvriers de se restaurer. Ces équipements furent ensuite aménagés pour les voyageurs. Ils étaient absolument indispensables. Dans les monts Selkirk et Stephen, par exemple, les pentes à monter ou à dévaler étaient si fortes que mets et boissons se renversaient inévitablement dans les wagons-restaurants, qu'on finit par laisser au pied des montagnes.

Le premier des grands hôtels de Canadian Pacific fut inauguré en 1887 au terminus, à Vancouver. Le second ouvrit l'année suivante à Banff, dans les Rocheuses. Avec lui, l'architecte américain Bruce

Price inaugura le style « château » des « monuments » de la compagnie, dont le plus beau fleuron est le Château Frontenac de Québec, bâti en 1893. L'Empress à Victoria et le Lake Louise vinrent ensuite se planter dans les splendides décors de l'Ouest.

Entre-temps, une autre ligne de chemin de fer construite un peu plus au nord fut tirée de l'Atlantique jusqu'au Pacifique. Les sociétés qui l'exploitèrent à partir de 1910 ayant fait faillite, le gouvernement décida de nationaliser la société Canadian National, tout aussi intéressée par le secteur hôtelier. Mais Canadian Pacific avait déjà dans tous les domaines une bonne longueur d'avance...

MARTINE JACOT.

Formidable bâtisseur, indomptable entrepreneur, William Van Horne, président de la Canadian Pacific Railway à partir de 1888.

avait pris un an. Van Horne préféra une pente de 2,5 à 4,5 degrés sur 13 kilomètres à l'ouest de Banff, au col du Pas-de-Cheval-qui-tue (Kicking-Horse-Pass). Des dizaines de chemins y sont morts avant le percement de deux tunnels en 1881, après plus de 100 jours de travaux et 1909 seulement.

Le chemin de fer s'attaqua ensuite à l'impressionnant chaînon Selkirk. Sur ses flancs, des

Repères

● **Trajet Montréal-Vancouver.**
Départ tous les jours à 8 h 45 de la gare Windsor de Montréal; arrivée à Vancouver vers 11 heures trois jours plus tard. Tarifs: 632 dollars canadiens aller-retour sans couchette, 756 dollars avec couchette lit du haut et 832 dollars avec couchette lit du bas. Réduction de 40 % si les billets sont achetés au moins sept jours à l'avance, sauf durant les périodes silencieuses du 17 décembre au 5 février et du 15 mai au 7 septembre.

● **Renseignements.**
— Via Rail Canada, CP 8116, 1801, avenue McGill, bureau 1300, Montréal Québec H3C 3N3. Tél.: (514) 871-1331.

● **Bibliographie.**
— Le Chemin de fer canadien: le grand défi, de Pierre Berton, traduit par Pierre Bourgauf, deux tomes.
— Le Canada par rail, de Bill Coo, Editions France-Amérique, Montréal, 1982.
— Le Canadian Pacific, de J. Lorne McDougall, Presses de l'Université de Montréal, 1988.

UTA et l'Afrique

Dans le carnet de route relatif au reportage sur l'Afrique occidentale (le Monde daté 28-29 février), il conviendrait d'ajouter UTA parmi les compagnies aériennes desservant le continent noir à partir de la France.

La compagnie UTA vient de publier son guide Afrique 1988-1989, annuaire très complet qui réunit, sur 410 pages, pour vingt-six pays des informations précises: histoire, géographie, économie, climat, liaisons aériennes et terrestres, équipement hôtelier, restaurants. Ce guide est vendu 50 F dans les agences UTA (3, boulevard Malesherbes, 75008-Paris) ou 77 F par correspondance (UTA Editions touristiques, 50, rue Arago, 92806-Puteaux).

Les neuf "plus" de Carrefour de la Chine

Neuf façons de voyager en Chine, économiques ou luxueuses, originales ou classiques, branchées ou confortables, que vous propose Carrefour de la Chine. Neuf façons parmi trente trois, que vous découvrirez dans la brochure "Connaître et aimer la Chine en 88". Pour la recevoir, venez à Carrefour de la Chine, téléphones, ou tapez sur votre Minitel 36 15 puis CDV. La brochure c'est le dixième "plus" de Carrefour de la Chine.

la plus confortable

Aux Fil du long Fleuve, paysages et civilisations avec une qualité d'hébergement supérieure. 23 jours : 22 200°.

la plus économique

La plus économique, c'est la Chine en voyage libre, aller-retour Paris-Pékin 5 600°. Sur place, vives à la chinoise !

la plus impériale

La Chine des empereurs, prestige, en petits groupes de 10 personnes. 23 jours : 31 400°.

la plus haute (altitude)

Une lente pénétration par les routes des caravanes pour le pays des neiges. 25 jours : 27 800°.

la plus classique

La Chine des dix plus beaux sites, choisis par les chinois eux-mêmes. 24 jours : 31 900°.

la plus romantique

Sur les traces de Victor Segalen. Accompagné par Y. Segalen (son fils), un voyage unique. 26 jours : 23 500°.

la plus poétique

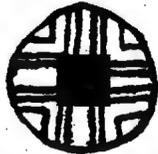
C'est la Chine des montagnes sacrées des peintres et des poètes. 24 jours : 19 900°.

la plus branchée

Trekking dans le royaume de Dali et le long de la rivière Li. 24 jours : 17 900°.

la plus proche

Samedi de la Chine - grand forum, le 12 mars prochain: "une journée en Chine à Paris". Conférences-Films 1 jour : 100°.



Carrefour de la Chine,
45 rue Sainte Anne, 75001 Paris,
tél. : 42 61 60 26 et 42 60 32 90,
minitel : 36 15 CDV.
Connaître et aimer la Chine.

BON À DÉCOUPER :

A retourner à Carrefour de la Chine, 45, rue Sainte Anne, 75001 Paris.

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, la brochure "CONNAÎTRE ET AIMER LA CHINE", voyages 1988.

Je désire participer au "Samedi de la Chine" du 12 mars 1988. (Ci-joint un chèque de 100 francs pour les frais de participation aux conférences). Réduction de 50% pour les voyageurs de Carrefour de la Chine.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

مكتبة من الامم

هنا من الإمبراطور

DECOUVERTE

Gaudi dans le ciel de Barcelone

MON client n'est pas pressé. On prête à Gaudi cette réplique imparable qui pourrait être servie à ceux qui se demandent aujourd'hui l'œuvre grandiose, dont la première pierre fut posée il y a plus de cent ans, finira par être un jour autre chose qu'un sanctuaire de plein vent.

Chantier fou, chantier sans fin, la Sagrada Família a accompagné, exalté le travail de toute une vie. C'est en 1883, au moment où il construit pour un fabricant de tuiles la casa Vicens, palais mauresque chamarré, que le jeune architecte Antoni Gaudí i Cornet, trente et un ans, est appelé à remplacer son confrère Villar. L'association spirituelle des Dévots de Saint-Joseph, toujours propriétaire des lieux et qui continue les travaux avec des dons privés, a acheté un terrain dans un faubourg pauvre de Barcelone. Le plan de Villar est conventionnel : la crypte est déjà terminée. Gaudí reprend le tout et lance dans l'entreprise sa vitalité créative, ses obsessions esthétiques, son spiritualisme intense nourri de l'observation passionnée de la nature.

Quand il meurt, renversé par un trolleybus, en 1926, Gaudí a quitté la chambre monacale de la petite maison du parc Güell et habite dans la Sagrada, sur le chantier. Barbe blanche, crâne rasé et des yeux bleus illuminés, il est le « fada » de Dieu. Il aura mené de front l'ouvrage insensé qui s'édifie par à-coups, au gré des subsides des fidèles et de la disponibilité, de l'architecte et les autres commandes qui illustrent à Barcelone l'originalité de sa recherche : caves-cavernes du

palais Güell, façade comme un lac irisé de la casa Batlló, bouches d'ombre bardées de ferraille de la Pedrera, arabesques de céramique du parc Güell.

Facéties colorées et sombres lanternes éclairaient une personna-

La Sagrada Família n'en finit pas de s'élever au-dessus de Barcelone. A voir et à revoir pour s'interroger sur les ambitions d'un architecte qui n'en demandait peut-être pas tant...

lité qui explore les anfractuosités de l'âme catalane. On laissera aux analystes et aux historiens le soin de faire le partage entre la foi catholique exacerbée de l'architecte et le mysticisme que Gaudí aurait choisi pour exprimer une adoration plus vaste de l'univers.

Si Dieu est le but, le diable en tout cas est présent partout, sous la forme de dragons, à la grille de la casa Güell, sur le toit de la casa Batlló. Il s'est même glissé parmi les images pieuses de la Sagrada, offrant une bombe tentatrice à un anarchiste, seule allusion aux soucis du siècle dans cette grande bible de pierre dressée pour l'édification spirituelle du peuple.

Ici, à la Sagrada, pourtant, la première lecture est facile tant la sculpture est bavarde. Façade de la Nativité à l'est, construite du vivant de Gaudí, et ses trois portails à thème : grotte de Bethléem, fuite en Egypte et Jésus dans l'atelier du charpentier son père, ce Joseph qu'on voulait célébrer plus particulièrement. Façade de la Passion à l'ouest, où les travaux ont repris à bon rythme dans les années 60.

C'est un chantier qu'il faut découvrir en visitant d'abord la crypte-musée où sont présentés les esquisses, maquettes, photos anciennes et documents divers qui racontent l'aventure. En fait, la plupart des archives authentiques ont, semble-t-il, été détruites au moment de la guerre civile. Le chantier, très actif après 1926 sous la conduite des associés de Gaudí, a connu une pause jusqu'à la « réhabilitation » internationale qui a coïncidé avec le centenaire de la naissance de l'architecte, en 1952.

Les poétismes étaient et sont toujours vivants entre les idolâtres, les inconditionnels et ceux qui veulent privilégier dans le travail de Gaudí la stricte science du constructeur ; l'invention, dans la filiation de Viollet-le-Duc, de structures audacieuses pour l'époque que masque aux yeux du profane un style décoratif plus exubérant encore que l'art nouveau qui fleurit au même moment à Paris, à Vienne ou à Bruxelles. Mais les Catalans appellent leur art nouveau « modernisme », et on peut voir, au pied de la Sagrada, une école de briques (1909), couverte d'une toiture en vagues, très pure illustration de l'esprit moderne que Le Corbusier, lors d'un bref passage, en 1928, salua chez le solitaire de Barcelone. Derrière le décor 1900, l'esprit des bâtisseurs du XIX^e siècle.

Les deux préoccupations - bâtir et signifier - vont de pair dans l'œuvre de Gaudí. Et il met autant d'acharnement à faire grimper les tours du temple à 100 mètres de hauteur (une flèche culminant à 150 mètres était prévue en centre de l'édifice), en y enfermant des escaliers hélicoïdaux au dessin remarquable, qu'à chercher l'axon véritable, humble et un peu fatigué, dont il pourra prendre un mouillage pour illustrer la fuite en Egypte.

Des groupes humains poseront devant des jeux de miroirs pour



que l'artiste puisse vérifier la vision sous tous les angles ; des animaux, des végétaux de toutes sortes seront enrobés de plâtre pour être transcrits de la façon la plus réaliste possible sur le grand œuvre (un cyprès et un pélican, par exemple). Mais cette arche de Noé pétrifiée, ce livre de la vie avec des colonnes inclinées (les sept péchés à la base, les vertus au sommet), est tenu, soutenu,

appuyé sur un appareillage où l'absolue géométrie et la rigueur imposent leur ligne. Alors, même si Gaudí avait prévu de couvrir de sculptures et de motifs les façades intérieures, on espère que ces magistrales leçons d'architecture ne seront pas cachées, effacées.

Continuer le chantier en divergeant à propos des intentions du créateur ; tout arrêter et admirer en l'état l'œuvre inachevée. Dans

une étude où il analyse le travail de Gaudí, David Mower (Oresko Books, 1977) répondait déjà à ceux qui se demandent s'il faut ou non achever le travail par ces mots de John Ruskin dans *Les Sept Lampes de l'Architecture* (1849) : « Ce n'est pas l'église que nous voulons, mais le sacrifice ; ce n'est pas le don, mais la donation. »

MICHELLE CHAMPENOIS.

VACANCES D'ÉTÉ

Pour vos vacances d'été, FRANTOUR VOYAGES met à votre disposition deux brochures :

SÉJOUR D'UNE SEMAINE

En Grèce au nouvel hôtel-club Frantour Le Verrodera, en Corse à l'hôtel-résidence Frantour Marina-Viva, à l'île de Tenerife, aux Baléares, sur la Costa Brava (Playa de Oro), dans les Alpes (Les Sept-Laux), en Suisse (les Diablerets et Villars-sur-Ollon), dans le Massif central (Chambon-sur-Lignon), dans les Pyrénées (Ordino et Pont-d'Envolina).

ESCAPADE ET CIRCUITS EN EUROPE

WEEK-END DE DEUX A QUATRE JOURS

à Najac, Boulouris, Saint-Aygulf, Maxima 2000, Chamonix, Marina-Viva, Barcelone, Cork, Shannon, Dublin, Lisbonne, Genève, Andorre, Madrid, Rome, Venise, etc.

CIRCUITS

Les gorges du Tarn, Véronne et Venise, Bruxelles, Gand, Bruges, Anvers, le tour d'Autriche, les Grisons, les Dolomites, le lac de Garde, le Tyrol.

Demandez ces brochures dans les agences de voyages agréées FRANTOUR VOYAGES, soit par correspondance : BP 2408 75362 Paris, soit par téléphone : (16) (1) 42-29-90-90.

Grand Concours
"Découvrez l'Europe de 1992."

Le Monde le GUIDE du ROUTARD

AIR FRANCE

dans *Le Monde* à partir du **VENDREDI 11 MARS** (numéro daté samedi 12 mars)

GAGNEZ 40 BILLETS AIR FRANCE
sur 20 destinations européennes et des Guides du routard

CHYPRE

PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ

Plages de sable fin sous un ciel toujours clément - 340 jours de soleil par an. Groupes de fleurs accrochées aux monastères, aux villages, aux colonnes, ou perçant la poussière d'or des mosaïques.

Trésors d'hier et d'aujourd'hui à découvrir dans la chaleur de l'accueil chypriote et le confort de très beaux hôtels dont le prix et la qualité du service vous surprendront agréablement. Venez respirer Chypre, c'est tout près avec les Airbus de Cyprus Airways.

CHYPRE

LES PAYSAGES A 4 HEURES DE PARIS AVEC LES AIRBUS DE CYPRUS AIRWAYS

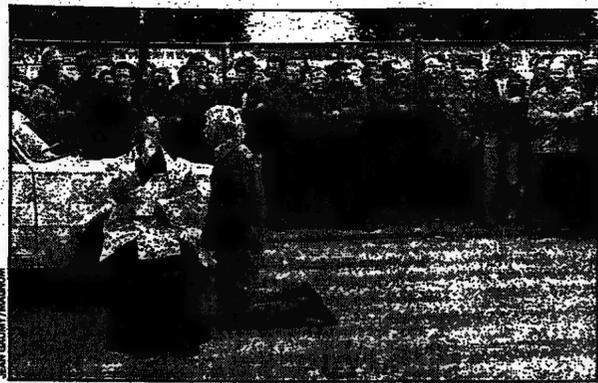
RENSEIGNEMENTS : OFFICE DE TOURISME DE CHYPRE

NON
 ADRESSE

LE CA
 LE MILON

ACCESS
 NEW YORK
 2000 A

4220



Pâques à Gdansk

Plutôt que des touristes, la Pologne attend des amis et les reçoit comme tels. Même si la situation dans le pays ne fait plus la « Une » des journaux, un séjour permet de s'informer directement. C'est un voyage de « solidarité » qui organise, du 1^{er} au 10 avril (Pâques est le 3 avril), l'association Amis-Pologne (97, avenue de Saxe, BP 3148, 69397 Lyon Cedex 03; tél. : (16) 78-80-75-19). Les participants seront logés dans les familles, pourront rencontrer des étudiants, des religieux, des ouvriers et visiter, s'ils le souhaitent, ateliers, porcelaines ou hôpitaux. La participation aux frais (transport, hébergement, repas) est fixée à 2 300 F par personne. Le gouvernement polonais exige que les étrangers changent l'équivalent de 1 000 F pour ce séjour. Le voyage se fait en autocar confortable (vingt-cinq heures de route environ). Départ de Lyon le 1^{er} avril au matin, ou de Metz vers 14 heures pour ceux qui viendraient de Paris. Retour

dans la journée du dimanche 10 avril.

Fondée en avril 1984, l'association prépare la sixième expédition. Les deux autocars, l'un se dirigeant vers Gdansk, l'autre vers Torun, accompagnent un camion de 25 tonnes chargé de biens de première nécessité.

La Russie à Fontevraud

Entre les colloques réservés aux professionnels et les séjours de détente, le Centre culturel de l'Ouest lance une nouvelle formule : accueillir à l'abbaye royale de Fontevraud, le temps d'un week-end, quelques dizaines de participants autour d'une personnalité - artiste, écrivain, créateur - pour approfondir les tendances dominantes de la société contemporaine. Ce que l'organisateur (Multi-tour, 202, rue de Rivoli, 75001 Paris, tél. : 42-60-82-08) appelle un « week-end signé ».

C'est Hélène Carrère d'Encausse, auteur de plusieurs ouvrages sur l'Union

soviétique, qui ouvre le feu : millénaire de la christianisation de la Russie, le rôle des intellectuels dans le pays, et bien sûr le politique mené par Mikhaïl Gorbatchev. Les trois conférences prévues laisseront le temps de visiter l'abbaye elle-même, important ensemble qui abrita un ordre mixte de moines et de religieuses, sous la gouverne d'abbeses dont beaucoup étaient de sang royal. Le château de Langeais et l'habitat troglodytique de la région de Saumur sont aussi au programme. Week-end du 18 au 20 mars : 1 780 F par personne en chambre double, pension complète, transport en car de Paris à Fontevraud.

Fiesta brava à Séville

Pour toucher l'esprit de la fête et de l'événement au plus près, voici un voyage qui n'a pas hésité à héberger ses clients au cœur du propos. « Etablissement de petite catégorie, confort simple. » C'est sans doute la bonne méthode pour savourer cette feria de Séville que d'en mesurer tous les

attraits à partir du barrio de Santa-Cruz, l'un des quartiers les plus vivants de la cité andalouse.

Uncliam voyages (11, rue du Quatre-Septembre, 75 002 Paris. Tél. : 40-15-07-07) propose, du 15 au 21 avril, une plongée profonde dans cette « fiesta brava », moment fort de la vie et de l'âme de la grande ville espagnole. Neuf corridas sont inscrites au programme de ce voyage qui comprend en outre deux excursions, l'une dans une « ganadería », l'autre à Cordoue. Prix : de 5 680 F à 6 620 F, repas non compris.

Côté coursives côté jardin

Tartuffe sera joué sur le bord, le jeudi 28 avril au large de Taormina et Polyucte le dimanche 1^{er} mai après l'escale à Port-Saïd. Pour amateur de tréteaux et de roules, Mermoz repart en croisière du 25 avril au 7 mai avec, dans ses flancs, le personnel et les décors du XII^e Festival de théâtre en mer.

Cette année, le paquebot emportera les passagers de Toulon à Ashod (Israël), en passant par la Sicile, l'Égypte, la Turquie, la Grèce. La direction artistique est confiée à Robert Manuel. Le prix - selon l'emplacement des cabines sur les ponts - varie de 14 710 F à

55 180 F. Ce festival organisé par les Croisières Paquet est en vente dans les agences de voyages.

De logis en châteaux

L'un annonce d'entrée la couleur et s'en fait presque un slogan : « 225 F, c'est la somme à payer pour un dîner, une nuit et un petit déjeuner. 79 F, c'est la somme à payer pour un repas. » C'est une moyenne et ce sont les prix que pratiquent les membres de la Fédération nationale des logis et auberges de France. Leur guide 1988 vient d'être publié avec la liste des 4 095 hôtels et des 583 auberges qui font cette année partie de leur organisation. Vente (45 F) en librairie ou à la Fédération (25, rue Jean-Mermoz, 75008 Paris; tél. : 43-59-86-87).

Moins cher (20 F), mais avec des additions plus salées, voici un autre guide curvé 88, celui des Relais et châteaux. 372 hôtels et restaurants dans 37 pays, tous triés sur le volet, tous confortables, tous avec tables gourmandes et service digne de l'estampille. « L'Art de bien recevoir. The Art of Hospitality » (Relais et châteaux, 10, place de Concorde, 75008 Paris; tél. : 47-42-00-20).



Londres pour quelques livres

Londres pas cher, le temps d'un week-end. VPS Voyages (7, rue Rampon, 75011 Paris; tél. : 43-87-85-72 et agences de voyages) invite à filer à l'anglaise dans des conditions bien définies : trois jours, deux nuits avec petit déjeuner, un forfait aux larges possibilités puisqu'il va de 995 francs par personne en chambre double à 2 680 francs selon la saison, le mode de transport (bateau ou avion) et le confort de l'hôtel (trois ou quatre étoiles, à King Cross ou à Piccadilly). Offre valable jusqu'au 31 octobre prochain.

De la même façon, British Airways (auprès de la compagnie aérienne et dans les agences de voyages) propose, mais à ses seuls passagers, un choix d'hôtels situés dans le cœur de Londres, à des prix sur mesure étudiés et dans toutes les catégories. Ainsi l'hôtel Tavistock, à Russell Square, non loin d'Oxford Street et de Covent Garden : 165 francs la nuit pour une personne en chambre double. Ou, à l'inverse, l'hôtel Howard, un établissement de luxe qui domine la Tamise, tout près des théâtres du West End : 645 francs la nuit pour une personne en chambre double. A partir du 1^{er} avril et jusqu'au 31 octobre, British Airways et VPS proposent, l'un et l'autre, une formule : « L'Angleterre en toute liberté », avec locations de voiture et, chez VPS voyages, le choix des hôtels.

LE CANADA. 0,19F LE KILOMÈTRE/AIR, SERVICES COMPRIS

WARDAIR offre à ses passagers le confort et le sérieux d'une compagnie internationale : fameuse classe Wardair. Nappe blanche, porcelaine, apéritif, vin et digestif à volonté. Les trois vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir de 2.100 F soit 0,19F le kilomètre/air, services compris. Si l'envie vous prend de voyager en

classe affaires dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera que 3.100 F. Avec Wardair, découvrez Toronto, Montréal, Québec, découvrez le Canada, le pays de l'émotion.



WARDAIR HOLIDAYS

*Base Paris/Montréal aller-retour 11.060 km (tarif au 01/02/88).

CIRCUIT ARCHEOLOGIQUE Pour découvrir en 10 jours les merveilleux vestiges de la Tunisie Punique et Romaine

5.400 F
Paris/Paris tout compris

TUNISIE CONTACT

SEJOURS - WEEK-ENDS - VOYAGES SUR MESURE

42 96 02 25

Documentation gratuite

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu
75001 PARIS
Lc. 4881

ACCESS

NEW YORK 2000 F

Destination	AA	AA
LOS ANGELES	1500	3000
SAN FRANCISCO	1500	3000
MIAMI	1450	2850
CHICAGO	1800	3000
DALLAS	1800	3000
WASHINGTON	1400	2800
ORLANDO	1600	3000
MONTREAL	950	1825
CANARY	2185	3765
RIO DE JANEIRO	3440	4820
MEXICO	2885	4360
BANGKOK	3290	4780
SYDNEY	4800	7880
ANTILLES		2800

TÉL: (1) 4013 02 02 ou 42 21 46 94
6, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les Halles

DJERBA EN CONCORDE

4950 F 3 JOURS 3 NUITS
(AVRIL - MAI)
Départ tous les mercredis ou tous les samedis

Séjours en hôtels 4 étoiles en pension complète excursion et spectacle folklorique



LES PLUS FAVORABLES VOYAGES
76, av. de St Mandé 75012 Paris
Tél. 4-07-40-00

Une grande croisière de LA PROCURE

“PEUPLES DE LA MÉDITERRANÉE”
DU 2 AU 13 NOVEMBRE 1988



A BORD DU DANAE DE COSTA CROISIÈRES
LA PROCURE VOYAGES
Paris
4, rue Madame, 75006
Tél. : (1) 45.48.63.30
Nice
10, rue de Suisse, 06000
Tél. : 93.88.65.40

Dans le sillage des croisés et des marchands du Moyen-Age, 12 jours fabuleux à Venise, Dubrovnik, Mystra, Istanbul, Rhodes, Malte, Villefranche. Au cours de cette croisière des historiens, des journalistes et des artistes de renom parleront du passé et du présent de ces peuples : André Miquel, professeur au Collège de France, Jean Favier, directeur des Archives Nationales, Bernard Chevallier, journaliste à TF1.

OUI, je désire recevoir gratuitement votre documentation à l'adresse suivante :

Nom
Prénom
Adresse
Code postal [] [] [] [] Ville

مكتبة من الامم

JEUX

مقالات

échecs

N° 1270
UN SOUCI D'ELEGANCE

(Tournoi de la Ligue allemande, février 1988)
Blancs : LOBRON (Solingen)
Noirs : CIGAK (Heldberg)
Défense sicilienne.

- 1. f4 g5 18. h×g7 T7 (h)
- 2. Cc3 e6 19. h3
- 3. d4 cxd4 20. T×d7 (m)
- 4. Cc3 c6 21. Dd2+ R×g7
- 5. Cc3 d6 (a) 22. Td1 (a) F87 (o)
- 6. g4 (b) Cg4 (c) 23. Dd7+ Rf6
- 7. Ff3 Cxd4 24. Fd4+ e5
- 8. Dxd4 Cc6 25. f×e5+ d×e5 (p)
- 9. Dd2 Ff7 26. Tt1+ Rf6
- 10. 0-0-0 a6 (d) 27. Dd7+ Rf6
- 11. g5 0-0 (e) 28. Td1 (q) E×d4
- 12. b4 Dc7 29. Dd4+ Rg8
- 13. h5 Cc5 (f) 30. D×e7 (r) Rf8
- 14. f4 Cc4 31. T×e2 (s) D×c3 (t)
- 15. F×g4 D×c4 32. Dd2+ Dg8 (u)
- 16. g2 (g) h5 (h) 33. Dd1 abando (v)
- 17. h8 (f) f×g6 (i)

NOTES

a) D'autres possibilités sont 5... a6 et 5... Dc7.
b) Après 6. Fd2, Cf6 on retrouve le cours normal de la « sicilienne ». Le coup de texte, inspiré de l'attaque Keres (1. e4, e5 ; 2. Cf3, f6 ; 3. d4, cxd4 ; 4. Cc3, Cf6 ; 5. Cc3, d6 ; 6. g4), est ici assez curieux puisque l'avance du pion g ne peut

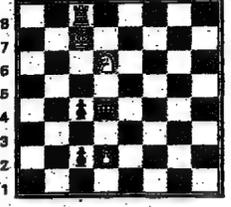
gagner un temps sur le développement du C-R en f6 mais permet de troubler un adversaire moins expérimenté en sortant des sentiers battus.
c) D'où cette sortie du C-R en e7 qui évite l'attaque g4-g5 et vise, après l'échange C×d4, à retrouver un rôle actif en c6.
d) Et non 10... 0-0 ? à cause de 11. Cb5 et les Blancs gagnent le pion d.
e) Peut-être était-il plus sage de maintenir le R noir au centre ou de se développer, en premier lieu, sur l'aile - D, via Fd7 - b5 - Da5 - Tg8 ? Le roque semble dangereux puisque les Blancs peuvent attaquer directement à la basquette sans craindre une contre-offensive ennemie.
f) 13... b5 était préférable à cette manœuvre de C-D qui n'aboutit qu'à une perte de temps.
g) Ouvrant immédiatement les lignes.

A) Si 16... f×g6 ; 17. h×g6, h6 ; 18. f5 suivi du sacrifice du Fd3 en h6.
i) Selon un thème d'attaque classique d'ouverture des lignes sur un roque, les Blancs ont dépassé le stade d'engagement des hostilités et menacent déjà d'un gain rapide.
j) Forcé. Si 17... b4 (les Noirs n'ont plus le temps d'attaquer et vont devoir se défendre, si c'est encore possible) ; 18. g×h7+, R×h7 ; 19. h×g7+ etc.
k) Ou 18... R×g7 ; 19. f5 ou 19. Dd2, Td8 ; 20. Fd4+.
l) 19. Fd4 est également fort mais les Blancs, qui savent que le gain ne peut plus leur échapper, essaient de concilier l'efficacité et l'esthétique.
m) La beauté du sacrifice d'une T.
n) Menace 23. Dh8 mat.
o) Si 22... Tf8 ; 23. Dh7+, Rf6 ; 24. Th6 est suffisant.

p) Si 25... R66 ; 26. D×g6+ ou 26. Dh3+.
q) Souci d'élegance.
r) Dans cette bataille qui fait fuir le R noir d'une aile sur une autre, les Blancs n'ont gagné qu'un pion mais leur position reste équilibrée.
s) Toujours l'esthétique.
t) Ou 31... Dg7 ; 32. Td8+, Fg8 ; 33. Cd5 !
u) Si 32... Ra7 ; 33. Db6+, Rb8 ; 34. Tg8+.
v) La menace 34. Td8 est impénétrable.
Solution de l'étude n° 1269.
V. KOROLKOV, 1954
(Blancs : Rb3, Td3, Pa2 et 66. Noirs : Rg8, Tb2, Pd2.)
1. Td8+, Rg7 ; 2. e7, d2=D+ (si 2... Td8 ; 3. Rb2) ; 3. T×cd1, Rf7 ; 4. Td1, Rg8 ; 5. e4, Tb3+ ; 6. Rg2, Tb2+ ; 7. Rd1, Td8 ; 8. e5, Td5 ; 9. a6, Td6 ; 10. a7, Td6 ; 11. Tg1, R×e7 ; 12. Tg8 !, T×a7 ; 13. Tg7+ et 14. T×a7 et les Blancs gagnent.

ÉTUDE N° 1270

A. GURVITCH (1955)



BLANCS (4) : Rg7, Tg8, Cd6 et Pd2.
NOIRS (3) : R44, Pp4 et g2.
Les Blancs jouent et gagnent.
CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1268

RECHERCHE D'UNE COMMUNICATION

Savoir communiquer est un art qui n'a pas eu de secret pour Alain Sontag dans cette donne d'un Championnat d'Amérique.
♠ ---
♥ ARDV6
♦ AR64
♣ AR105
♠ 1073
♥ 10542
♦ V982
♣ D9
N
O E
S
♠ V98654
♥ 87
♦ D
♣ V432
♠ ARD2
♥ 93
♦ 10753
♣ 876

Après As Roi de Trèfle et les Coeurs, Sontag a renoncé à donner le main à Trèfle, et il a rejoint la 4 de Carreau pour le 5 de Carreau de sa main. Ouest a pris avec le 8 de Carreau, mais il a dû contre-attaquer Pique afin de ne pas rejouer Carreau (car il lui restait le Valet de Carreau second et il aurait livré la levée du 10 de Carreau). Sontag a gagné ainsi son chelem en faisant finalement trois levées à Pique.
La difficulté du coup était de bien deviner la distribution des Carreaux ainsi que celle des Trèfles.
Un coup d'anthologie
Le fameux champion italien Giorgio Belladonna, le numéro un dans le classement international grâce à seize titres mondiaux, s'est retiré des grandes compétitions, mais cela ne l'empêche pas de réussir des coups exceptionnels. Voici celui qu'il a

joué il y a deux ans à Cefali en Sicile.
♠ 104
♥ 8
♦ A1063
♣ R108543
♠ 75
♥ ADV732
♦ 983
♣ 96
N
O E
S
♠ V9863
♥ 96
♦ 72
♣ AV2
♠ AR2
♥ R1054
♦ RDV4
♣ D7
Ann. : O. don. Per. vain.
Ouest Nord Est Sud
X... Marcioli Y... Bellad.
20... passe 2♥ contre
passe 3♠ passe 3SA...
Ouest a entamé le 9 de Carreau, Sud a pris avec le Valet et a joué la Dame de Trèfle (resté maître), puis le 7 de Trèfle pour le 10 et le

Valet d'Est qui a contre-attaqué le 9 de Cœur couvert par le 10. Ouest a fait le Valet de Cœur et a continué Carreau. Comment Belladonna, en Sud, a-t-il gagné TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?
Note sur les enchères :
L'ouverture de « 2 Carreaux » était le « 2 Carreaux multicolore » très en vogue en Angleterre. Le « multi » promet soit un Deux faible dans une majeure, soit un Deux fort dans une mineure ou à Sans Atout (22-23). La réponse négative est « 2 Coeurs » sur laquelle l'ouvreur peut passer si c'est sa couleur.
Le principal avantage de cette convention, critiquée par certains experts français, est de permettre d'annoncer avec précision certains jeux faibles ou très forts que le système naturel ne permettait pas de couvrir.
PHILIPPE BRUGNON.

scrabble

N° 288

JEU INTERDIT

Début du vingt et unième siècle. Dans une société digne des romans Fahrenheit 451 et 1984, les gens du commun sont interdits de lecture, sous peine de mort. La narratrice de la scène est une servante dont la seule fonction est la reproduction de la race.
« Le bureau du commandant est bourré de livres. Des livres et des livres et encore des livres, bien en vue, pas de serrures, pas de calsses. Rien d'étonnant que nous n'ayons pas le droit de venir ici. C'est une oasis de l'interdit. » J'aimerais que vous fussiez une partie de Scrabble avec moi », dit le commandant.
« Je me tiens raide comme un piquet. Je garde un visage immobile. Voilà donc ce que renferme la chambre interdite ! Un Scrabble ! J'ai envie de rire, de hurler de rire, de tomber de ma chaise. C'était jadis un jeu de vieilles dames, de vieux messieurs, pour l'été, ou les maisons de retraite, un recours des moments où il n'y avait rien à voir à la télévision.

« Maintenant, bien sûr, c'est une autre chose. Maintenant, c'est interdit, pour nous. Maintenant, c'est dangereux. Maintenant c'est interdit. C'est comme s'il n'avait offert des stupéfiantes.
Nous faisons deux parties. J'appelle LARYNK, VALENC, COING, ZYGOOTE. Je manipule les jetons luisants, aux bords lisses, je tripite les lettres. Cette sensation est voluptueuse. C'est la liberté, un aperçu de liberté. J'appelle FLASQUE, GORGE.
« Quel luxe ! Les jetons sont comme des bonbons à la menthe, aussi frais qu'elle. Ça s'appelle des bêtises de Cambrai. Je voudrais les mettre dans ma bouche. Ils auraient un goût de citron vert. La lettre C, croquante, légèrement acide sur la langue, délicate.
« C'est comme un rendez-vous galant. C'est comme se frotter dans le dorsoir après l'heure permise. »
(Extrait de la Servante écarlate, de Margaret Atwood, publié chez Robert Laffont.)

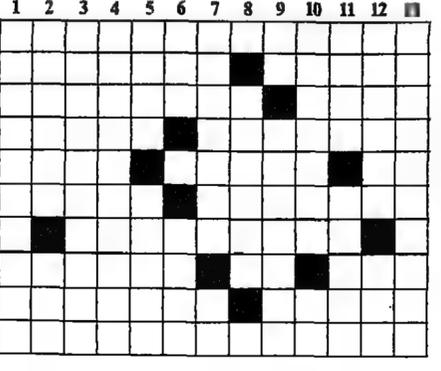
N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉS.	PTS
1	EEGELLE	ORLÉE	H 4	16
2	L-ADERST	TARDES	10 C	19
3	IL-AIENX	MIANG (a)	4 D	20
4	CEJNUU?	LAINIÈRE	3 B	25
5	C-AEERIP	JRUNEU (R)	G 9	39
6	ABIMMVV	(R) EPÉCHAI	15 G	104
7	ABIMMV+E	WU	14 F	31
8	MM+EOBZ?	VIALÉ	B 1	26
9	GHILOST	SOMM (T) EZ	A 6	133
10	HR+ADEST	LIGOT	O 11	56
11	AILOREY	THESARD	7 E	74
12	AAEFPU	AVALOIRS (b)	D 8	76
13	AFF+ENQ?	UKASE	15 A	42
14	FFQ+BNQU	AVENT	1 A	27
15	NQ+COPT	BOUFFE	J 10	28
16	NOPT+DE	COQ	11 I	24
17	DE+ILNSU	DOFENT	8 J	36
18	DN+BSTU	SURIR	E 9	23
19	LNRT+MOY	SUD	L 11	31
20		THYMOL	3 I	48
				942

(a) Dialecte chinlois ; (b) O VIROLAIS, 2 A ; Résultats non communiqués.
Tournois homologués : Aves, le 13 ; Dolé, 04-09-09. Avril, les 2 et 3 ; Lille, 08-20-22-19-92. Le 24 ; Fontenay, 01-31-02-11. Le 30, Libramont (Belgique), 04-06-12-31-91.
MICHEL CHARLEMAGNE.

Montgoin, 24 janvier 1988
Tournoi à la Salle des Sécs : Jeudi à 14 heures, samedi à 20 h 30.
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.
Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à 0 ; les colonnes par un numéro de 1 à 15.
Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.
Le dictionnaire en vigueur est le Petit-Larousse illustré (PLI) de l'année.

mots croisés

N° 498



Horizontalement
1. Fera-t-il mieux que son patron ?
2. On ne doit pas passer par-dessus. A en juger par ceux qui la souhaitent elle devrait être universelle.
3. C'est dit, on les aura. A survécu tant bien que mal à un choc.
4. C'est une pièce comme ça. Stopper les frais.
5. A déplié à Jérusalem. Drole de grain. Remarqué dans le bon sens.
6. Vendit. Parcourut toute la liste.
7. Font des revenus.
8. Usage interne ou externe. Article. Dans le bas-relief.
9. Nymphé. Très à l'aise.
10. S'ils le firent c'est qu'il n'était pas très calé.

Verticalement
1. Quelque chose comme ça.
2. Elle ne déteste pas l'argent. Élément du DK.
3. Fait sa traversée du désert.
4. Elles sont franchement agaçantes.
5. Veut tout voir, serait mieux à sa place plus à gauche.
6. Article. Tourne autour du championnisme mais de bas en haut.
7. Plutôt laborieux. Participe.
8. Donne des ordres ou des conseils.
9. Conjonction. A l'avant des vaisseaux.
10. Ou il est diminué, ou il n'est pas d'accord.
11. Monsieur soviétique. Assez fort en langues, il fit beaucoup d'histoires.
12. Il a dû perdre la tête, après son forfait. Pour le bonheur du palais et la chaleur conviviale.
13. A particulièrement sévi jadis non loin de Rouen.

SOLUTION DU N° 497
Horizontalement
I. Vociférations. - II. Ironise. - III. Ratas. - IV. Egoutés. - V. Vendue. - VI. Os. - VII. Repasse. - VIII. Abaca. - IX. Eiger. - X. Sous-entendus.
Verticalement
1. Virevoltes. - 2. Orages. - 3. Coton. - 4. Inaudibles. - 5. Fictif. - 6. Es. - 7. Ca. - 8. Réve. - 9. Ragot. - 10. Isc. - 11. Loe. - 12. TGV. - 13. Spleen. - 14. Irradi. - 15. Rd. - 16. Oued. - 17. Scau. - 18. Na. - 19. En série. - 20. Suisses.

FRANÇOIS DORLET.

anacroisés

N° 499

Horizontalement
1. ADEFINS. - 2. ACEEHNK (+1).
3. CEHMNOR. - 4. BEEGLOT.
5. AEEHMNRT (+1). - 6. AEPRTX (+1). - 7. EILLNSTU. - 8. EENPRST (+1). - 9. DEEIOS. - 10. EINNOOS. - 11. DEERRSU. - 12. AEGILLOS (+1). - 13. EHNNOOR. - 14. EEDMORST (+2). - 15. AAEPIRE (+1). - 16. CMNORU. - 17. EIRRET. - 18. EEEHRT. - 19. ACDEELST. - 20. ABEMOTT. - 21. AEIMRSTX.

Verticalement
22. DEEGIRPU. - 23. EEMPT. - 24. AEGNNORT. - 25. ABEENRT. - 26. CEHLOST. - 27. EILLNRY. - 28. EGGHNOO. - 29. AINNRSIT. - 30. EELNRT (+1). - 31. ACDEEILM (+2). - 32. BDEIIM. - 33. EGLNOR (+2). - 34. CDEILNOR. - 35. EEEIMRE. - 36. EEPRLUX. - 37. ADEEMNS. - 38. ABEERST (+3). - 39. AEERST (+4). - 40. EEEIPRRV. - 41. AEIMNNS.

SOLUTION DU N° 498
1. FLOTEUR. - 2. SABOTAS. - 3. AUBAINS, résident étranger non natu-

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.
Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inséparables sur la grille.
Comme au scrabble, on peut coupager. Tous les mots figurent dans la première partie de Petit Larousse illustré de l'année (Les mots propres ne sont pas admis).
Isé. - 4. FLEURAGE. - 5. CURARES (ARCURES CURERAS RECURAS SUCRERA). - 6. DUPOLES. - 7. ALESATES (ETALASSE). - 8. GLUCOSE. - 9. RESSAIE. - 10. CLÔTRAL. - 11. SECHUESE. - 12. EVASION (AVOINES). - 13. FIGEON (POIGNE). - 14. AVANÇAS. - 15. PELLADE (LAPIDEE PLAIDEE PLEIAD). - 16. STENOSE. - 17. CANTITES, blancheur des cheveux (ACTINES SCAIENT). - 18. TENTE (ENTITE ETIENT TENTE). - 19. BALNEES (ELANEUSE). - 20. SOMMEILS. - 21. ASEUXE. - 22. FAUCARD, faux. - 23. DEPISTES. - 24. LUNULE. - 25. PETIOTE. - 26. BEBES. - 27. GNE-
TUM, blanc. - 28. ASSISTEE. - 29. TITRASSE (STARIETS TSA-RISTE). - 30. VOLONTE. - 31. CYANOSE. - 32. SECHES. - 33. SELLENITE. - 34. SLOUGHIS, herbe. - 35. NAPALM. - 36. ABROLITE (ETOLERA ETOLERA. - 37. OPALINES. - 38. AUTUNITE, phosphate. - 39. TAYLORISE (ROYALISTE ROYALITES). - 40. CAIEUX balbe. - 41. ARCADES. - 42. SENSEES.

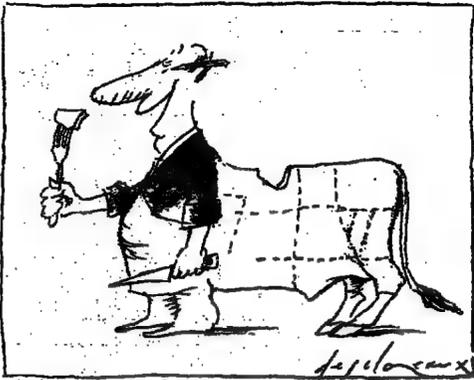
MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

« Anacroisés » n° 498. - Le périodique AMADEUS est MAÎTRE D'ŒUVRE sur deux autres croisés de tirage (J.L. Théod).

LA TABLE

« Le » morceau du boucher

- Qu'est-ce que l'onglet ?**
C'est un morceau de bœuf constitué par deux petits muscles unis par une membrane élastique et solide (piliers du diaphragme), aux fibres longues, que le boucher devra ouvrir en deux, épousser minutieusement et cisailier.
- Quand est-il le meilleur ?**
Il atteint sa tendreté maximale cinq ou six jours après la mort de la bête. Il doit être persillé et provenir d'un bœuf de quatre ans.
- Quelle est la meilleure origine pour la bête ?**
Dans l'ordre, le cher Guy, des Boucheries siverzaises, indique le charolais, le salers et le normand, le normand étant toutefois souvent plus persillé de chair.
- Comment le cuisiner ?**
Grillé ou poêlé, il doit surtout être mangé saignant — sinon il risque de devenir dur — mais non bleu. Le saisir rapidement, puis le cuire plus doucement.
- Comment le manger ?**
L'ouvrir en deux et le saïller dans le sens des fibres. Bien entendu on ne le salera qu'après la cuisson.
- Avec quel accompagnement ?**
Nappé d'une tannée d'échalotes crues finement hachées ou d'échalotes « tombées » quelques secondes dans la poêle de cuisson ou avec une sauce (moutarde, au



(Desclozeaux)

poivre vert, etc.). Une purée de pommes de terre ou, mieux, céleri, lentilles, pois cassés ou, encore mieux, des pommes de terre ou des navets sautés à cru.

7. Moutarde ou pas ?
— A votre goût, bien sûr ! Mais la moutarde de Meaux lui sera bénéfique.

8. Que boire avec l'onglet ?
— Un bordeaux jeune et frais reste son meilleur ami.

Nous étions l'autre jour dans les cuisines de Ritz en compagnie du bon chef Legay à bavarder autour de ce morceau que longtemps les bouchers gardèrent pour eux (comme des plus savoureux). Je racontais qu'un restaurateur du neuvième arrondissement avait quelque humeur de s'être vu qualifié, dans un guide, de « restaurant de quartier », avec pour plat de référence

l'onglet à l'échalote. Dans l'esprit de l'animateur dudit guide, dans celui du restaurateur, dans celui des clients peut-être, l'onglet ne serait-il pas un mets de qualité ?

Vous vous en régalez peut-être au Santenay (75, avenue Niel, Paris-17^e), où Francis Vallot le propose à l'échalote et au vinaigre de framboise. Ou au Petit Duc (34, rue de Penthièvre, Paris-8^e), où il est poêlé avec une fondue d'échalotes. Au Petit Tonneau (20, rue Surcouf, Paris-7^e), où une Dame d'Arc, Ginette Boyer, le mitonne au roquefort. Au Récamier, le sympathique restaurant des belles-lettres (4, rue Récamier, Paris-6^e), où il est accompagné de petites purées. Et en banlieue, à la Boutarde (4, rue Boutard à Neuilly), l'onglet est à la moutarde de Meaux, tandis qu'au Dagobert (76, rue Martre à Clichy) on vous le proposera aux lardons et à la moelle.

J'ai compilé plus de trois cents cartes sans trouver d'autres propositions. Serait-ce les clients qui en font fi ? Ou les restaurateurs qui n'osent pas en proposer ? Ou les bouchers qui les gardent pour leur consommation personnelle (car il n'y a qu'un onglet par bœuf, ne foubions pas...)

LA REYNIÈRE.

Victoria-Lauberhorn Wengen Oberland

Au centre de Wengen, hôtel de famille de 1^{er} cat. totalement rénové. Séjour agréable garanti, grand confort assuré, restaurant, bar et café accueillants. Chambres avec bain/w.c., téléphone, radio, demi-pension, menus au choix.

84.-/116.- selon site, séjour et saison. Buffet riche de petit déjeuner, div. buffets aux chaudières.

Arrangements de séjours : demi-pension, bain, w.c., sports au chalet, loc. appartement pour 22 personnes m.c. à partir de 727,50 F/7 jours ou bien à partir de 1 324 F pour 14 jours.

Arrangements forfaitaires en été.

Hôtel Victoria-Lauberhorn CH-3823 Wengen. Tél. : 1941/26/86-81-81. Tél. 233 232, fax. 5 + 8 Castelino

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace

68590 THANNENKIRCH
TOURING HOTEL **
Tél. 89-73-10-01
Logis de France - Envois dépliés.

Côte d'Azur

83240 CAVALAIRE
HOTEL-RESTAURANT
LA CALANQUE ***
• Les pieds dans l'eau. Site exceptionnel. Chênes avec TV. Piscine. Tennis. Spéc. poissons. 1/2 pers. à partir de 450 F/jour et par personne.
Tél. 94-64-94-27.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Maison de charme près mer.
Hôtel de charme près mer.
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-82-56 - Téléc. 479-416.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Plage centre-ville. Calme.
Petit parking, grand jardin,
chambre, TV couleur,
Tél. direct, minibar.

HAUTE-SAVOIE

VACANCES TONIQUES
en HOTEL 3 étoiles
2400 F les 7 jours en pension complète, toutes activités incluses : piscine, tennis, randonnées pédestres, équitation, pony-club, mini-golf.

Club junior de 4 à 10 ans.
Renseignements et documentation par fil :
TONUS HOTEL - 74260 LES GETS
Tél. 50-79-75-39/50-79-82-79/50-79-74-35.

Sud-Ouest

EN PÉRIGORD - 24570 LE LARDIN
HOTEL SAUTET ***
Piscine, tennis, grand parc. Pension ou demi-pension 170 F à 285 F.

24550 VILLEFRANCHE-DE-PÉRIGORD
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
***. Piscine. Pratique. Circuits pédestres. Équitation 2 km. Toutes chamb. w.c. + bain.
Demi-pension et pension 170 F à 285 F.
Tél. (16) 53-29-95-94.

Mer

LA BAULE
VACANCES DE PAQUES, L'Océan...
Grand air, soleil, calme, repos.
HOTEL SAINT-CHRISTOPHE
L'HOTEL DE CHARME
(G.M.)
Pension complète 280 F. Tout confort.
Tél. 46-68-27-42

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES ***
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Ambiance intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 02-32-333 VENISE.
Téléc. : 411150 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonia.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
(Hautes-Alpes)
HOTEL LES MÉLÈZES **
Tél. 92-45-83-64. Pension, 1/2 pension
CHALET LA MEDILLE
Tél. 92-45-83-64. Appart. ou studio.
Ski alpin - Ski de fond - Randonnée.

05490 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Plage.
foad. Plus belle comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Chamb. - studio + cuisinette-grill.
Dép. 450 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pensions de 1 617 F à 1 848 F sem.
Demi-pens. de 1 267 F à 1 617 F.

38280 VILLARD-DE-LANS (Vercors)
HOTEL **
Restaurant - LE PRÉ FLEURI -
dans un cadre reposant, ski ou villégiature.
Tél. 76-95-16-96.

Suisse

ZERMATT
PARKHOTEL BEAU SITE
Première classe. Tout confort et piscine.
Prix raisonnables.
Tél. 19-41-28-67-71.
CH-3920 ZERMATT. Téléc. 472116.

Hostellerie Lenoir à Avillers-les-Forges

Juste un rappel pour que vous n'oubliez point cette petite auberge des Ardennes aux chambres charmantes et à la cuisine de qualité (Ginette Delalve, dame d'ARC au piano). Menus de 210 F à 290 F et carte. Gibier en saison. Foie d'ole au miel remarquable. Nolettes d'agneau aux morilles. Beaux desserts et cave parfaite.

HOTELLERIE LENOIR
Grande-Rue
08280 Avillers-les-Forges.
Tél. : 24-54-30-11.
Fermé vendredi.
Salles de douze à trente personnes.
Parking.
AE - DC - CB.

TOURISME

GRÈCE
LOCAT. CABINE VOILLIER ■ ■ ■
1 800 F sem./pers. Pâques 2 sem.
2 800 F. Pour bateau entier 12 000 F.
Tél. (1) 30-41-13-08.

SÉJOURS ENFANTS DANS LE JURA
Alt. 900 m. 3 heures TGV PARIS
PAQUES 1988
Yves et Liliane, 38 ans, accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVIII^e siècle confortablement rénovée, située au milieu des pâturages et des sapins.
Le nombre d'enfants est limité à 10 pour offrir un accueil familial, personnalisé.

Activités proposées :
tennis, ski de fond, jeux collectifs, poney, découverte du milieu rural, des fleurs, fabrication du pain (selon saison... et conditions météorologiques).
Pour tous renseignements,
tél. 81-36-12-51.

SEMAINE GOURMANDE

Le Carré des Feuillants

Sud-ouestisme enfant de 18 ans, tout encore imprégné des bonnes recettes marseillaises, Alain Dutoin ouvre à y a quelques lustres son Trou Gascon (40, rue Taine, Paris-12^e) avec succès. Succès qui l'engage l'autre année (et tout en gardant sous la houlette de M^{me} Dutoin sa petite maison d'hier) à s'installer dans les beaux quartiers. Et dans de nouvelles pièces et un décor un peu froid, moderne mais noble, sur l'emplacement de l'ancien couvent des Feuillants, d'historique mémoire.

Débuts difficiles. Le marbre, comme les pilastres, il le faut essayer. Et puis, disons-le, le côté Sud-Ouest disparaît quelque peu, au bénéfice des portions new-cuisine indéfinies. Voici à présent l'apothéose. Avec son second, Gérard Garrigues, au piano, et son complice J.-L. Lousteau au service d'une cave quasi idéale, le Carré des Feuillants, aujourd'hui, affichant bravement son côté Sud-Ouest, est devenu un très grand restaurant parisien. Passons sur les menus « Idées de saison » (420 F ou 560 F avec la découverte de quatre vins et pour

l'ensemble de la table) pour aborder la carte. Passons-aussi sur le foie gras dont on imagine qu'il est parfait (en terminant avec galettes de maïs grillées, en croustade avec du pigeon, en escalopes au côté confit) pour saluer la casserolette de pitales (c'est la saison) comme à Peyrinhon, les petits crabes farcis à la mangue verte (une trouvaille !), la gauffrette de saumon et sa crème d'oursine, la queue de bœuf en mille-feuille de chou, l'agneau de Pauillac rôti avec ses haricots tarbais, les ours de canard forestiers, etc. Excellents desserts. Vins « curieux » au verre (du Chili, d'Australie ou d'Espagne) et cave grandiose. Comptez 400/450 F avec, aux déjeuners, un menu affiché à 230 F.

CARRÉ DES FEUILLANTS
14, rue de Castiglione
75001 Paris.
Tél. : 42-86-82-82.
Fermé samedi midi et dimanche.
Parking : Vendôme.
AE - CB.

L'Œuf à la neige

Cette toute petite maison comble à petits prix les bons appétits du quartier avec, qui plus est, une

carte originale. Entrées : estade aux deux haricots à l'andouille fumée du val d'Ajol, escargots à l'alsacienne, lapin en gelée de gewurtztraminer, brandade de morue, macarons au risling, jambon des Dolomites (de 30 F à 85 F) ; plats : du jambon au vin jeune au pâté tormalin, du pot-au-feu au beaufort alsacien, du hachis Parmentier à la bavette d'achalote (de 60 F à 90 F). Un menu à 98 F : choix de deux plats, fromage ET dessert avec un quart bordeaux. A la carte de 150 F à 260 F.

L'ŒUF A LA NEIGE
16, rue Salneuve
75017 Paris.
Tél. : 47-63-45-43.
Fermé samedi midi et dimanche.
AE - DC - CB.

Lajarrige Boutique

Secré Gascon ! Non content de régaler son monde en son restaurant du dix-septième arrondissement, le voici ouvrant, sur l'axe Morte-Ficquet : tél. : 47-83-23-85), excellent restaurant dont le raparaperl prochainement. Pour « arroser » ladite andouillette (de Troyes) servie dans une sauce au chablis et garnie de pommes frites, un Château Lalonde-Borie 1982.

J'ai perité des bons cahors, revenant en force grâce à une recherche de qualité longtemps abandonnée. C'est pour cela que nous producteurs, relevant le défi et entraînés par l'un d'eux, Alain-Dominique Penin (par ailleurs PDG de Carter), ont créé les « Seigneurs de cahors ». Les grandes étiquettes : Château de Cabx, Cles Triguédina, Château de Chambert, Domaine de Cuatrecas, Domaine de Loret-Monpezat, Château de Haute-Serre, Château Les Bouysse, Château de Trailles, Prieuré de Cenac, ont signé une charte de stricte discipline en matière de culture, rendement, production et conditionnement. C'est cahors renouveau !

serts et sur chaque table des « grille tout pain » bien pratiques. Plats du jour à emporter, qui mieux est, et vins au verre ou à la bouteille, pas chers, permettant des repas à moins de 150 F. Accueil de Marie-Alice et Philippe.

LA JARRIGE BOUTIQUE
38, avenue de Suffren
75015 Paris.
Tél. : 43-08-49-40.
Ouvert tous les jours.

Hostellerie Lenoir à Avillers-les-Forges

Juste un rappel pour que vous n'oubliez point cette petite auberge des Ardennes aux chambres charmantes et à la cuisine de qualité (Ginette Delalve, dame d'ARC au piano). Menus de 210 F à 290 F et carte. Gibier en saison. Foie d'ole au miel remarquable. Nolettes d'agneau aux morilles. Beaux desserts et cave parfaite.

HOTELLERIE LENOIR
Grande-Rue
08280 Avillers-les-Forges.
Tél. : 24-54-30-11.
Fermé vendredi.
Salles de douze à trente personnes.
Parking.
AE - DC - CB.

MIETTES

- Roquefort et moussaux américains. — On savait qu'avant-guerre les États-Unis avaient créé une ville baptisée Roquefort pour pouvoir commercialiser un fromage ersatz de ce nom. Mais saviez-vous qu'en 1908, dans l'Illinois, ils appellèrent une ville Rheims pour y fabriquer un moussoux qui, dans des bouteilles coquettement habillées à la française, pouvait faire office de champagne ? D'autant qu'ils furent servis, sur place, par une brave cuisinière française nommée... Mme veuve Pommeroy ! C'est François Bonat qui nous l'apprend dans un excellent ouvrage illustré : *Mumm, un champagne dans l'histoire*, publié chez Arthaud.
- Le Bistrot de Vincennes (53, rue de Montreuil, à Vincennes ; tél. : 43-74-89-08) est maintenant ouvert le samedi.
- Air Canada propose désormais sur ses lignes, outre le menu ordinaire, un menu « nutriceuse » dont voici un exemple : morue fraîche aux œufs de lump, filets de sole aux deux parfums, fromage, tartare et fruits frais.
- Ouverts le dimanche. — La liste des bonnes adresses parisiennes ouvertes le dimanche est plus importante qu'on ne le croirait à la lecture hâtive des guides. A noter le banc de fruits de mer et le plat du jour (culotta d'agneau en baron) de Jean-Charles

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS VENTRIER 51200 ÉPÉRNAY. T. 20-58-48-37
Vin vieillit en foudre. Tarif sur demande.
Cuvée 1982 de « Réserve ». Méthode d'égout.
concours sélection mondiale. MONTREUIL 1985.

LES CAVES DE BIRAGUE
14, rue de Birague, 4. Tél. 40-27-90-50.
A deux pas de la place des Vosges, dans de sup. caves du XVII^e s. : sélection de vins fins en prov. directs des propriétés.
Mercredi à dimanche inclus jusqu'à 20 h 30.

VOTRE TABLE PENDANT LE SALON INTERNATIONAL DE LA MACHINE AGRICOLE

• Ambiance musicale à l'Orchestre - P.M.E. : prix moyen du repas - J... H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

PHARAMOND F. dim., lundi midi
24, rue de la Grande-Tranquille, 1^{er} 42-33-86-72

LE MAHARAJAH 43-54-26-07
GRILLE D'OR 86 de la gastro. indienne

COPENHAGUE F. dim.
en 1^{er} étage
FLORA DANICA Tous les jours
sur rez-de-chaussée

EL PICADOR 43-87-28-87
80, bd des Batignolles, 17^e F. lundi, mardi

Déj. dîner aux HALLES dans un cadre 1900 AUTHENTIQUE. Spéc. de TRIPES, POISSONS, GRILLADES au feu de bois. SALONS de 5, 7 et 10 couverts.

DÉJ. ou Dîner en INDE, au 72, bd Saint-Germain, 5^e M^{me} Maubert. CADRE LUXUEUX. 7 j. sur 7. SERVICE NON-STOP de 12 h à 1 h 30, ven., sam., j. 1 h.

142, Champs-Élysées, 8^e, 43-59-20-41, de 12 heures à 22 h 30
SPÉCIALITÉS DANOISES et SCANDINAVES
HORS-D'ŒUVRES DANOIS, MIGNON DE REINE AU VINAIGRE DE PIN
CANARD SALÉ, SAUMON MARINÉ A L'ANETH

Déj., dîner j. 22 h 30. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Pailles. Zarzuela. Gambas. Baccalao. Calemars timé. Environ 180 F Plats à emporter.

POUR LA 1^{re} FOIS AUX CHAMPS-ÉLYSÉES DINERS SPECTACLES DANSANTS ESPAGNOIS A LA PUERTA DEL SOL avec LOS MUCHACHOS

128, rue La Boétie, 8^e - 1. l. j. jusqu'à l'aube - 42-25-67-06

52, RUE LAMARK A MONTMARTRE **A. BEAUVILLIERS** Réservations : 42-54-54-42

5 680
5 780
6 720
4 700
5 995



هفتاد و پنج سال

Le Monde SPORTS

LA PRÉPARATION DES JO D'ÉTÉ

Les cent vingt mille « policiers olympiques » de Séoul

Les XV^e Jeux olympiques d'hiver ont pris fin le dimanche 28 février à Calgary. Au lendemain de cette clôture, M. Juan Antonio Samaranch, le président du Comité international olympique, a pu se féliciter qu'« aucun incident majeur, aucun problème d'ordre politique, dans le domaine de la sécurité des athlètes », ne soit venu perturber ce rendez-vous sportif.

Désormais, les regards se tournent vers Séoul, où, dans moins de deux cents jours, le 17 septembre, devraient s'ouvrir les Jeux d'été avec la participation record d'athlètes venus de cent soixante et un pays. D'ores et déjà, des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises par le gouvernement sud-coréen. Le boycottage de la Corée du Nord, après l'échec des négociations pour une organisation commune des Jeux, laisse planer une menace.

SÉOUL
de notre envoyé spécial

SUR les murs de l'université Yonsei, à Séoul, l'affiche a été rapidement enlevée par les étudiants eux-mêmes. Comme celle apparue quelques jours auparavant à l'université Sungkyunkwan, elle affirmait que la disparition de l'appareil des Korean Airlines au large de la Birmanie, le 28 novembre 1987, n'avait pas pour origine un attentat de la Corée du Nord mais était une opération montée par les autorités sud-coréennes.

Cependant, pour bon nombre d'étudiants radicaux, la responsabilité de Pyongyang dans cette tragédie ne semble guère faire de doute. L'exploitation parfois simpliste de cette affaire par les autorités (il est question de faire un film sur la vie de Kim Hyon-hui — la jeune femme qui a avoué être un agent du Nord et avoir fait exploser l'avion, — dont elle serait elle-même l'attrice...) alimente, certes, les interrogations des sceptiques. Mais ils sont rares à Séoul. Des faits tendent, en effet, à étayer la thèse officielle : les autorités hongroises ont, par exemple,

annoncé récemment que Kim Hyon-hui avait bien séjourné à Budapest avant de gagner Bagdad via Belgrade pour s'embarquer sur l'appareil des KAL qui a disparu. Kim et son complice étaient entrés en Hongrie avec des passeports nord-coréens, ont précisé les autorités hongroises. D'autre part, le chef du département de la sécurité de la police japonaise a déclaré devant la Diète que les faux passeports nippons dont les deux complices étaient en possession au moment de leur arrestation avaient dû être fabriqués en Corée du Nord.

D'une manière générale, quelles que soient l'origine sociale ou les convictions politiques des personnes que l'on interroge, pratiquement toutes semblent convaincues que Kim Hyon-hui a dit la vérité. Et beaucoup pensent que des risques de nouveaux attentats ne sont pas à exclure.

Sans sombrer dans l'alarmisme, les autorités sud-coréennes prennent ce danger très au sérieux. Le 22 février, le service de contre-espionnage sud-coréen a mis en garde contre l'éventualité d'attentats et d'enlèvements par des agents nord-coréens au cours des



Le complexe olympique de Séoul, d'ores et déjà placé sous haute protection. A droite, le grand stade olympique. En bas à gauche, le gymnase Chamshil, qui abritera le basket-ball. En haut à gauche, le gymnase des étudiants, qui accueillera la boxe. En haut à droite, le stade de base-ball (sport de démonstration). Au centre à gauche, le piscine utilisée pour les derniers Jeux estatiques, mais qui sera « remplacée » par une autre, plus moderne, située à proximité.

measures qui viendront. Elles ont pris des mesures qui seront « les plus strictes jamais mises en place pour des Jeux olympiques », affirment les responsables de la sécurité. Un corps de police spécial, le 88 Olympics Security Corps, comptant 120 000 hommes sera mobilisé, et les Etats-Unis auraient l'intention de placer leurs troupes stationnées en Corée (40 000 hommes) en état d'alerte. Des unités de la marine américaine pourraient également patrouiller au large de la péninsule.

De son côté, le Japon a annoncé qu'il renforcerait sa présence navale en mer de Chine et que les contrôles à l'immigration allaient être plus stricts. M. Takeshita, qui s'est rendu à Séoul le 25 février pour les cérémonies d'inauguration du mandat de M. Roh Tae-woo, a évoqué la question de la sécurité des Jeux lors de son entretien avec le nouveau président.

Les installations des JO (centre olympique, stades et village) seront gardées par des unités d'élite et des groupes de commandement spécialement entraînés pour lutter contre le terrorisme. Quatre cents policiers formés aux sports de combat et parlant anglais seront, d'autre part, chargés de protéger les athlètes féminines. Le Parc olympique, enfin, sera équipé des appareils de détection les plus sophistiqués et

de caméras de télévision permettant de surveiller les mouvements des spectateurs.

Malgré ce déploiement, les risques d'attentat ne sont pas totalement écartés. Les autorités sud-coréennes semblent moins craintes des incidents au moment des Jeux (telle l'opération de Septembre noir, en 1972, à Munich au cours de laquelle un groupe de Palestiniens avait tué onze

athlètes israéliens) qu'avant leur ouverture. « La période dangereuse se situe d'ici au début des Jeux », affirme un responsable de la sécurité.

A Séoul, on paraît convaincu que l'attentat contre l'avion des KAL est une opération de la Corée du Nord qui vise à empêcher la tenue des Jeux en démontrant que le Sud est incapable d'assurer leur sécurité. Si l'on suit un tel raisonnement, les princi-

pales cibles sont les voies d'accès à Séoul, les hôtels, voire les moyens de transport intérieurs (métro et train). Des opérations au moment des Jeux seraient plus risquées, souligne notre interlocuteur, dans la mesure où y participeraient les « pays frères », à commencer par la Chine et l'URSS.

La condamnation de la Corée du Nord par l'opinion publique internationale est sans doute un succès diplomatique pour le Sud, mais elle ne constitue pas du tout, estime-t-on à Séoul, une garantie que Pyongyang ait renoncé à son objectif de compromettre les Jeux par des attentats. Logiquement, cette condamnation et l'attitude quelque peu molle des Chinois et des Soviétiques dans cette affaire devraient être des facteurs dissuasifs, admet notre interlocuteur, mais l'isolement de Pyongyang pourrait aussi, poursuit-il, encourager le « jusqu'au-boutisme » des éléments les plus radicaux.

On semble peu convaincu à Séoul que la Chine ou l'URSS puissent, en la matière, avoir une influence modératrice. La xénophobie et le nationalisme exacerbés du Nord, conjugués à l'habileté de basecul entre Pékin et Moscou sur lequel jouent les dirigeants de Pyongyang, leur donne une marge de manœuvre et, partant, des choix aventureux que les autorités sud-coréennes estiment les plus dangereux. Le terrorisme d'État, tel l'attentat de Rangoon, en 1983, qui décima une partie du gouvernement sud-coréen, est toujours à l'ordre du jour à Pyongyang.

PHILIPPE PONS.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Championnats d'Europe en salle. Samedi 5 et dimanche 6 mars à Budapest.

Automobilisme

Rallye du Portugal. Arrivée à samedi 6 mars à Lisbonne.

Cyclisme

Paris-Nice. Du dimanche 6 au vendredi 11 mars.

Football

Championnat de France. Vingt-septième journée, samedi 5 mars.

Rugby

Tournoi des Cinq Nations. Irlande-Pays-de-Galles et Ecosse-Angleterre, samedi 5 mars (Antenne 2, à 15 h 45).

Championnat de France. Onzième journée, dimanche 6 mars.

Ski alpin

Coupe du monde. Descente masculine à Whistler Mountain (E.-U.), samedi 5 mars. Géant masculin et féminin, dimanche.

Sports équestres

CSIW de Paris-Bercy. Jusqu'au dimanche 6 mars (FR 3, à 14 h 40 la 61).

Les bénéficiaires de Calgary

Les XX^e Jeux olympiques d'hiver auraient dégagé un bénéfice de 32 millions de dollars canadiens (environ 144 millions de francs), selon un rapport préliminaire publié mardi 1^{er} mars, à Calgary, par le comité organisateur. Les recettes du budget de fonctionnement des Jeux ont été élevées à 557 millions de dollars, dont 326 millions perçus au titre des droits de télé et de radiodiffusion. Les billets ont rapporté 40 millions de dollars. Les licences et autres permis accordés aux commanditaires ainsi qu'aux fournisseurs officiels ont permis de récolter 89 millions de dollars. Les gouvernements

(fédéral et provincial) avaient versé des subventions de 52 millions de dollars.

Les dépenses de fonctionnement ont représenté 525 millions de dollars, dont 79 millions de dollars seront à partager ultérieurement à parts égales entre l'Association olympique canadienne et l'Association du développement olympique de Calgary (formée dans le but de veiller à la rentabilisation des équipements après les Jeux). Les organisateurs avaient tenu dès le départ à imputer cette somme, considérée comme une contribution au sport amateur, dans les dépenses.

A leurs yeux, elle peut toutefois être considérée comme une sorte de bénéfice à ajouter à l'excédent de 32 millions de dollars des recettes sur les dépenses, qui sera lui aussi réparti entre les deux mêmes associations.

Les frais de construction ou de modification des installations sportives (plus de 400 millions de dollars) ne sont pas inclus dans ce budget de fonctionnement. Ils ont été couverts par les trois paliers de gouvernement (fédéral, provincial et municipal). Selon les organisateurs, il faudra attendre au moins six mois avant de pouvoir dresser le bilan définitif de ces XV^e Jeux d'hiver.

LES ÉMULES DE THIERRY SABINE

Un rallye à huit vitesses

Le Rallye Paris-Alger-Dakar, dont on a célébré cette année le dixième anniversaire, a fait école. Les rallyes raids se sont multipliés en Afrique. « Passeport pulsion », programmé en octobre-novembre 1988, se propose d'aller plus loin dans la mesure. Les concurrents devront utiliser huit moyens de locomotion différents pour parcourir les 9 000 kilomètres qui séparent Kayar (Sénégal) de Nice.

« THIERRY SABINE ? S'il n'avait pas existé il y a dix ans, jamais je n'aurais organisé « Passeport pulsion ». Il a tout débrouillé. Mais attention ! Je ne fais pas partie de la génération du Paris-Dakar. Moi, ça me fait plus rêver. » A vingt-quatre ans, Jacques Monnier a déjà emprunté le même itinéraire que le créateur du Paris-Dakar. Comme ce dernier autrefois, il sort de l'Ecole française des attachés de presse (EFAP). Il veut bien continuer à suivre ses traces. Mais pour aller plus loin et différemment.

Au charisme de son aîné à la barbe d'aventurier, avide de faire partager sa passion de l'Afrique et des déserts, Jacques Monnier oppose déjà son pragmatisme et son air « clean » de jeune cadre dynamique. « J'ai une formation marketing, dit-il. « Passeport pulsion » est un produit qui correspond à un courant de pensée. Notre société a besoin d'exem-

ples, de leaders, d'idoles, bref de héros... »

Du Dakar, il dénonce la « course à l'armement » qui rend l'individu tributaire de sa machine. Lui se chargera de fournir le même matériel à tous les participants. Pour surmonter les neuf épreuves en une qui se succèdent de Kayar à Nice, le « héros » de Jacques Monnier devra avant tout être polyvalent, bien entraîné et sans doute un peu masochiste, mais il devra aussi être lucide et faire preuve d'intelligence de course pour doser ses efforts et ne pas risquer l'élimination à chaque étape.

Pour éviter la monotonie et relancer sans arrêt l'intérêt de la compétition aux yeux du public, l'émule de Thierry Sabine a prévu d'imposer un mode de locomotion différent à chaque étape. Et les derniers dans chaque discipline seront impitoyablement éliminés même s'ils occupent les premières places du classement général.

Ainsi, à Kayar, les cent cinquante concurrents retenus emprunteront des planches à voile pour rallier Saint-Louis, après 150 kilomètres contre les alizés. Là, cent quarante motos les attendront pour rejoindre l'Arba de Ténéré, distant de 3 700 kilomètres. Ils seront alors cent dix à repartir pour 150 kilomètres de marche, qui les mèneront à Fachi (Niger), où ils prendront leur seule journée de repos.

Pour quatre-vingt-dix d'entre eux, la course folle reprendra en quad (véhicule à quatre roues proche de la moto) jusqu'à Soussou (Tunisie) distant de 3 000 kilomètres. De Soussou, les soixante rescapés gagneront la Sicile à Agrigente après 320 kilomètres de traversée en hobby cat (petit catamaran). Cinquante d'entre eux traverseront l'île à vélo sur 320 kilomètres, mais quarante-cinq seulement auront ensuite le droit de se jeter à l'eau pour la traversée à la nage du détroit de Messine (5 kilomètres). Quarante vélos les attendront à Reggio pour leur permettre de rallier Menton, après 1 300 kilomètres. Pour les trente meilleurs, ce sera alors le grand final, avec un marathon pédestre de quarante-deux kilomètres entre San-Remo et Nice.

125 000 francs pour s'inscrire

Les prix seront à la hauteur des efforts consentis. Le vainqueur gagnera 500 000 F, soit un peu moins que les finalistes de Roland-Garros mais douze fois plus que l'équipage qui triomphe dans le Paris-Dakar.

Jacques Monnier se défend toutefois de vouloir renouer avec l'esprit de ces marathons de la danse nés pendant la grande crise économique de 1929 aux Etats-Unis. « C'est vrai que cette course repose sur une certaine dramati-

que événementielle, dit-il. Elle doit être difficile mais dans la limite de l'endurance et des possibilités humaines. A aucun moment nous ne lâcherons les lions. » Sur la plupart des tronçons, des arrêts obligatoires de quatre à cinq heures seront imposés à tous les concurrents pour récupérer. L'assistance médicale sera assurée par une douzaine de médecins.

Pour les candidats au « Passeport pulsion », le premier obstacle consistera à réunir les 125 000 F de droits d'inscription. « C'est deux fois plus que pour le Paris-Dakar, reconnaît Jacques Monnier, mais, pour ce prix-là, je fournis tout le matériel. » Pour leur permettre de démarcher des commanditaires, le règlement prévoit de leur réserver des emplacements publicitaires sur la poitrine, le dos, les avant-bras, et sur tous les moyens de locomotion utilisés.

Le premier inscrit pour le « Passeport pulsion » est... Jacques Monnier. « Je ne suis pas un Rambo, dit-il. Je suis normalement constitué et je vais la faire pour prouver que c'est faisable, à condition d'être bien préparé. »

Il se promet d'effectuer le parcours une première fois, du 18 mars au 7 avril, dans les conditions de course.

GÉRARD ALBOUY.

* Pulsion organisation - 12, rue Chabanne, 75002 Paris. Tél. : 42-96-62-61.

Votre 405 Diesel en livraison immédiate c'est possible chez NEUBAUER



Plus vite, moins cher!

NEUBAUER PEUGEOT

*sous réserve de la motorisation et des options choisies

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

ARTS

A la Tate Gallery de Londres

Cubismes

Une étonnante collection de dessins d'une part, la redécouverte du peintre britannique David Bomberg de l'autre : l'histoire du cubisme s'écrit aussi à Londres.

Vers 1924, à Londres, un enfant de treize ans aurait été présenté à l'entracte d'un concert à la brillante M^{me} Courtauld, épouse du collectionneur Samuel Courtauld, fondateur de l'Institut du même nom. Elle aurait alors invité le jeune garçon à venir voir leurs Manet, Degas, Seurat et autres Cézanne. Celui-ci aurait eu la révélation de sa vocation : il serait à son tour un grand amateur. Légende ? Il se peut. Mais Douglas Cooper expose le cabinet des dessins - n'en demeure pas moins l'exemple du « fon-de-peinture » le plus accompli que l'on puisse rêver.

Il serait à peine excessif d'affirmer que sa collection fut son unique ambition. Comme il repart un héritage substantiel, il se mit à acheter ce qu'il aimait, et qui n'était pas encore inaccessible vers 1936 : des Braque, des Picasso, des Gris et des Léger. Peintures, collages et dessins, il ne négligea aucun procédé, et se fit une sorte de spécialité de l'œuvre réputée « difficile », de celle qui n'appartient pas à une manière reconnaissable, mais en mélange plusieurs. Les pièces de ce genre, qui rebutent d'ordinaire l'amateur, enchantent les historiens. Douglas Cooper se voulait donc bientôt historien du cubisme et multiplia ouvrages et conférences de catalogues consacrés à l'apologie de « ses » peintres. Il s'éleva bien sûr à devenir leur familier et même l'ami d'un Picasso, point mécontent de s'être découvert cet admirateur un rien raisonnable. Il ne restait plus alors à l'amateur désormais comblé qu'à trouver un château pour y accrocher ses richesses. Cooper en trouva un, passablement ruiné, le château de Castille, dans le Gard, qu'il transforma en temple à la gloire de sa collection. Son but était atteint, et Samuel Courtauld presque égalé.

Quatre ans d'audace

Jugés un demi-siècle plus tard, les achats de Cooper se révèlent d'une belle perspicacité. A chacun de ses favoris, il applique la même loi : éviter la toile ou le croquis stéréotypés, leur préférer le tableau de transition ou le dessin d'expérimentation. Il y a donc peu d'œuvres proprement cubistes dans l'exposition, mais d'excellentes œuvres pré ou post-cubistes, des Picasso de 1908 et de 1914, des Braque et des Léger de l'après-guerre, marqués par le désir de représenter plus simplement les choses sans rien abandonner pour autant de la géométrie d'avant 1914, et une série de Gris qui retrace toute l'évolution de l'artiste, de Cézanne à la destruction des formes, de celle-ci à Cézanne à nouveau, et à rebours, et de ce dernier vers le classicisme épuré des années 20.

C'est là, résumée, réduite à ses inflexions essentielles, une histoire fort didactique du cubisme et de son devenir. C'est surtout une exceptionnelle anthologie de dessins qu'enrichissent encore deux papiers collés, l'un de Braque et l'autre de Picasso.

Pour Cooper, la chose est claire : le cubisme a pour objet de renouveler les méthodes de la figuration et de permettre de peindre des natures mortes, des portraits ou des scènes de guerre sans rien scorder aux habitudes traditionnelles. Il ne rompt avec le « vieux » réalisme que pour mieux le continuer par d'autres moyens. Il n'annonce en rien l'abstraction, Delaunay ou Mondrian.

Or, hasard ou ironie, un seconde exposition, elle aussi organisée par la Tate Gallery, décidément très inventive, s'oppose point par point à cette interprétation « coopérative » du cubisme. C'est celle qui honore et ressuscite à la fois, trente ans après sa mort, un peintre anglais nommé David Bomberg, aussi étrange que mal connu.

A vrai dire, s'il n'avait eu trois ou quatre ans de grande audace, David Bomberg aurait mérité de demeurer inconnu. A partir des années 20, il n'a plus peint que des paysages, des portraits et des bouquets de fleurs dans un style terriblement incertain et rarement heureux, alternant expressionnisme soutenu, réalisme minutieux et velléités abstraites. Ce n'est pas pire, que bien des contemporains de l'École de Paris, mais ce n'est pas meilleur non plus. Et c'est enfin fort décevant, car l'on voit ainsi finir assez mal une œuvre qui avait bien commencé.

En 1911, Bomberg, bon élève, imite ses maîtres et l'impression-

nisme. Il sait à peine que Cézanne a existé et n'a vu de ses tableaux que l'année précédente. En 1913 et 1914, le même David Bomberg expose des toiles singulières que les journaux les reproduisent en photographie et qu'ils baptisent furieusement contre son gré. Elles ont de curieux titres. *Jiu-Jitsu*, *le Bain de bois*, et l'on n'y voit guère que des arrangements de triangles, de losanges et de rectangles violemment colorés, disposés selon une composition en damier. Les figures, celles des lutteurs de jiu-jitsu et des baigneurs, apparaissent à travers ce dispositif géométrique, indiquées sommairement par des découpages schématiques et frontaux. Des études à peu près complètement abstraites accompagnent les toiles. Quelques-unes semblent anticiper sur celles que Léger exécuta trois ou quatre ans plus tard.

Sa conversion à l'avant-gardisme, Bomberg l'a due à un voyage à Paris, en mai et juin 1913, qui lui permit de rencontrer Picasso, Derain et Max Jacob. Sans doute ne retint-il du cubisme que ses principes les plus appa-

rents, les lois de l'angle et de la droite. Mais Mondrian n'agit pas autrement, Mondrian qui pourrait être l'auteur de la *Composition en vert* de Bomberg de 1914, tant il s'y montre épris de lignes se coupant à angles droits et résolu à ne plus rien représenter du monde extérieur. S'il n'y avait eu la guerre, qui convainquit l'artiste de la vanité de ses recherches et le perdit, il serait peut-être très basal aujourd'hui de voir dans l'abstraction « bombergienne » la variante anglaise du néoplasticisme néerlandais ou du constructivisme russe, c'est-à-dire un produit dérivé du cubisme obtenu par contresens et systématisation. Et l'on n'affirmerait donc pas, comme l'ont fait tous les historiens de l'art, et Douglas Cooper le premier, qu'il n'y eut jamais le moindre cubisme britannique.

PHILIPPE DAGEN.

* The Tate Gallery, Millbank, Londres. L'exposition de la collection Douglas Cooper dure jusqu'au 4 avril. La rétrospective David Bomberg jusqu'au 8 mai. Elles sont toutes deux accompagnées de catalogues.

Une statuette inédite du « David » de Michel-Ange ?

Une statuette en stuc du célèbre David de Michel-Ange est-elle de la main du maître ? Le débat est ouvert.



Il existe un bon nombre de statuettes - en cire, en argile, en bronze - en rapport avec les grands ouvrages de Michel-Ange. On en connaît plusieurs pour les *Esclaves* du tombeau de Jules II à la Casa Buonarroti à Florence. Mais, à côté des études préliminaires sommairement modelées (bozzetti) de l'artiste, il y a des copies précieuses. Les imitations se multiplient tout naturellement avec le succès des œuvres. Celui du *David*, triomphalement installé sur la place de la Seigneurie en 1504, fut considérable, immédiat et durable. Une statuette en cire qui passait naguère pour l'œuvre de Cellini se trouve au Musée de Boston, un petit bronze, assez grossièrement modelé, au Louvre. Mais ces dérivations ne sont rien auprès de la statuette en stuc de la Fondation Hoeseger (Lausanne), qu'un album, luxueusement édité, présente comme le modèle final de Michel-Ange (1). On en parlait depuis un an dans les magazines américains.

Le commentaire « scientifique » a été confié au professeur Frederick Hartt (Charlottesville, Virginie),

fin établissement, sans doute possible, le parent avec le *David* de marbre (ce détail est important, car il y a eu un autre *David*, en bronze celui-là, commandé en 1502 pour le maréchal de Gié, livré en 1508 et perdu en France avec les collections de Florimond Robertet).

Mais on en revient toujours à la question préalable : étude originale ou copie ? C'est d'ordinaire l'état même du petit objet qui décide. L'inventaire des collections médiévales enregistre en 1555 un « modèle en stuc du *jeune de la main de Michel-Ange* ». Est-ce la statuette en question ? Peut-être. Un peu des pièces conservées ; cela expliquerait l'état du vestige. Peut-être. Quelqu'un l'a offert à Arthur Hoeseger ; sans autre explication. Soit. Il ne s'agit certainement pas d'un faux savamment élaboré. Mais Michel-Ange n'eût jamais fait une maquette si exacte, si littérale d'une de ses œuvres, avec le détail rigoureux de la musculature, de la toison pubienne, du bardièr dans le dos ? Peut-être, après tout, mais seulement peut-être. Car il peut très bien s'agir d'une jolie petite copie ancienne.

ANDRÉ CHASTEL.

(1) F. Hartt, *Le David de Michel-Ange. Le modèle original retrouvé*, traduction française, Gallimard 1987.

Le président de la République a inauguré la pyramide du Louvre

Le président de la République, accompagné de M. Léotard, a inauguré, le vendredi 4 mars, la pyramide du Louvre.

De tous les « grands travaux », le Grand Louvre est sûrement le projet auquel le président de la République tient le plus. C'est lui seul qui a décidé de l'entreprendre. C'est encore lui qui en a personnellement choisi l'architecte, M. Pei. C'est lui toujours qui a ainsi voulu s'inscrire dans la lignée des chefs d'Etat qui, de Philippe Auguste à Napoléon III, ont contribué à bâtir le vieux palais, pièce par pièce. La pyramide de verre qui se dresse aujourd'hui au milieu de la cour Napoléon a fait couler des hectolitres d'encre. Certains de ses détracteurs la jugent maintenant trop petite, voire mesquine, d'autres se disent choqués par l'armature métallique « trop visible », alors que son maillage d'acier ajoute à son élégance.

L'œuvre de Pei n'est que la porte monumentale d'un musée. Sous elle, un hall d'accueil de belles proportions permettra aux visiteurs d'accéder aux divers départements d'un Louvre entièrement remodelé. L'architecte a particulièrement soigné cet espace aux lignes sobres, orné de mezzanines à mi-hauteur. L'entreprise Dumez a coûté 14 800 000 mètres cubes d'un béton au grain très fin, légèrement teinté, dont le coffrage en pin d'Oregon a nécessité un véritable travail d'ébénisterie. Sur la « peau » du béton, on voit d'ailleurs courir les veines du bois, choisi pour son fil rectiligne et son absence de nœuds. Les techniciens de chez Dumez avaient fait le voyage à Washington pour examiner l'ailé ouest de la National Gallery, construite par le même Pei. « Nous avons fait mieux que les Américains », déclarent-ils fièrement aujourd'hui. Et plus vite. Moins de quatre ans, en dépit d'un environnement particulièrement difficile : voisinage d'un bâtiment fragile, pré-

sence d'un ministère - les finances - et d'un musée en activité, qui les a parfois obligés à travailler la nuit, nécessité de maintenir ouverts à tous moments des accès pour les pompiers.

Mais les travaux s'achèvent. Comme ceux du ministère des finances à Bercy et ceux du deuxième terminal de Roissy, deux gros chantiers conduits par Dumez. Les ouvriers de l'entreprise sont manifestement inquiets de ce compte à rebours qui risque de les laisser sur le carreau. Ils ont d'ailleurs fait part de leurs sentiments au président de la République en s'adressant directement à lui, au cours de sa visite. Celui-ci, accompagné de M. Léotard a longuement admiré l'œuvre de M. Pei, à qui il a remis les insignes de chevalier de la Légion d'honneur. Son homologue français, l'architecte Michel Macary, a reçu la même distinction, tandis que Jean Lebras, l'un des responsables de l'établissement public du Grand Louvre, était pour sa part fait officier dans l'ordre du Mérite.

Le ministre de la culture, visiblement satisfait, a confirmé que la deuxième tranche des travaux démarrait bien avant la fin de l'année par la réfection des façades du palais qui, par endroit, tombent littéralement en morceaux : 200 millions de francs ont été débouqués à cet effet. De plus, le choix de la sculpture, qui, sous la pyramide, doit annoncer l'entrée du musée, semble être arrêté. Ce sera vraisemblablement une œuvre de Brancusi : un grand coq de bronze qui bientôt sera fondu. Il sera installé au débouché de l'escalier qui mène au grand hall.

Dès la fin de l'année, les équipements enterrés sous la cour Napoléon pourront entrer en service. Il restera alors à achever la deuxième tranche des travaux, plus longue, plus coûteuse encore, qui permettra l'ouverture totale du « plus grand musée du monde ». A l'horizon de l'an 2000.

EMMANUEL DE ROUX.

Candidat ou pas ?

M. Mitterrand : « Plus très longtemps... »

« Ma décision est prise naturellement... » Interrogé, le vendredi 4 février, au journal de midi d'Antenne 2 au terme de sa visite sur le chantier du Grand Louvre à Paris, M. François Mitterrand a indiqué qu'il avait désormais pris sa décision « être ou de ne pas être une nouvelle fois candidat à la présidence de la République, mais qu'il fallait encore patienter pour connaître son choix : « Les Français comprennent très bien, et il est expliqué, que je fasse mon métier de président, que je le fasse jusqu'à la date raisonnable qui doit normalement conduire à la fin de mon mandat. C'est sur ce thème de raisonnable que l'appréciation peut varier. Je fais mon métier de président. Si je ne le fais pas, est-ce que l'Etat se trouvera en détresse ? Le premier ministre fait du travail mais il est

quand même très pris par sa situation de candidat. (...) Je ne suis pas candidat ? Je veux garder mon autorité le plus longtemps possible, notamment sur la scène internationale. Je le suis ? Cette nouvelle que vous désirez connaître, vous n'attendrez plus très longtemps avant de l'apprendre. »

Auparavant, M. Mitterrand avait brièvement établi le bilan de son septennat en matière culturelle, et notamment de sa politique de grands travaux. Le chef de l'Etat a rendu hommage au ministre de la culture, M. François Léotard. « Spécialement par rapport au Grand Louvre, a-t-il noté, le relais a été bien pris par l'actuel ministre de la culture. M. Léotard a permis que des retard qui s'annonçaient soient réduits. »

BERNARD HALLER - ALICE SAPRITCH - GUY BEDOS - MARC JOLIVET - MEL BROOKS - JACQUES SEGUÉLA - MICHEL BOUJENAH - RICHARD BOHRINGER

GRAND'MÈRE, à ton âge on boit pas tant de café, on sponsorise le ZIGOM.



GRENOBLE 88
LE ZIGOM
1^{er} salon international de la création d'humour

du 1^{er} au 13 juillet 1988 - Tél. 76 51 10 58

مقتدا من الامير

Culture

ARTS

Une exposition de Philippe Cognée

Peintures sur bois

Entre sculpture et peinture, les débuts d'une œuvre qui s'annonce originale et prometteuse.

Sculptures de bois tendre, xylographies, peintures sur planches ou contreplaqués : Philippe Cognée, qui a tout juste trente ans et travaille à Nantes, a trouvé son matériau et son support de prédilection. Qu'il le taille, le découpe, le polisse ou le colore à l'encastrique, il le change en volumes arrondis, fuselés ou en spirales, coquilles d'escargot ou corps cylindriques entre abstraction et allusion. Ces hauts-reliefs encastrés des compositions sur toile qui reprennent les mêmes motifs, et jusqu'aux teintes brunes ou bistres et au grain du bois. La toile se réduit de plus en plus, le cadre grossit, être ses prolongements hors du traditionnel rectangle et se détache du mur.

Dans les œuvres les plus récentes, l'expérimentation formelle l'emporte encore sur l'expression. Cognée, qui eut une période très « Italie années 20 » et s'inspire désormais d'un primitivisme hétéroclite, n'a pas trouvé ses motifs en ses sujets.

Signes schématiques et figures inanimées lui suffisent pour l'heure, mais peut-être plus pour longtemps. Du moins Cognée a-t-il déjà un style qui suffit à le singulariser. Quand il consent à ne pas trop en compliquer les effets et résiste à son penchant « bavarois », frises lourdes et moulures venues, il en tire des compositions compartimentées à la manière du Gortlieb des années 40 d'une belle variété de rythmes et de tons. On attend avec intérêt la suite d'une œuvre qui commence bien.

PHILIPPE DAGEN.

Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, jusqu'au 11 mars. Philippe Cognée expose ensuite au Musée des beaux-arts de Nantes du 12 avril au 31 mai.

VENTES

Le poids du Japon

Marie Laurencin, Bernard Buffet, Léonard Foujita et Takano Oguisu ont un point commun : une cote qui n'a cessé de progresser sur un marché de l'art depuis que les Japonais s'intéressent à eux.

L'exemple le plus frappant est sans aucun doute celui de Marie Laurencin. Cette « biche prise entre les fourrés et les cubistes », comme la définissait Cocteau, fréquente le Bateau-Lavoir, de Picasso et Braque, mais se fit connaître par ses tableaux aux tons pastel, de jeunes filles aux yeux noirs, maniérées, portant rubans et fanfreluches.

Marie Laurencin est aujourd'hui considérée en France comme un peintre de second plan. Les Japonais, loin de partager cette opinion, lui ont consacré un musée qui rassemble plus de deux cents de ses œuvres et qui est doté de gros moyens. Le Portrait de Madame D. a été adjugé à cet établissement en novembre dernier au prix record de 3 600 000 F.

La synthèse des traditions japonaises et de l'esprit occidental fait également des miracles pour les peintres japonais parisiens d'adoption. Foujita et Oguisu ont vu leur cote propulser vers les sommets à la suite d'une intervention soutenue et constante, depuis quelques années, de leurs compatriotes sur le marché de l'art. Un tableau d'Oguissu représentant un mur couvert d'affiches a été vendu 1 050 000 francs à une société japonaise. Cet artiste qui

avait choisi de peindre le Paris éternel a vu ses prix quintupler depuis 1984.

Par ailleurs, Bernard Buffet a su conquérir ce marché : deux musées lui sont consacrés au Japon. Aussi son inspiration s'est-elle tournée vers la culture de ce pays. Sa dernière exposition, « Sumo et Kabuki » (galerie Maurice Garnier), est un hommage appuyé au Japon.

Mais ces artistes, démodés en France, ne sont pas les seuls à prendre le chemin de Tokyo. Avec un yen fort et des déductions fiscales avantageuses, les emplettes effectuées en Europe sont presque bon marché pour les sociétés nippones qui amèneront ainsi leurs images de marque. L'achat des Tournesols de Van Gogh est dans toutes les mémoires. L'influence des investisseurs japonais va donc croissant sur le marché de l'art. Dans les grandes ventes, ils raflent jusqu'à 30 % du produit total, et plus de 50 % dans les secteurs qu'ils soutiennent particulièrement. C'est pour les commissaires-priseurs, une bénédiction et un danger. Une évolution négative de la conjoncture économique pourrait inverser cette tendance et le marché s'effondrer. Pour l'instant, il n'en est rien. La Femme à la cravate noire, de Modigliani, et la Femme qui pleure, de Picasso, se sont envolées toutes les deux pour l'Empire du Soleil Levant.

ALICE SEDAR.

Location ouverte pour le mois d'avril à partir du mercredi 16 mars. THEATRE DU SOLEIL L'INDIADE OU L'INDE DE LEURS REVES

TRIOMPHE - PATHE IMPERIAL - CLUNY PALACE - STUDIO ST-GERMAIN LES PARNASSIENS - BASTILLE - FORUM HORIZON Jane B. par agnès V. UN FILM D'AGNES VARDA

CINÉMA

« Cinglée », de Martin Ritt

Pour les fous de Streisand

La Barbra Streisand de Nuis (Cinglée) est conforme à l'image qui fait trembler l'Amérique : agressive, gueularde, n'en laissant pas placer une aux autres. Toujours plein centre de l'image (profil gauche, comme Claudette Colbert). Elle a raison : sa Claudia Draper livre une bataille en solitaire, dont l'enjeu est de taille. Call-girl très « 5^e Avenue », elle a assassiné un micheton cadre supérieur. Elle passe devant le juge d'instruction. Ses parents (Karl Malden, Maureen Stapleton), flanqués d'un ténor du Grand School of Psychoanalysis, ont compris à la fin de la troisième bobine. Le projet a été développé avec Mark Rydell (The Rose), puis repris et mené à bien par Martin Ritt (le Prête-Nom). Du bon boulot, bien ficelé au sens traditionnel du terme, mais ne suffisant pas, hélas ! à tordre le cou aux cheminement prévisibles. Reste une performance très incisive de Richard Dreyfuss (il vieillit bien, l'animal) et une autre, éponatouillante, de Streisand.

son haute couture style Joan Crawford ; elle a les trois quarts des répliques choes ; elle dit des gros mots ; son rôle est à contre-emploi ; Hollywood adore les ivrognes, les prisonniers et les asiles d'aliénés ; une nomination aux Oscars paraissait assurée. Elle ne l'a pas décroché. Le problème vient en grande partie de la pièce dont Cinglée est adaptée. Ce ne sont pas des ficelles, mais des câbles format transatlantique, qui nous conduisent à une dénouement que l'ébrie le plus cancre de la Freud School of Psychoanalysis aurait compris à la fin de la troisième bobine. Le projet a été développé avec Mark Rydell (The Rose), puis repris et mené à bien par Martin Ritt (le Prête-Nom). Du bon boulot, bien ficelé au sens traditionnel du terme, mais ne suffisant pas, hélas ! à tordre le cou aux cheminement prévisibles. Reste une performance très incisive de Richard Dreyfuss (il vieillit bien, l'animal) et une autre, éponatouillante, de Streisand.

HENRI BÉHAR.

THÉÂTRE

Comédie-Française

La succession de Jean Le Poulain

Avant même les obsèques de Jean Le Poulain, le samedi 5 mars, en l'église Saint-Roch à Paris, les rumeurs autour de sa succession au poste d'administrateur de la Comédie-Française ont couru à vive voix. Les statuts du plus réputé de nos théâtres nationaux prévoient pourtant qu'en cas d'absence, d'empêchement ou de maladie, l'intérim de la direction artistique est confié au doyen des sociétaires et celui de l'administration au directeur général.

Dans l'immédiat, M^{me} Claude Winter, doyenne du Comité des sociétaires, et M. Alain Devaux, actuel directeur général, gardent donc le maison de Molière ainsi que l'Odéon. Le Poulain intervient au moment où se prennent les principales décisions pour l'année prochaine. Pratiquement, la vacance relative au poste d'administrateur ne peut donc durer plus que quelques semaines.

Mais il se trouve que le Poulain se prête mal à une nouvelle nomination. Elle est en effet proposée par le gouvernement - essentiellement le ministre de la Culture puis le premier ministre - au président de la République qui en décide par décret. Or la période de cohabitation, doublée du climat pré-électoral, n'est pas la page d'une décision aérée.

Deux dossiers difficiles

La Comédie-Française est depuis longtemps le lieu d'affrontement privilégié des « rénovateurs » et des « conservateurs » et le plus court moyen pour un ministre d'affirmer ses ambitions en matière d'art dramatique. Cela ne va pas sans difficultés ni contradictions. Le successeur de Jean Le Poulain - le metteur en scène Jean-Pierre Vincent, formé à l'école de la décentralisation dramatique - était ainsi nommé en 1983, sur proposition de M. Jack Lang, pour symboliser le vent de réformes des débuts du septennat. Trois années plus tard, Jean-Pierre Vincent décidait de quitter la France, où il n'était pas parvenu à surmonter les pesanteurs dues à la tradition et à l'attitude des sociétaires, et qui sont soumise toutes les décisions importantes.

Après de difficiles discussions - et, officieusement, le refus de quatre ou cinq candidates contactées, - M. François Mitter-

rand choisit Jean Le Poulain, qui prit ses fonctions à l'été de 1986, provoquant quelques mouvements attestés par le départ de la comédienne Denise Gence. Cette dernière fut nommée administrateur. Les élections législatives approchaient. On avait espéré beaucoup de Jean-Pierre Vincent, on s'interrogeait sur le choix de Jean Le Poulain. Suffisait-il d'être « populaire » pour être un bon administrateur du Français ?

La situation interne de l'institution plaida pour un homme qui doit tempérer son autorité par un esprit de conciliation et d'ouverture. L'autorité, il en faut pour diriger plus de soixante comédiens, dialoguer avec une vingtaine de sociétaires honoraires et conduire plus de trois cents salariés. Un administrateur doit aussi concilier les exigences parfois contradictoires du comité d'administration (exécutif des sociétaires), du ministère de tutelle et du public. Il doit enfin être en permanence ouvert sur l'actualité des scènes françaises et étrangères en conduisant de défendre le répertoire classique, sa mission première.

Rien n'est plus ardu à un moment où la Comédie-Française doit faire face à deux dossiers difficiles, celui de ses finances et celui de son développement. De nombreux conflits sociaux ont gravement accentué l'an passé un déficit apparu sous l'administration de Jean-Pierre Vincent, et le gouvernement a dû augmenter sensiblement ses subventions, qui s'élevaient au budget 1988 à 105,45 millions de francs pour la salle Richelieu et 29,2 millions pour l'Odéon.

Jean Le Poulain avait obtenu de M. François Léotard de pouvoir disposer dès la saison prochaine du Théâtre de l'Odéon toute l'année et d'installer au Théâtre du Vieux-Colombier une école de théâtre pour les jeunes comédiens. Les deux hommes étaient enfin convenus d'accroître le rayonnement de la troupe en présentant ses productions lors de tournées internationales plus fréquentes.

L'ampleur des tâches du futur administrateur n'est pas mineure. L'actuel gouvernement pourrait être tenté, comme le fut le précédent, de se méfier des échéances et de hâter la décision. Il apparaît que la Comédie-Française mérite plus d'attention et que la nomination d'un administrateur provisoire serait plus raisonnable, le temps que s'engage une réflexion en profondeur sur l'avenir du plus prestigieux des théâtres français.

OLIVIER SCHMITT.

Un hommage à Giovanni Previtali

Un hommage solennel a été rendu le jeudi 3 mars dernier à la mémoire de l'universitaire et historien de l'art italien Giovanni Previtali, récemment décédé. Professeur à l'université de Naples et principal animateur du département d'histoire de l'art de l'université de Sienne, Giovanni Previtali s'était imposé comme l'un des meilleurs spécialistes actuels des primitifs italiens. Ce disciple de Roberto Longhi était l'auteur de plusieurs études et d'un

monumental ouvrage sur Giotto et son atelier, publié entre 1969 et 1974, ainsi que de recherches sur l'ensemble des problèmes du gothique italien et sur la Fortune des primitifs à l'époque moderne. Il avait participé récemment à l'initiative et l'organisation de quelques-unes des grandes expositions sur l'art italien, et tout particulièrement à celle, consacrée à la sculpture médiévale polychrome, qui s'est tenue à Sienne à l'automne de 1987.

Communication

Le lancement hypothétique du « Journal de Toulouse » et du « Courrier Sud »

Deux nouveaux quotidiens à l'assaut de « la Dépêche du Midi »

TOULOUSE de notre correspondant

Toulouse en frémit de curiosité, mais la naissance annoncée depuis quelques semaines de deux quotidiens qui voudraient entamer le monopole de la Dépêche du Midi ne semble pas se faire sans douleur. Premier à essayer les plâtres, le Journal de Toulouse a été largement diffusé le mardi 1^{er} mars dans tous les points de vente de la ville. Un « numéro zéro » a très vite été retiré de la circulation par les distributeurs traditionnels. Fichée de devoir prendre en dépôt un spécimen gratuit, la chambre syndicale de la profession, tout en estimant l'incident clos, n'a pas apprécié ce coup de canif à l'accord passé quelques jours plus tôt avec la direction du nouveau quotidien.

La parution - plusieurs fois reportée - du premier numéro est donc prévue pour le 9 mars. Son tirage sera de 40 000 exemplaires, vendus 2,50 F, sur l'agglomération toulousaine. La rédaction - une vingtaine de journalistes recrutés par petites annonces dans la Figaro - s'est heurtée à quelques problèmes techniques : le système informatique mis en place à grands frais s'est vite révélé difficile d'usage. Et sur cette entreprise continue à planer une part de mystère. M. Michel Pradas, PDG de la SPPR (Société de promotion de la presse régionale) éditeur du journal, semble vouloir la cultiver. Si le capital de la société est connu - 50 000 F - l'actionariat qui soutient le projet demeure soigneusement caché par la direction, qui se borne à évoquer « la participation d'actionnaires industriels locaux ». Certes, M. Pradas n'est pas un inconnu à Toulouse. Propriétaire de deux journaux gratuits, le 65 et le 31, distribués à 350 000 exemplaires, il s'était signalé en 1983 pour sa détermination dans un conflit qui l'opposait au Livre CGT. Une affaire dans laquelle il n'a pas tout perdu, puisqu'il a obtenu devant le tribunal administratif plus de 3 millions de francs de dommages et intérêts de l'Etat. Le préfet avait alors refusé de faire évacuer les locaux occupés par le syndicat.

« Personne ne comprend ma stratégie, mais elle m'a toujours réussi », déclare M. Pradas. Fort de son réseau de diffusion et du support que constituent les gratuits, il a refusé toute campagne de publicité pour son quotidien. Le Journal de Toulouse devrait offrir trente-cinq pages ouvertes aux informations nationales et internationales. Il se veut « indépendant et apolitique ». Eric Rocher de Sisyphe, un pseudonyme qui cache un écrivain zafrois, estime cependant que « seul l'idéal libéral peut commander l'esprit du journaliste responsable ». Cet « apolitisme » semble avoir chiffonné la mairie de Toulouse, inquiète peut-être de voir naître un concurrent à un autre titre.

Flou ou discrétion ?

En effet, Courrier Sud, un hebdomadaire créé le 26 février 1986, a entrepris sa mue. Une mue annoncée et diffusée à aussi, la direction de l'entreprise ayant, semble-t-il, eu des difficultés pour contrôler son capital. Si on est ici un peu plus précis sur les chiffres - 50 millions de francs de trésorerie - sur l'équipe rédactionnelle (neuf anciens de Courrier Sud et seize journalistes provenant des écoles

professionnelles) sur la diffusion espérée (50 000 exemplaires sur la Haute-Garonne pour 3,50 F), on reste aussi discret sur la composition du capital. « Il y a des industriels, mais aucun groupe de presse, aucun parti politique », martèle-t-on dans les locaux du journal.

Ici, on veut « positionner le produit », plutôt haut de gamme. M. Michel Demella, le futur rédacteur en chef, rêve d'un quotidien stylé, dans le veiné ; « à la manière Libé », lèche un de ses collaborateurs.

« Quand il faudra prendre parti, on soutiendra le camp majoritaire, on a une sensibilité libérale », explique M. Brenac, le directeur commercial de l'entreprise, qui entend cependant faire de Courrier Sud « un vrai journal d'informations ». Ce qui n'est pas pour déplaire à M. Dominique Baudis, qui a toujours discrètement encouragé l'hebdomadaire.

Pendant ce temps, la Dépêche du Midi observe, un rien goguenarde, ces imprévus sortis de ses 300 000 exemplaires diffusés et de ses 2 000 salariés. M. Jean-Michel Baylet, qui dément formellement toutes les rumeurs sur la santé financière de son journal, est serein : « La concurrence a du bon ». Les gens pourront ainsi comparer et voir que la Dépêche n'est pas si mauvaise que ça, on y a apporté de grosses améliorations, qui ont stabilisé la diffusion et augmenté les recettes publicitaires d'environ 10 %.

La parution de Courrier Sud fixée en 15 mars pourrait être à nouveau différée, la direction du journal craint en effet de faire la publicité de son concurrent immédiat grâce à sa campagne de lancement gratuite de 600 000 F. En attendant, l'aménagement des locaux de Toulouse matin, l'hebdomadaire quotidien qui voulait, en 1982, combattre le monopole du vieux journal radical.

GÉRARD VALLÉS.

M 6 intègre sa régie publicitaire

M 6 dispose, depuis le 1^{er} mars, d'une régie publicitaire intégrée - M 6 Publicité, filiale à 100 % de la chaîne. Les Gâtions Amary (le Parisien, l'Equipe, etc.), qui assureraient jusqu'ici cette activité, ont en effet décidé de céder leur filiale Manchette-Télévision à la chaîne. M. Nicolas de Tavernost, déjà directeur général adjoint de M 6, est nommé président de M 6 Publicité, et M. Gérard Morax, directeur général.

Lors de la constitution du tour de table de M 6, il y a un peu plus d'un an, les éditions Amary avaient fait de l'obtention de la régie la contrepartie de leur entrée, à hauteur de 10 %, dans le capital de la chaîne. Depuis l'abandon par Hachette de son projet de quotidien baptisé « Oméga », les difficultés de France Soir, la concurrence de Sport vis-à-vis de l'Equipe, ont incité les éditions Amary à se reconstruire sur leur activité presse. De leur côté, les responsables de M 6, mécontents des résultats de Manchette-Télévision (80 millions de francs au lieu des 100 millions espérés), ont décidé de ne pas renouveler son contrat.

Début janvier, les éditions Amary rétrocédèrent 9 % du capital de M 6 au Crédit agricole, n'en conservant que 1 %. Aujourd'hui, la chaîne rachète sa régie. Le divorce est à l'amiable, mais pas sans trahissements.

P.A.G.

EN BREF

Le groupe Hersant prend le contrôle du Courrier de Saint-Claude. - Le groupe de communication de M. Robert Hersant vient de prendre le contrôle du Courrier de Saint-Claude, un hebdomadaire du Jura tirant à cinq mille exemplaires et comprenant de quatre à six pages. Le rachat, opéré par le Tribunal de Montélimar, racheté l'an dernier par la Dauphiné libéré, le quotidien grenoblois appartenant à M. Hersant, doit permettre au Courrier de Saint-Claude de développer sa pagination et de se moderniser.

UPI à la recherche de 1 million de dollars. - Le groupe WNW, qui a pris le contrôle de l'agence United Press International (UPI), le 19 février, a indiqué, dans une lettre au personnel, qu'il avait besoin d'un prêt immédiat d'environ 1 million de dollars pour assurer la poursuite des opérations de l'agence au cours des prochaines semaines. « Une première analyse montre que la situation financière de l'entreprise s'est gra-

vement dégradée et que des efforts importants doivent être réalisés pour éviter l'insolvabilité », a déclaré WNW dans cette lettre. Le groupe s'est également adressé au syndicat de l'agence pour voir si celui-ci pourrait fournir une partie de ce crédit à court terme.

Grève de la film du responsable d'une radio de Seine-et-Marne. - M. Gaston Fardin-Vallée, responsable de la radio FM 77, dont l'autorisation n'a pas été renouvelée en août dernier par le CNCL, a entré depuis seize jours en grève de la film. Il exige la restitution du matériel et des quatre mille trois cents disques de sa radio, confisqués lors de deux saisies policières intervenues le 17 novembre dernier, puis le 18 février. Malgré son interdiction, ces deux saisies, FM 77 avait, en effet, décidé de continuer à émettre plusieurs heures par jour ses émissions publicitaires, qu'elle n'aurait pu rembourser.

مقاومة الإصم



Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

LA POLICE DU JOUR. C'est-à-dire... L'EMPEREUR PANIQUE. Théâtre... L'ESSUIE-MAINS DES PIEDS... LE CABARET DE L'ŒUF BRISÉ... LES TROIS SŒURS... LE DIEU DES MOUCQUES... LE DISCOURS AUX ANIMAUX... IL FAUT ÊTRE PAR LES NUAGES... SONATE A JOHANNESBURG... HORS LIMITE. T. Fontaine...

ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). SALLE L'AMAS NEUS. 20 h 30. La Nuit du... FONTEINE (42-74-74-40). Au... GAÏTE-MONTPARNAISSE (43-22-16-18). 3e Egg. 20 h 45. ALEXANDRE 55-THE ENGLISH THEATRE... GRAND BALL MONTORQUEIL (42-96-04-06). Backstage. 20 h 30. GUYOTEL MONTPARNAISSE (43-37-88-61). Le Chanson du... HUCHETTE (43-25-98-99). La Camar... GÉNÉRISE MARIE-BELLE (42-46-72-79). La Mécanique... LE GRAND EDGAR (43-20-00-09). Jean... LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). L'Étonnante Famille... LIÈRE-THÉÂTRE (43-86-55-83). Le Roi... LIEU DE RENDEZ-VOUS POUR SE... LUCENAIRE FORUM (43-44-57-34). Théâtre... MATHURIN (42-65-90-00). Monsieur... MICHRE (42-45-35-02). La Chambre... MICHROÏDÈRE (43-25-20-74). Show... MONTPARNAISSE (43-22-77-74). Le... NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les... OLIVIER (42-61-42-25). O Professor... OLYMPIA (42-61-42-25). O Professor... PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande... PALAIS ROYAL (42-97-59-81). L'Har... POCHE-MONTPARNAISSE (43-48-92-97). Salle L. Tchekhov... PORT SAINT-MARTIN (46-07-57-53). La... RAMPAGE (42-88-64-44). Opéra... RENAISSANCE (42-08-18-30). Des... ROSAUX-THÉÂTRE (42-71-30-20). O... SAINT-GEORGES (48-78-63-67). Drole... SENDER DES HALLES (42-36-37-27). O... SPLENDID SAINT-MARCIN (42-08-21-93). Jango... AUX QUATRE CORNS-CON DU CANARD... L'AVENTURE INTERIEURE... LES AVENTURES DE CHEATRAIN... THE LAST OF THE BLUE DEVILS... LA PASSERELLE... PRICK UP YOUR EARS... LES POSSÉDÉS... YAHÉ DAAR... YEELLEN... LES YEUX NOIRS...

Vendredi 4 mars

THÉÂTRE 13 (45-88-16-30). Théâtre... THÉÂTRE 14 (45-88-16-30). Théâtre... THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Spectacle... THÉÂTRE DE L'OMÈRE QUI ROULE (43-26-29-41). La Légende... THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-02-67-89). O Pigeon... THÉÂTRE DE LA PLAINIE (42-30-15-65). Le Feste... THÉÂTRE DE PARIS (43-59-39-39). Le... THÉÂTRE DES CHAMPS ÉLYSÉES (47-20-36-37). O... THÉÂTRE DES CIRQUELES (43-55-33-59). Comment... THÉÂTRE GREVIN (42-46-04-47). Le... THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39). Tonte... THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-21-81-55). Les... THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Théâtre... THÉÂTRE OLIVIER-JARDIN... THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (43-56-40-70). Grande... TINTAMARE (48-87-33-47). O... TOURTOUR (48-87-82-88). En... TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Le... VARIÉTÉS (43-33-05-92). C'est... ZINGARO (CHAMPILLE CHAUFFÉE... ALEXANDRE-DUMAS (43-71-28-28). Alexandre...

cinéma

BARY BOOM (A. v.a.). Gaumont... BENE LA MALICE (A. v.l.). UGC... BRADDOCK (F. v.a.). Film... CINGLES. Film... CINEMAGICA. Film... CINGLES. Film... LES ENFANTS DE SALEM (F. v.a.). Film... JANE B. PAR AGNES V. Film... THE LAST OF THE BLUE DEVILS... LA PASSERELLE... PRICK UP YOUR EARS... LES POSSÉDÉS... YAHÉ DAAR... YEELLEN... LES YEUX NOIRS...

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-44-24-24). Princesse... CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-35-57). Le... SALLE GARANCE. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-39). Rollo... VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (46-36-34-38). Paris... LES EXCLUSIVITÉS... A NOTRE REGRETTABLE ÉPOUX... LES AILES DU DESIR... L'AMÉRIQUE DE MON AMIE... L'ÂNE QUI A BU LA LUNE... ANGEL HEART... L'ARRÊTÉ DU DESIR... AU REVOIR LES ENFANTS... AUX QUATRE CORNS-CON DU CANARD... L'AVENTURE INTERIEURE... LES AVENTURES DE CHEATRAIN... THE LAST OF THE BLUE DEVILS... LA PASSERELLE... PRICK UP YOUR EARS... LES POSSÉDÉS... YAHÉ DAAR... YEELLEN... LES YEUX NOIRS...

LES FILMS NOUVEAUX

BRADDOCK (F. v.a.). Film... CINGLES. Film... CINEMAGICA. Film... CINGLES. Film... LES ENFANTS DE SALEM (F. v.a.). Film... JANE B. PAR AGNES V. Film... THE LAST OF THE BLUE DEVILS... LA PASSERELLE... PRICK UP YOUR EARS... LES POSSÉDÉS... YAHÉ DAAR... YEELLEN... LES YEUX NOIRS...

Les salles à Paris

ANTOINETTE - SIMONE-BERTRIAU (42-88-77-71). Les... ARCANE (43-38-19-70). O... ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Les... ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). La... ATALANTE (46-06-19-20). O... ATELIER (46-06-49-24). La... ATHÈNES-LOUIS JOUVET (47-43-67-27). Salle... BERRY (23-22ÈME) (49-57-51-55). P... BOUFFES-PARISIENS (42-96-60-24). B... CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). C... CARTOUCHE... CARTOUCHE... CENTRE CULTUREL SUÉDOIS (42-71-44-30). O... CINQ DIAMANTS (45-88-61-31). O... CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (42-89-38-48). G... COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). R... COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). B... DEJAZET-T.L.P. (42-74-20-50). O... EDGAR (43-20-45-11). Les... EDOUARD-VII SACHA-GUITRY (47-42-37-49). Les... ELDOURADO (42-49-46-27). O...

CHAILLOT Production Théâtre National de Belgique LA PRINCESSE MALEINE MAURICE MAETERLINCK JEAN-CLAUDE DROUOT THÉÂTRE GÉMIER 47 27 81 15 Du 23 février au 13 mars à 20h30

THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS TELEPHONE 47 93 26 30 HECURE TILGOD EURIPIDE MISE EN SCÈNE BERNARD SOBEL 16 FÉVRIER 20 MARS

LE BOUC de FASSINDER 3 ou 27 MARS

LES TROIS SŒURS Anton Tchekhov Mise en scène Tamás Ascher CATULLUS Milan Füst Mise en scène Gábor Székely ODEON THÉÂTRE NATIONAL

MICHAËL LEVINAS BEETHOVEN - SCRIBINE - SCHUMANN MICHAËL LEVINAS ENREGISTRÉ POUR

JEAN TARDIEU « Pas un mot au barbu » JACQUES HADJAJE « Une soirée en Provence » GÉRARD LAURIN CLAUDE AUFAYRE

SAMEDI 5 MARS JEAN NEGRONI « Une voix sans personne » de JEAN TARDIEU



Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le vendredi 4 mars à 6 h TU et le dimanche 6 mars à 24 h TU.

Une perturbation accompagnée de neige jusqu'à basse altitude finira de traverser le pays, samedi. Elle sera suivie d'un temps humide, accompagné de vents de nord modérés qui accentueront la sensation de froid.

Samedi : nuages et neige à basse altitude.

De la Bretagne au Nord à l'Île-de-France, au Centre et à l'Aquitaine, malgré des éclaircies temporaires, les nuages seront abondants et accompagnés par endroits de giboulées de neige et de grésil en matinée. L'après-midi, les précipitations deviendront plus conti-

nues sur les régions proches de l'Atlantique. Il pleuvra près des côtes, tandis que des flocons de neige tomberont jusqu'à basse altitude dans l'intérieur.

Au Sud d'une ligne Biarritz-Bourges-Nantes, le temps sera couvert et faiblement pluvieux. Il neigera sur les hauteurs et parfois même en plaine. L'après-midi, des éclaircies apparaîtront sur le Sud et à l'Est du Massif Central, ainsi que près de la Méditerranée où un violent mistral se lèvera.

Au lever du jour, les températures seront négatives (0 à -3 degrés) dans l'intérieur, positives près des côtes (3 à 6 degrés). L'après-midi, elles atteindront 4 à 7 degrés près de l'Atlantique, 7 à 10 degrés près de la Méditerranée, mais ne dépasseront pas 2 à 4 degrés sur le reste du pays.

Dimanche : légère amélioration.

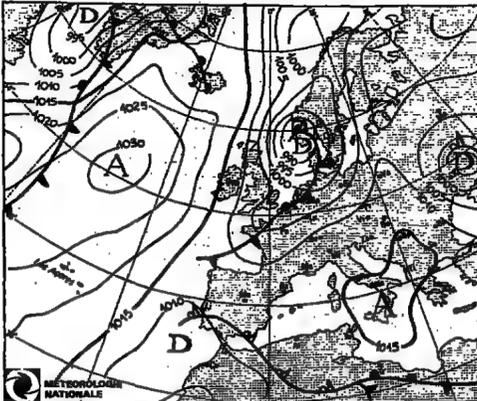
De la Bretagne et la Normandie au Sud-Ouest, le temps sera couvert avec de faibles pluies locales qui pourront être mêlées avec quelques flocons de neige en début de journée. L'après-midi, le temps s'améliorera sur la Bretagne, les pays de Loire et la Normandie, où des éclaircies apparaîtront.

Du Nord à l'Est du Massif Central aux Alpes et au Nord-Est, nuages et éclaircies alternent. Des giboulées de neige se produiront encore le matin sur le relief. Sur le Nord, la Champagne, l'Île-de-France et la Bourgogne, le temps redeviendra pluvieux l'après-midi.

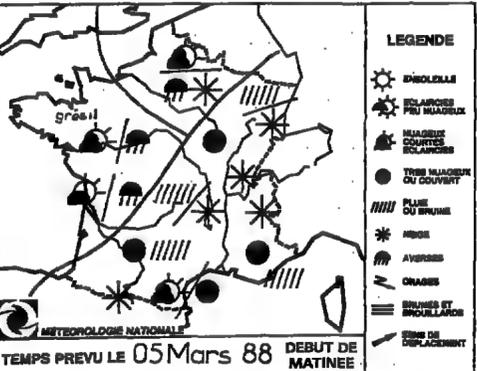
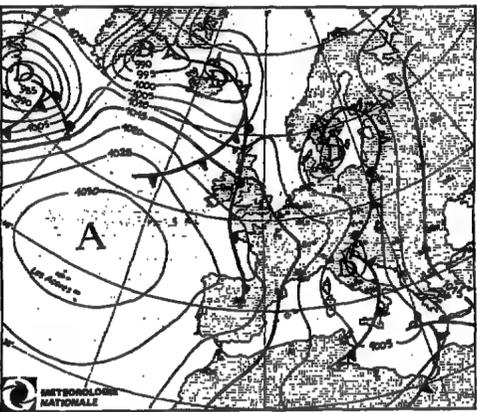
Près de la Méditerranée, le temps sera ensoleillé grâce au mistral. Celui-ci commencera à faiblir en soirée.

Les températures maximales seront fraîches : 0 à 3 degrés près des côtes, 1 à -4 degrés dans les terres. L'après-midi, on atteindra 6 à 10 degrés dans l'Ouest, mais seulement 2 à 5 degrés sur les autres régions.

SITUATION LE 4 MARS 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 6 MARS A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 3-3-1988 à 6 heures TU et le 4-3-1988 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	TOULOUSE	LYON	PARIS	STRASBOURG	LIÈGE	BRUXELLES	AMSTERDAM	OSLO	STOCKHOLM	BERLIN	MOSCOU	NEW YORK	LOS ANGELES
13	10	11	10	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

La Journée du timbre aura lieu les 12 et 13 mars

Les samedi 12 et dimanche 13 mars, cent onze villes de France accueillent la Journée du timbre organisée par la Fédération des sociétés philatéliques françaises avec le concours des clubs locaux. Cette manifestation, qui fête son cinquantième anniversaire, sera accompagnée par l'émission traditionnelle d'un timbre-poste à surtaxe, à 2,20 + 0,60 F, vendu à l'unité ou en carnet de six au prix de 16,80 F. La mise en vente anticipée aura lieu simultanément dans les cent onze villes.

Ce timbre représente une « voiture montée ». Ce véhicule apparut en 1840 quand l'Angleterre et la France signèrent une convention postale qui précisait que cette dernière

s'engageait à conduire le courrier à destination de l'Inde en cent deux heures sur les 1065 kilomètres séparant Calais de Marseille. Le courrier, qui jusque-là faisait le détour par le Cap de Bonne-Espérance, emprunta la voie méditerranéenne.

Journée du timbre à lieu, à des dates différentes, dans de nombreux pays. Une soixantaine d'entre eux émettent (ou en ont émis) annuellement un timbre spécial. Elle a pour but de mieux faire connaître au grand public la beauté du timbre, d'amener à la philatélie de nouveaux

40 X 26 mm (n° PTT 1988-12), est dessiné et gravé par Claude Durrens. Il est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante (couleurs : mauve clair et violet) ainsi qu'en carnets de six (couleur brune).

★ Souvenirs philatéliques : la Fédération éditée une carte officielle, une enveloppe « premier jour » pour le timbre en feuille, une autre pour le carnet. La collection des cent onze cartes revêtues du timbre de la Journée et oblitérées du tampon de chaque ville ainsi que les cent onze enveloppes « premier jour » affranchies de la même manière : 1 150 F (port compris) pour chacune des séries. Commandes, renseignements et règlements : Fédération des sociétés philatéliques françaises, 7, rue Saint-Lazare, 75009 Paris (CCP Paris 5701-25 G).



Rubrique réalisée par la rédaction de Monde des philatélistes, 24, rue Chatelet, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-88

En filigrane

● Philatélie à la télévision. - L'émission de télévision de Jean Offredo sur TF 1 « Bonjour France - Bonjour l'Europe » accueille une rubrique philatélique tous les dimanches vers 7 h 40, présentée par Pierre Julien, de la rédaction du Monde des philatélistes. Au programme de dimanche prochain : les variétés...

● Expositions. - Les élèves de terminale de techniciens commerciaux du lycée Guy-Lussac de Chauny (Aisne) organisent une bourse toutes collections, le dimanche 13 mars, à la salle des fêtes de Chauny (renseignements au 23-88-33-40). Pour la Journée du timbre à Aubervilliers (93), les 12 et 13 mars, rendez-vous à l'espace Jean-Renaudé (renseignements : Noël Paillet, 37, rue Paul-Cavard, 93110 Rosny-sous-Bois).

● Le Monde des philatélistes est arrivé. - Au sommaire du Monde des philatélistes de mars : les rapaces nocturnes, une chouette collection ; les faux au type « Paix » ; les cartes postales des Jeux olympiques d'hiver ; la grande cassure du 25 au type César ; et toutes les rubriques habituelles. (Vente en kiosque, 15 F.)

PARIS EN VISITES

SAMEDI 5 MARS

- « L'Opéra », 11 heures, hall d'entrée (Michèle Pohyer).
- « L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 11 h 15, sortie RER, côté quasi Anatole-France (Didier Bouchard).
- « Orsay, un musée dans une gare », 11 h 30, 1, rue de Bellechasse (Pierre-Yves Jastot).
- « L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 12 h 45, devant l'entrée (Christine Merle).
- « Ingres au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de Bellechasse (Haute lieux et découvertes).
- « Winterhalter », 11 heures, Petit Palais, entrée, avenue Winston-Churchill.
- « Les salons de l'hôtel Potocki », 15 heures, 27, avenue de Friedland.
- « L'Institut de France », 15 heures, 23, quai de Conti (Monuments historiques).
- « La Palais-Bourbon », 11 heures, 33, quai d'Orsay, Cartes d'identité (Didier Bouchard).
- « L'ensemble de La Villette », 14 h 30, porte de Pantin, point d'accueil (A.).
- « Trésors d'horlogerie », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, à l'ancien (Approche de l'art).
- « De la place des Vosges aux hôtels de Sens et de Soubise », 11 h 30, métro Pont-Neuf, 1, rue de la Harpe (A.).
- « Hôtels et églises de la Chaussée d'Antin », 14 h 30, 65, rue Cammarin (Paris pittoresque et insolite).
- « L'hôtel de Camondo », 14 h 30, 63, rue de Monceau (La France et son passé).
- « L'hôtel de Mondragon », 15 heures, 3, rue d'Antin (Isabelle Haulier).
- « La cathédrale russe », 15 heures, 12, rue Daru (Tourisme culturel).
- « Le couvent des Carmes et son jardin », 11 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Rénouveau du passé).
- « Saint-Germain-l'Auxerrois », 15 heures, devant le portail (Paris et son histoire).
- « Winterhalter », 11 heures, Petit Palais (Mathilde Hager).

DIMANCHE 6 MARS

- « Les Catacombes », 10 heures, place Denfert-Rochereau, sortie principale du métro (Tourisme culturel).
- « Galerie dorée de la Banque de France », 10 h 30, 2, rue Radet, Cartes d'identité (Didier Bouchard).
- « Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).
- « Souvenirs de la Commune de Paris », 14 h 30, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).
- « Peinture italienne au Louvre », 10 h 30, 36, quai du Louvre (Pierre-Yves Jastot).
- « La civilisation pharaonique au Louvre », 11 heures, porte Saint-Germain-l'Auxerrois (Christine Merle).
- « La montagne Sainte-Geneviève », 11 heures, métro Cardinal-Lemoine (Commence d'été et d'hiver).
- « La Mosquée », 14 h 30, entrée, place du Puits-de-l'Érmitte (Michèle Pohyer).
- « Moulins et vieux village de Montmartre », 11 h 30, métro Abbesses (Les Filaniers).
- « La Nouvelle Athènes », 14 h 30, sortie métro Saint-Georges (La France et son passé).
- « Carrières et catacombes, l'histoire souterraine de Paris », 14 h 45, 2, place Denfert-Rochereau. Lampe de poche (Paris passion).
- « L'hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine.
- « Visite-découverte de La Villette », 11 heures, sortie métro Cochenard-Carlin (Monuments historiques).
- « L'hôtel de Soubise », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Isabelle Haulier).
- « Sous la coupole », 11 heures, Institut de France, 23, quai Conti (Approche de l'art).
- « Les salons du ministère de la marine », 15 heures, 2, rue Royale. Carte d'identité (Arts et curiosités).
- « L'écrit rétrospectif de Piquet », 15 heures, 35, rue de Picpus (D. Fleuriot).
- « Saint-Eustache et le vieux quartier des Halles », 11 heures, sortie métro Louvre (Résurrection du passé).
- « De l'hôtel de Sens à l'hôtel de la Brinvilliers », 15 heures, métro Pont-Marie (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

SAMEDI 5 MARS

Maison des mines, 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « L'ou du Soudan :

l'empire du Mail », par Jean-Christophe Huet ; 16 heures : « Poroc et les monastères de Serbie », par Daniel Elosard (Clio-Les Amis de l'histoire).

6, place d'Iéna, 15 heures : « Les arts de la route de la soie », par Jacques Gies (Musée Guimet).

62, rue Saint-Antoine, 11 h 30 : « Merveilles de l'architecture gothique » (Monuments historiques).

DIMANCHE 6 MARS

18, rue de Varenne, 14 h 15 : « Mexique », 16 heures : « Brésil de tous les rêves », 17 h 30 : « Bahia », films présentés par Charles Cousin (Cinéma et civilisations).

Maison des mines, 270, rue Saint-Jacques, 14 h 30 : « Pérou, le royaume du Soleil » (Clio-Les Amis de l'histoire).

60, boulevard Latour-Maubourg, 11 h 30 : « La Crête et la Grèce », 16 h 30 : « La Thaïlande », 18 h 30 : « Florence, ville de l'art », par M. Brunfeldt (Rencontre des peuples).

6, place d'Iéna, 11 heures : « Portraits mobiles du règne d'Akbar, 1556-1605 », par Aminia Okada (Musée Guimet).

1, rue des Provençales, 15 heures : « Le grand voyage des symboles » (suite), par Jean Castet de Courville : « La symbolique de l'archange Saint-Michel », par Natya.

CNES, 2, place Maurice-Quémén, 15 heures : « Les deux piliers de notre évolution : le karma et la réincarnation » (deuxième partie) (Mouvement du Gral en France).

62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Venise, doges et madones des peintres Bellini », par Simone Saint-Girons (Monuments historiques).

11 82, rue Keppeler, 17 h 30 : « La théosophie et la quête du Gral ». Entrée libre (Loge unie des théosophes).

C'est pas du vol!

Vite, réservation pour les places JOKER a démarré! Cette année encore, JOKER vous propose des prix défilant toute concurrence. En voici quelques exemples parmi d'autres :

- Paris/Strasbourg ou Bordeaux/Paris ou Paris/Clermont-Ferrand pour 99 F.
- Paris/Lorient/Quimper ou Marseille/Paris ou Paris/Montpellier ou Biarritz/Paris ou Paris/Toulouse pour 149 F.
- Paris/Perpignan pour 199 F.
- Paris/Nice pour 249 F.

Et ces prix s'entendent réservation comprise. Mais attention vous devez réserver au moins 30 jours avant le départ. Après, ils seront augmentés de 50 F et ce, jusqu'à 8 jours avant le départ. Allez vite vous renseignez dans les gares. Vous y découvrirez d'autres possibilités de voyage à prix réduits avec JOKER.

Trains circulant du 18 avril au 24 septembre 1988

Prix au 18.02.88. Informations par Minitel 3615 SNCF

C'EST POSSIBLE!

UNIVAS 1 - Louvre-VF.

معلومات من الامارات

SOMMAIRE

Le déficit du budget 1987 aurait avoisiné 120 milliards de francs...

l'intention de contrôler les concentrations des grandes entreprises au sein de la CEE...

nées dénoncent le mépris de l'« actionnariat des salariés »...

BILLET

Le budget 1987

Un bon déficit...

M. Chirac fourbit ses armes, des armes qu'il dévoilera dans une prochaine conférence de presse...

Le projet du CNPF d'annualiser le SMIC provoque un tollé syndical

Le projet du CNPF, sur lequel M. Séguin avait exprimé à l'avance de très fortes réserves...

A moins de deux mois de l'élection présidentielle, le CNPF a décidé de lever le voile sur son projet d'annualisation du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC)...

Le projet du CNPF, sur lequel M. Séguin avait exprimé à l'avance de très fortes réserves...

Mais en cherchant à modifier le SMIC, le CNPF transgresse un tabou, le débat étant encore plus « théologique » que pour la flexibilité de l'emploi en 1984...

Une telle modification entraînerait de facto une suppression de la règle actuelle, selon laquelle le SMIC fait l'objet d'un relèvement automatique...

Le CNPF veut aussi modifier les critères de définition du SMIC, en prenant en compte les sommes supportant des cotisations de sécurité sociale...

Le projet du CNPF, sur lequel M. Séguin avait exprimé à l'avance de très fortes réserves...

Les banques françaises afficheront pour 1987 des résultats « favorables »

Intervenant le mercredi 2 mars à l'occasion de l'assemblée annuelle de l'Office de coordination bancaire...

Alcatel-CIT annonce pour 1988 six cent trente-neuf suppressions d'emplois

Au cours d'une réunion du comité central d'entreprise, le jeudi 3 mars, la direction d'Alcatel-CIT a annoncé un projet de six cent trente-neuf suppressions d'emplois...

Le plan de l'entreprise de communication téléphonique porte sur onze établissements. Le site de Lannion, où Alcatel-CIT possède deux usines, sera particulièrement touché...

Depuis 1984, Alcatel-CIT a réduit ses effectifs de cinq mille personnes, dont deux mille dans le Trégor...

La procédure a été contestée par le secrétaire CFDT du comité central d'entreprise mais entérinée par une décision du tribunal...

Consistant un avis négatif sur les suppressions d'emplois mais un avis favorable au plan social.

Nouvelle grève des dockers à Marseille-Fos. Une nouvelle grève des dockers a eu lieu le 3 mars dans le port de Marseille et dans le bassin de Fos...

Des crédits à la consommation pour les travailleurs intérimaires

Désormais, les intérimaires pourront avoir accès au crédit à la consommation, de la même manière que les autres salariés...

Dans l'esprit de ses promoteurs, cette facilité nouvelle vise moins à « favoriser le développement du crédit » qu'à mettre les intérimaires « en situation d'égalité » avec les autres salariés...

L'éclat du blanc ou l'élégance du noir ? Quand aller au vert, fera dans les villes une entrée très remarquée...

Perle noire ou perle rare ? N'hésitez plus.



Faites un essai chez votre concessionnaire Lancia-Antobianchi. Y10 Fila 45.800F

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

هنا من الامم

Le Monde
CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

Makim
CHEF DU PERSONNEL RM. VM 91135 AC

Equipements automobiles
RESPONSABLE DU BUREAU D'ETUDES RM. VM 212387 B

Côte d'Ivoire
RESPONSABLE BUREAU D'ETUDES ET DE METHODES RM. VM 212330 A

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie :

EGOR
8, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALY PORTUGAL BRASIL CANADA

DEMANDES D'EMPLOI

J.F. 36 ans, collaborateur au Monde, dans le cadre d'une formation continue, cherche stage en entreprise 1/2 temps (le matin), à partir de 14 mars 1988 en qualité de technicien administratif et commercial. Tél. : 43-71-54-81 (répondre), ou écrire : LEFEBVRE Christiane, 90, rue St-Benoit, 75020 PARIS.

J.F. 23 ans, lit. L.E.A., anglais, allemand, cherche poste commercial. Tél. : 45-69-16-11

Hermann 34 ans, collaborateur, cherche commercial international, cherche emploi dans un secteur d'activités à Paris. Tél. : 42-45-53-00

propositions diverses

Recht, postdoctoral de Prusse en un an, recherche vidéo sur cet aspect. Tél. de 10 à 19 h.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt
132, R. ST-DENIS, 4 P. 4^e ét. Im. P. de tal. 34 m² + serv. Samedi, dimanche 14 h/17 h.

4^e arrdt
MARAS BASTILLE
80 m², calme, édifié par 2^e chambre confort, bel imm. Visite samedi de 14 h à 17 h. 3, rue Cassin.

7^e arrdt
CHAMP-DE-MARS
180 m² à rénover plain sol. 42-84-23-10

9^e arrdt
N.-D. de LORETTE
Im. P. de tal. 5^e ét. 2^e chambre, art. cuisine, w.c. + cab. toil., 5^e ét. calme, soleil, chauffage central.

12^e arrdt
M^e Daumesnil
Im. P. de tal. 5^e ét. 2^e chambre, art. cuisine, w.c. + cab. toil., 5^e ét. calme, soleil, chauffage central.

14^e arrdt
MONTROUVILLE rdc. v. beau 3 P., ct. 51 m² env., gd balcon (10 m/140 m), in. Sec. Cour. 1 500 000 F. 46-77-96-55, 45-30-75-51 sol et week-end.

15^e arrdt
M^e Convention
Pav. v. d'éd. Im. P. de tal. 5^e ét. 2^e chambre, art. cuisine, w.c. + cab. toil., 5^e ét. calme, soleil, chauffage central.

17^e arrdt
170 m², style loft
Rénov. 4 ch., 2 ba, cuisine équipée, etc. vend. mod. 3 180 000 F. Samedi, 68, rue Nollet, 14 à 16 h.

18^e arrdt
Particulier vend STUDIO. 32 m², cuisine séparée, w.c., premier étage cour. Nécess. Châssis-Fenêtres. Téléphones : 46-08-90-21.

19^e arrdt
BIQUET, bel immeuble, excel. placement, trois étages 2 P., 47 m² et ch. w.c. Samedi 14 à 17 h. 11, rue d'Autrevillers ou 42-07-67-08 le matin.

94
Val-de-Marne
Vds P. 4 à Vitry mais, 5^e ét. très aménagée, + cave + terrasse, etc. Proche école, commerce et transports. Prix 420 000 F. Tél. 48-90-24-57 après 20 heures.

Province
Part. v. d'éd. mod. 3^e Ag. Alban-France, apt. 3 P., stand. Tél. (18) 42-63-00-61.

CANNES LA BOCCA
Près bord de mer apt. récent, 5 P., cuis. ct. (100 m²). P. 700 000 F. Facilités. S/pl. samedi, dimanche. 4 impasse des Vignes. Renseignements tél. : 16 (1) 47-25-08-98.

appartements achats

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

fonds de commerce

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

bureaux

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. + loyer. P. 400 000 F. + loyer. Tél. : 47-61-70-34. Direct sans intermédiaire.

Recht, URGENT 110 à 140m², Paris préfère 9^e, 9^e, 7^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e. P. 400 000 F. +

Economie

Fusions, absorptions, prises de participations et restructurations d'entreprises

Cerus demande la prolongation de son OPA sur la SGB

Cerus, la holding française de l'homme d'affaires italien Carlo De Benedetti a demandé la prolongation de son offre publique d'achat (OPA) sur 7 % du capital de la Société générale de Belgique (SGB). Lancée initialement le 15 février, à 4 000 F belges par action (soit 640 F français), l'OPA de Cerus - dont le prix a été doublé la semaine dernière - devait s'achever le vendredi 4 mars.

La Commission bancaire, à laquelle Cerus a transmis sa demande de prolongation, a accepté de l'étudier à condition que la holding de M. De Benedetti, qui affirme détenir 47 % de la SGB, précise l'identité de ses « suiveurs » et la participation de chacun d'entre eux dans la première holding belge. Le 2 mars, deux de ces « suiveurs » s'étaient fait connaître : la banque américaine Shearson Lehman Brothers et la banque suisse Compagnie de banque et d'investissements, cette dernière annonçant qu'elle détenait « plus de 5 % des titres » de la SGB.

Rover pourra être vendu à un groupe étranger

Le gouvernement britannique a fait savoir, le jeudi 3 mars, par le voix de son secrétaire d'Etat au Commerce et à l'Industrie, lord Young, qu'il pourrait céder Rover à un groupe étranger, si les discussions avec British Aerospace, le constructeur aéronautique intéressé par le rachat de Rover dans la perspective de la privatisation de ce dernier (le Monde du 3 mars), n'aboutissent pas d'ici au 1^{er} mai.

Dans un entretien au quotidien britannique *The Independent*, lord Young précise que le gouvernement britannique étudierait, dans cette hypothèse, toutes les offres d'achat qui lui seraient faites, sans considération pour la nationalité des candidats intéressés. Cependant, en 1986, la possibilité d'une reprise d'Austin Rover par l'Américain Ford avait provoqué une levée de bouilliers, et fait abandonner le projet par le gouvernement de M. Thatcher (le Monde du 8 février 1986).

Le britannique Beazer intéressé par l'Américain Koppers

L'entreprise britannique de bâtiment et de matériaux de construction Beazer a annoncé, jeudi 3 mars, le lancement d'une OPA de 1,3 milliard de dollars sur Koppers, société américaine de matériaux de construction. Beazer a offert 35 dollars pour chaque action Koppers. Beazer se propose de financer ce rachat grâce à deux importants emprunts bancaires, l'un de 640 millions de dollars fourni par des banques regroupées autour de Citibank, l'autre de 465 millions de dollars réuni par Shearson Lehman. Beazer aura jusqu'en 1993 pour rembourser ces emprunts, si son offre est acceptée. C'est la première fois, selon les analystes new-yorkais, qu'une OPA est financée de cette manière, et son par l'émission d'actions. Si cette OPA réussit, la taille de Beazer sera presque doublée. Koppers a enregistré en 1987 un bénéfice net de 134,5 millions de dollars, pour un chiffre d'affaires de 1,5 milliard.

Petrocorp (Nouvelle-Zélande) échappe à British Gas

Le gouvernement néo-zélandais a vendu, jeudi 3 mars, la participation de 70 % qu'il détenait dans la compagnie pétrolière Petrocorp à la compagnie néo-zélandaise Fletcher Challenge pour 530 millions de dollars (3 milliards de francs). Petrocorp échappe donc à la compagnie britannique British Gas, qui avait proposé de racheter la totalité du capital de la société pétrolière et gazière néo-zélandaise. Le gouvernement, après avoir accepté l'offre britannique, a finalement annulé l'accord de vente, assurant que British Gas avait exigé des conditions inacceptables. Le nouvel acheteur est la plus grande société du pays.

Une année scolaire aux U.S.A. avec EuroLangues
15 à 18 ans
Famille + High School
(17 000 F + voyage)
Plus de 18 ans
Collège
documentation sur demande
35, bd des Capucines 75002
Paris Téléphone (1) 42.61.53.35

Bruxelles veut renforcer son pouvoir de contrôle

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

La Commission européenne vient de demander aux Etats membres de la CEE de l'autoriser à exercer un contrôle préalable sur les concentrations d'entreprises. Jusqu'à présent, Britanniques et surtout Français ont manifesté de sérieuses réserves à l'égard des intentions affichées depuis quelques mois dans ce domaine par la Commission. La France et le Royaume-Uni, souhaitent éviter que la CEE puisse intervenir dans des opérations de restructuration industrielle sur leur territoire. Malgré ces réserves, M. Peter Sutherland, le commissaire chargé du dossier, estime que la réglementation communautaire envisagée pourrait être adoptée d'ici à la fin de cette année.

Un arrêt de la Cour européenne de justice de novembre 1987 a conforté la position de la Commission selon laquelle les fusions relèvent du droit communautaire. Les juges de Luxembourg ont en effet donné gain de cause à la Commission, qui avait autorisé a posteriori le rachat de Rothmans appartenant au groupe sud-africain Rambrandt par l'Américain Philip Morris. Les plaignants, deux producteurs européens de cigarettes, contestaient le feu vert donné par l'exécutif européen.

Aujourd'hui la Commission demande aux Douze de pouvoir statuer avant la fusion afin de clarifier la situation rapidement, c'est-à-dire au plus tard dans un délai de quatre mois après la notification de l'opération envisagée. Elle estime que lui revient le droit d'apprécier si la concentration prévue peut conduire à une

position de monopole contraire aux règles de concurrence en vigueur dans le Marché commun.

Le projet communiqué aux Douze ne vise que les entreprises qui atteignent un chiffre d'affaires annuel au moins égal à 1 milliard d'ECU (7 milliards de francs) et dont les trois quarts sont réalisés dans plus d'un pays de la CEE. En outre, les dossiers nécessitant l'avis de Bruxelles doivent concerner deux ou plusieurs Etats membres. Enfin, la société absorbée doit afficher au minimum un chiffre d'affaires de 50 millions d'ECU (350 millions de francs). Selon les experts européens, la Commission pourrait être amenée à examiner une centaine de cas au cours des prochaines années.

MARCEL SCOTTO.

La bataille autour de Télémechanique

Le président de Schneider ne veut pas lâcher prise

« Que je sache, nous sommes en démocratie, dans un pays de liberté. J'agiterai toujours, comme par le passé, dans l'intérêt fondamental de notre groupe. Je ferai passer ces intérêts avant toute chose. » On se croyait revenu quatre ans en arrière, à l'époque où M. Didier Pincus-Valencienne affrontait le gouvernement socialiste sur le dossier de Creusot-Loire, le jeudi 3 mars, en le voyant prêt à croiser le fer avec les pouvoirs publics au cas où ils lui demanderaient de jeter l'éponge dans sa bataille boursière avec Framatome pour le contrôle de Télémechanique.

Jeudi 3 mars, la rumeur courait que le ministre de l'Economie, M. Edouard Balladur, avait demandé à M. Pincus-Valencienne de ne pas surenchérir à la dernière OPA de Framatome. « Je n'ai pas eu d'appel aujourd'hui de M. Balladur », a-t-il dit. Et hier ? lui ont demandé les journalistes. « Pas de commentaire », a-t-il rétorqué. Tandis que le débat se politise après les prises de position de plusieurs ministres en faveur de Télémechanique (le Monde du 4 mars), le patron de Schneider a mis en garde, sans nommer personne, contre ceux qui pratiquent la « démagogie » dans les affaires, et « ceux qui allument des brisiers, empêchant les

gens de regarder calmement les faits ».

« Depuis deux ans, M. Yalla [le patron de Télémechanique] se déplace dans les usines pour dire : notre ennemi numéro un, c'est Schneider, et pour le cas où il nous attaquerait, voilà ce qu'il faudrait faire », a poursuivi « DPV ». En conséquence, il a assuré n'être « pas surpris » par les grèves lancées par les salariés de l'entreprise qu'il convoite.

Actions en justice contre Schneider

M. Pincus-Valencienne ne semble donc pas avoir l'intention d'abandonner, bien qu'il affirme encore « réfléchir ». « Nous n'avons pas l'intention de lâcher prise comme cela », a-t-il lancé. Regrette-t-il la tournure prise par les événements ? « Si c'était pour en arriver là, nous aurions mieux fait d'y aller plus tôt », reconnaît-il. Ce qui lui aurait évité le désagrément de voir des débrayages et des manifestations dans une société qui n'en avait jamais connus.

Par ailleurs, Framatome a décidé, le vendredi 4 mars, de lancer deux actions contre Schneider auprès du tribunal de commerce : la première, en référé, pour obtenir le maintien

de la mise sous séquestre des 203 000 titres achetés en Bourse le 1^{er} mars par Schneider. La seconde, sur le fond, pour demander que soit prononcée la nullité de l'OPA lancée par ce groupe. Framatome estime en effet que, en rachetant ces titres sur le marché, alors qu'il avait lancé une OPA sur une partie seulement du capital de Télémechanique, Schneider a violé le principe de l'égalité entre les actionnaires et celui de l'égalité de traitement entre des OPA concurrentes.

Le patron de Merlin-Gerin, la filiale de Schneider directement intéressée au rapprochement avec Télémechanique, a tenté pour sa part de replacer le dossier sur le strict plan industriel. En cas d'échec, a expliqué M. Jean Vaujany, « Merlin-Gerin peut continuer tout seul », ajoutant qu'il avait « des solutions alternatives », dont il regrette qu'elles ne soient pas « franco-françaises ». « Notre arbre de décision passe par une autre société européenne importante et par différentes sociétés américaines ».

Une perspective qui inquiète la fédération CFDT des métaux. Dans un document de cinq pages, fruit de la réflexion commune des représentants de la CQE (principal actionnaire de Framatome), le « chevalier blanc » dans le dossier, de Merlin-

Christie's et Phillips Son and Neale se rapprochent

Le marchand d'art londonien Phillips Son and Neale a pris une participation « stratégique » chez son célèbre concurrent Christie's. A l'annonce de cette nouvelle, l'action Christie's a gagné, jeudi 3 mars, 24 pence pour coter 578 pence. Le président de Phillips Son and Neale, M. Christopher Weston, a expliqué qu'il avait acquis cette semaine 5 % des titres de son rival et « qu'avec les actions qu'il détenait déjà, ajoutées à celle de son épouse, il était maintenant l'un des actionnaires les plus importants de Christie's ».

Cette entrée dans le capital était à l'étude depuis plusieurs mois, bien que les deux marchands d'art soient de tailles très différentes. Phillips a réalisé un chiffre d'affaires de 77,6 millions de livres (1 livre vaut environ 10 F) l'an dernier, tandis que Christie's a atteint 576 millions de livres. Une association plus étroite entre ces deux marchands d'art pourrait exercer une concurrence sur le leader Sotheby's. Cette société américaine basée à Londres et à New-York a enregistré en 1987 un chiffre record de vente de 1,3 milliard de livres, et ses activités sont en pleine expansion. - (AFP.)

Offre de Macy's sur Federated Stores

Attaqué par le groupe de promotion immobilière canadien Campeau (le Monde du 27 janvier), qui avait racheté en 1986 la chaîne américaine de magasins Allied Stores, Federated Stores (enseignes Bloomingdale, Abraham and Strauss, Filene's) vient d'accepter la contre-OPA proposée par Macy's à 74,5 dollars par action. La dernière offre de Campeau était de 68 dollars. L'offre de Macy's est plus attrayante pour le conseil d'administration de Federated Stores dans la mesure où cette proposition ne conduira pas au démantèlement du groupe de distribution. On ignore encore si Campeau a l'intention de surenchérir.

4 JOURS

DU 4 AU 7 MARS

J'AI ME CHEZ CITROËN

J'AI ME

J'AI ME

J'AI ME

Pour découvrir la toute nouvelle série spéciale AX-K WAY, pour profiter d'un super-financement sur toute la gamme, pour jouer au grand jeu de l'aventure Citroën-K Way* et gagner des AX-K WAY, des voyages au Kenya, et des milliers de cadeaux, une seule chose à faire, venir chez Citroën aux 4 jours j'aime, j'aime, j'aime.



AX



* dans tous les points de vente affichant l'opération.

مكتبة الامير

Marchés financiers

BOURSE DU 4 MARS

Cours relevés à 14 h 58

VALEURS					Règlement mensuel					VALEURS				
Compt.	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compt.	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compt.	Cours	Précéd.	Dernier	%
1601 A.S. 1973	1640	1600	1600	- 2,97	1330	147 50	147 50	147 50	0	1330	147 50	147 50	147 50	0
1602 C.M.E. 3%	3880	3880	3880	0	1331	147 50	147 50	147 50	0	1331	147 50	147 50	147 50	0
1603 R.L.P. T.P.	1073	1073	1073	+ 1,86	1332	147 50	147 50	147 50	0	1332	147 50	147 50	147 50	0
1604 C.C.F. T.P.	1025	1025	1025	0	1333	147 50	147 50	147 50	0	1333	147 50	147 50	147 50	0
1605 C.C.F. T.P.	1025	1025	1025	0	1334	147 50	147 50	147 50	0	1334	147 50	147 50	147 50	0
1606 C.C.F. T.P.	1025	1025	1025	0	1335	147 50	147 50	147 50	0	1335	147 50	147 50	147 50	0
1607 C.C.F. T.P.	1025	1025	1025	0	1336	147 50	147 50	147 50	0	1336	147 50	147 50	147 50	0
1608 C.C.F. T.P.	1025	1025	1025	0	1337	147 50	147 50	147 50	0	1337	147 50	147 50	147 50	0
1609 C.C.F. T.P.	1025	1025	1025	0	1338	147 50	147 50	147 50	0	1338	147 50	147 50	147 50	0
1610 C.C.F. T.P.	1025	1025	1025	0	1339	147 50	147 50	147 50	0	1339	147 50	147 50	147 50	0

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

3/3

Obligations				Étrangères				Actions			
VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier
Exp. 5,00 % 77	128 10	128 10	128 10	A.E.C.	700	700	700	Alcatel	470 00	470 00	470 00
Exp. 5,00 % 78/84	101 10	101 10	101 10	Alcatel	470 00	470 00	470 00	Alcatel	470 00	470 00	470 00
Exp. 5,00 % 80/86	104 10	104 10	104 10	Alcatel	470 00	470 00	470 00	Alcatel	470 00	470 00	470 00
Exp. 5,00 % 81/89	106 10	106 10	106 10	Alcatel	470 00	470 00	470 00	Alcatel	470 00	470 00	470 00
Exp. 5,00 % 82/90	115 10	115 10	115 10	Alcatel	470 00	470 00	470 00	Alcatel	470 00	470 00	470 00
Exp. 5,00 % 83/91	116 10	116 10	116 10	Alcatel	470 00	470 00	470 00	Alcatel	470 00	470 00	470 00
Exp. 5,00 % 84/92	117 10	117 10	117 10	Alcatel	470 00	470 00	470 00	Alcatel	470 00	470 00	470 00
Exp. 5,00 % 85/93	118 10	118 10	118 10	Alcatel	470 00	470 00	470 00	Alcatel	470 00	470 00	470 00
Exp. 5,00 % 86/94	119 10	119 10	119 10	Alcatel	470 00	470 00	470 00	Alcatel	470 00	470 00	470 00
Exp. 5,00 % 87/95	120 10	120 10	120 10	Alcatel	470 00	470 00	470 00	Alcatel	470 00	470 00	470 00
Exp. 5,00 % 88/96	121 10	121 10	121 10	Alcatel	470 00	470 00	470 00	Alcatel	470 00	470 00	470 00
Exp. 5,00 % 89/97	122 10	122 10	122 10	Alcatel	470 00	470 00	470 00	Alcatel	470 00	470 00	470 00
Exp. 5,00 % 90/98	123 10	123 10	123 10	Alcatel	470 00	470 00	470 00	Alcatel	470 00	470 00	470 00
Exp. 5,00 % 91/99	124 10	124 10	124 10	Alcatel	470 00	470 00	470 00	Alcatel	470 00	470 00	470 00
Exp. 5,00 % 92/00	125 10	125 10	125 10	Alcatel	470 00	470 00	470 00	Alcatel	470 00	470 00	470 00

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL				MONNAIES ET DEVISES			
COURS	COURS	COURS DES BILLETS	MONNAIES	COURS	COURS	COURS	COURS
préc.	4/3	Acteur	ET DEVISES	préc.	4/3	préc.	4/3
Euro-Us (€)	5 737	5 736	Or fin (en barre)	78900	78900	Or fin (en barre)	78900
Belgique (100 B)	338 340	338 180	Or fin (en lingot)	78900	78900	Or fin (en lingot)	78900
France (100 F)	18 182	18 187	France (100 F)	385	385	France (100 F)	385
Italie (100 L)	301 390	301 300	Italie (100 L)	534	534	Italie (100 L)	534
Grande-Bretagne (£ 1)	10 148	10 142	Grande-Bretagne (£ 1)	160	160	Grande-Bretagne (£ 1)	160
Allemagne (100 M)	4 223	4 225	Allemagne (100 M)	160	160	Allemagne (100 M)	160
Espagne (100 P)	165 800	165 800	Espagne (100 P)	165 800	165 800	Espagne (100 P)	165 800
Portugal (100 Esc)	208 480	208 480	Portugal (100 Esc)	208 480	208 480	Portugal (100 Esc)	208 480
Canada (100 C)	4 439	4 441	Canada (100 C)	4 439	4 441	Canada (100 C)	4 439
Yen (100 Y)	338 340	338 180	Yen (100 Y)	338 340	338 180	Yen (100 Y)	338 340

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

سوق المال

هنا من الاميل

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Bangladesh : violences et intimidation lors des élections législatives.	6 Les campagnes de M. Chirac et de M. Barre.	10 Le procès des médecins de Poitiers : une affaire aux effets dévastateurs dans l'opinion.	21 Cubistes à la Tate Gallery de Londres.	27 Le projet du CNPF d'annuler le SMIC provoque un tollé syndical.	Abonnements 2	• 10 h 30, chaque jour, le mini-journal JOUR
3 Etats-Unis : l'église « électronique » saisie par le dénonciateur des élections.	7 La campagne des socialistes.	11 Journal d'un amateur, par Philippe Bouchier.	— La Pyramide du Louvre est inaugurée par le président de la République.	— Budget 1987 : un bon déficit...	Annonces classées 28	• 18 h, la cote complète. BOURSE
4 Début prometteur des négociations de Genève.		— Ouverture d'une enquête après l'explosion d'Ablon.	22 Communication : deux nouveaux quotidiens à l'assaut de la Dépêche du Midi.	29 Concentrations d'entreprises : Bruxelles veut accroître son pouvoir de contrôle.	Campus 26	• Jeux avec le Monde. JEUX
5 Les résultats du sommet de l'alliance atlantique.				30-31 Marchés financiers.	Cartel 26	Actualité, International, Sports, Campus, F.N.A.R., Télémarket.
					Météorologie 25	3615 Tapez LEMONDE
					Loto 24	
					Jeux, Mots croisés 18	
					Radio-télévision 24	
					Philatélie 25	

Un avion de TAT s'écrase près de Fontainebleau : vingt-deux morts

Un avion du type Fairchild 227, qui est quasiment identique au Fokker 27 (un bimoteur d'une capacité d'une cinquantaine de places), s'est écrasé en Seine-et-Marne le vendredi 4 mars. L'appareil appartient à la compagnie française Transport aérien transrégional (TAT). Il y avait vingt-deux personnes (dont trois membres d'équipage) à bord ; on ne compte aucun survivant.

L'avion effectuait le vol régulier Nancy-Paris II 230 et devait arriver à Orly-Ouest à 8 heures.

Un écheveau de métal dans les fils électriques

MACHAULT (Seine-et-Marne) de notre envoyée spéciale

L'hiver dernier après les accidents de télécommunications. Cinq heures après la catastrophe, les équipes de secours n'avaient pas encore aperçu aucun hublot. Le maire de Machault, M. Roger Meyling, ouvrait la salle des fêtes pour la transformer en chapelle ardente. Les secouristes craignaient d'être « obligés de creuser à plusieurs mètres sous la terre ».

CORINE LESNES.

Une nouvelle étape de la déréglementation

Le champ d'activité des banques commerciales américaines pourrait être élargi

Les partisans d'un assouplissement de la réglementation bancaire aux Etats-Unis viennent d'enregistrer un premier succès. Le comité bancaire du Sénat a en effet approuvé, le mercredi 2 mars dans la soirée, un texte autorisant les banques commerciales à souscrire à certains titres financiers, mais limitant toujours leur possibilité de vendre des produits d'assurance. Le projet de loi ainsi arrêté et que remet en cause partiellement la distinction traditionnelle entre banque commerciale et banque d'investissement, établie par le Glass Steagall Act de 1933, a été approuvé par dix-huit des vingt membres de ce comité.

Le texte adopté prévoit une ouverture progressive des marchés aux banques commerciales. Dès qu'il entrera en application, celles-ci

Journaliste à la Nouvelle République et correspondant du Monde

Bernard Hilbert meurt accidentellement

Bernard Hilbert, journaliste à la Nouvelle République du Centre-Ouest, et correspondant du Monde à Poitiers, victime d'un accident de la circulation jeudi peu avant minuit est décédé vendredi à 4 heures du matin.

Bernard Hilbert « couvrait » le procès de Poitiers. Alors qu'il allait recueillir à la maison d'arrêt les témoignages des docteurs Archambeau et Diallo, acquittés une demi-heure plus tôt, il a été fauché par une voiture.

[Né le 31 décembre 1924, Bernard Hilbert, ancien élève du Centre de formation des journalistes, entre à la Nouvelle République du Centre-Ouest en 1952. Il est d'abord affecté au bureau de Bourges, puis à celui de Poitiers, où il était plus particulièrement chargé des problèmes de l'enseignement et de la page littéraire.

C'est en octobre 1976 qu'il était devenu correspondant du Monde pour le département de la Vienne. Cette correspondance, Bernard Hilbert l'a toujours assurée avec rigueur et ce sans jamais des rapports humains qui le caractérisait. Bernard Hilbert était père de cinq enfants. Le Monde assure sa famille de toute sa sympathie.]

Université et finance

La « reconversion » de M. Volcker

Le double choc que vient d'effectuer l'ancien président de la Réserve fédérale américaine, M. Paul Volcker, correspond bien au personnage qu'il avait su créer jusqu'à son départ de la Fed, en août dernier, discret et traditionnel. En acceptant la chaire de politique économique internationale de l'université de Princeton, M. Volcker effectue un retour aux sources. Originaire du New Jersey, où est situé Princeton, il y a fait ses études, proné dans une thèse le rattachement de la Réserve fédérale au département du Trésor. Sur ce point, il a beaucoup changé, ou « mûri » comme il l'a déclaré, en devenant l'un des plus ardents défenseurs de l'autonomie de l'institut d'émission américain.

La réflexion universitaire ne satisfaisait qu'à moitié son goût du « terrain » financier. M. Volcker a par ailleurs accepté la présidence — avec participation minoritaire — de la société d'investissement Wolfensohn dont la coprésidence et la participation majoritaire restent dans les mains de son fondateur, l'australien James Wolfensohn. Plutôt que de stratégie ou de mariage d'entreprises, combien cette double option rapportera-t-elle à M. Volcker, qui s'était contenté à la tête de la Fed de 80 000 dollars (458 000 F) par an ? A cette question, chère aux alléchantes de Solomon Brothers ou Morgan Stanley, l'ancien président de la Fed a choisi une société plus petite, plus traditionnelle dans son approche des clients, qu'elle conseille en matière de stratégie ou de mariage d'entreprises. Combien cette double option rapportera-t-elle à M. Volcker, qui s'était contenté à la tête de la Fed de 80 000 dollars (458 000 F) par an ? A cette question, chère aux alléchantes de Solomon Brothers ou Morgan Stanley, l'ancien président de la Fed a choisi une société plus petite, plus traditionnelle dans son approche des clients, qu'elle conseille en matière de stratégie ou de mariage d'entreprises. Combien cette double option rapportera-t-elle à M. Volcker, qui s'était contenté à la tête de la Fed de 80 000 dollars (458 000 F) par an ?

NICARAGUA

La Chambre des représentants américaine refuse une aide humanitaire à la Contra

La Chambre des représentants américaine a finalement rejeté, le jeudi 3 mars, par 216 voix contre 208, un plan d'aide humanitaire pour la Contra antisandiniste proposé par les démocrates. Un premier vote préliminaire, jeudi, avait pourtant été positif, mais dans le vote final, les libéraux du Parti démocrate, opposés, eux, à toute aide à la Contra, ont fait cause commune avec les républicains, qui estimaient, pour leur part, que ce plan était trop limité. L'enveloppe prévue de 30 millions de dollars devait, en effet, être répartie entre les guérilleros antisandinistes et les enfants victimes de la guerre civile au Nicaragua.

Interrogés dans l'avion qui le ramenait du sommet de l'OTAN à Bruxelles, le président Reagan s'est déclaré « très heureux » du rejet de ce plan, bien qu'il laisse pour l'instant la Contra sans aucune aide. La dernière étant arrivée à échéance mardi dernier. Le président américain met à présent ses espoirs dans un nouveau projet de plan d'aide, présenté par les républicains et qui correspond mieux à son désir.

De leur côté, les représentants de la Contra ont accepté de rencontrer les sandinistes au Nicaragua, en insistant toutefois pour que l'ancien médiateur, écarté par Managua, le cardinal Miguel Obando, soit présent au titre de « témoin et garant » aux discussions. Rôle que le prélat a accepté officiellement jeudi, en précisant qu'il servirait de « lien » à ces négociations, qui, selon les propositions sandinistes, se tiendront vraisemblablement les 9, 10 et 11 mars à Sapos, au Nicaragua. — (AFP.)

AFRIQUE DU SUD : après la poussée électorale de l'extrême droite

« Les réformes devront être poursuivies » affirme le président Pieter Botha

JOHANNESBURG de notre correspondant

« Les réformes dans le domaine social, économique et constitutionnel devront être poursuivies », a déclaré, jeudi 3 mars, le président Pieter Botha en réaction à la défaite, la veille, du Parti national dans les deux circonscriptions de la province de Transvaal (le Monde du 4 mars). « Je souhaite, a-t-il ajouté, attirer l'attention des Sud-Africains sur le fait que des demandes excessives entraînent souvent des réactions excessives ».

Une allusion aux propositions jugées irrealistes du Parti conservateur, qui prône un retour à l'apartheid par et dur institué par Hendrik Verwoerd. « Susciter et provoquer des émotions est irresponsable et dangereux », a fait remarquer le chef de l'Etat, qui a souligné que « les désagréments temporaires ne pouvaient pas détourner le gouvernement de son devoir ».

M. Botha s'est exprimé de noter que le résultat de ces deux élections partielles ne changeait pas la représentation des partis au Parlement.

LE BON CÔTÉ DE LA DÉCORATION CHEZ RODIN LES PRIX

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Le Monde sur minitel

Mardi 8 mars 1988

CLAUDE SARRAUTE EN DIRECT

36.15 TAPEZ LEMONDE

Sur le vif

Le droit des vivants

Je ne l'ai pas entendu, mais, c'est curieux, il me trotte dans la tête, déchirant l'annonce de l'acquiescement des trois anesthésistes, ce cri étrange, terrible, un cri de bête blessée. La fille de Nicole Berneron hurlait à la mort. Là, pas de doute, elle est morte et bien morte, sa mère, morte sur une table d'opération. Pourquoi ? Ça, on ne le saura jamais. Et, dans le doute, on ne peut que se féliciter du verdict du jury.

Ces hommes et ces femmes ont bien agi. En leur âme et conscience. Pour éviter l'erreur, le doute, ils l'ont laissé planer sur tout le milieu hospitalier. Et c'est tant mieux. Je souhaite du fond du cœur que ces procès, le premier du genre, ne soit pas le dernier, et que la lourde loi du silence ne vienne pas recouvrir à nouveau sous une chape de complaisance et de mensonges ces inacceptables bavures médicales.

J'espère que d'autres victimes auront, à leur tour, le courage de porter plainte. Pour attente aux droits des vivants. Pas des morts. C'est quand même inouï de penser que le seul médecin autorisé dans cette tragique histoire, interdit d'exercer, c'est celui qui, à Arles, s'est livré à une expérience sur un cadavre. Dire que, ce matin encore, il a été accusé par le ministre de la santé de manquer de respect à la personne humaine, piteusement grotesque. A la lumière du procès de Poitiers, il y a des mots qui paraissent vraiment déplacés.

CLAUDE SARRAUTE.

LIBAN

Disparition d'un Britannique

Saïda (AFP). — Un ressortissant britannique, M. Peter Coolidge responsable d'une organisation caritative internationale, est porté disparu depuis jeudi après-midi à Saïda (Liban sud). Il a-t-on appris vendredi auprès des organisations internationales dans la ville.

Responsable d'OXFAM (Grande-Bretagne) au Proche-Orient, il était arrivé il y a quatre jours à Beyrouth et s'était rendu jeudi à Saïda, a-t-on précisé de même source. Il était attendu au siège de l'OXFAM à Beyrouth.

[Selon un responsable de l'ambassade de Grande-Bretagne à Beyrouth, cité par l'Agence Associated Press, il pourrait s'agir d'une « femme alerte, avec le moment ». Le même responsable, rapporte AP, a indiqué que M. Coolidge et son compagnon seraient fait savoir qu'ils « seraient en retard » pour repartir Beyrouth.]

Des ordinateurs britanniques en Arménie. — La compagnie Simon Carvay, du groupe d'ordinateurs britannique Simon, a signé le mercredi 2 mars à Moscou un contrat de 260 millions de livres (2,6 milliards de francs environ), pour la construction à Erivan (Arménie) d'une usine d'ordinateurs. Il s'agit, selon le secrétaire d'Etat britannique au Commerce, du plus important contrat jamais signé entre la Grande-Bretagne et l'URSS. L'usine devrait être achevée en 1991. Elle fabriquerait des ordinateurs de contrôle industriel, qui n'ont, selon les autorités britanniques, aucun caractère stratégique.

USAIR commande cinquante Boeing. — La compagnie américaine USAIR a commandé cinquante Boeing et pris une option pour trente appareils supplémentaires, a annoncé, le jeudi 3 mars, le constructeur américain. Le montant des commandes fermes s'élève à environ 1,5 milliard de dollars et si toutes les options sont confirmées, le montant total pourrait atteindre 2,5 milliards de dollars, a ajouté Boeing. Ces appareils sont des biacteurs moyens courtiers. A ce jour, Boeing a reçu 2 001 commandes de ce type d'avion, chiffre qui constitue un record pour un appareil commercial selon la compagnie. USAIR Group réunit trois compagnies aériennes américaines, USAIR, Piedmont Airlines et Pacific Southwest Airlines (PSA) qui exploitent des vols à l'intérieur des Etats-Unis et vers le Canada. — (AFP.)

M. LIONEL JOSPIN

Invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury-RTL-le Monde » diffusée le 6 mars, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le député socialiste de la Haute-Garonne répondra aux questions d'André Passeron et de Jean-Louis Andréani, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et Dominique Pennequin de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

du 4 au 13 mars 1988

FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE

ILE DE CHATOU

près de Paris.

Accès direct R.E.R. Chatou.

organisée par le Syndicat National du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion.

Tél. 4770.88.78